

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 26 SEPTEMBRE 2022

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

Secrétaire : M. Bruno COUSEIN

Étaient présents : M. Jean-Claude LEROY, Mme Mireille HINGREZ-CÉRÉDA, Mme Valérie CUVILLIER, M. Bertrand PETIT, Mme Blandine DRAIN, M. Jean-Marc TELLIER, Mme Maryse CAUWET, M. Ludovic LOQUET, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Laurence LOUCHAERT, M. Laurent DUPORGE, Mme Karine GAUTHIER, M. Alain MEQUIGNON, Mme Evelyne NACHEL, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Jacques COTTEL, Mme Caroline MATRAT, M. Sébastien CHOCHOIS, Mme Sophie WAROT-LEMAIRE, M. André KUCHCINSKI, M. Pierre GEORGET, Mme Carole DUBOIS, M. Olivier BARBARIN, M. Etienne PERIN, Mme Maryse DELASSUS, M. Claude BACHELET, Mme Maïté MULOT-FRIS COURT, M. Bruno COUSEIN, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Alexandre MALFAIT, Mme Sylvie MEYFROIDT, Mme Brigitte PASSEBOSC, M. Marc SARPAUX, Mme Marie-Line PLOUVIEZ, M. Steeve BRIOIS, Mme Brigitte BOURGUIGNON, Mme Anouk BRETON, M. Michel DAGBERT, Mme Audrey DESMARAI, M. Alain DE CARRION, M. Philippe DUQUESNOY, Mme Delphine DUWICQUET, Mme Ingrid GAILLARD, M. Raymond GAQUERE, Mme Séverine GOSSELIN, Mme Aline GUILLUY, M. Sébastien HENQUENET, M. René HOCQ, M. Ludovic IDZIAK, Mme Michèle JACQUET, Mme Maryse JUMEZ, Mme Emmanuelle LEVEUGLE, Mme Geneviève MARGUERITTE, M. Michel MATHISSART, Mme Sandra MILLE, Mme Maryse POULAIN, M. Benoît ROUSSEL, M. Jean-Pascal SCALONE, Mme Véronique THIEBAUT, Mme Françoise VASSEUR, Mme Zohra OUAGUEF.

Excusé(s) : M. François LEMAIRE, Mme Fatima AIT-CHIKHEBBIH, Mme Stéphanie GUISELAIN, M. Philippe FAIT, M. Frédéric MELCHIOR, M. Ludovic PAJOT, Mme Nicole CHEVALIER, M. Jean-Louis COTTIGNY, M. Jean-Luc DUBAËLE, M. Guy HEDDEBAUX, M. Daniel KRUSZKA, Mme Marine LE PEN, M. Philippe MIGNONET, M. François VIAL.

Absent(s) : M. Daniel MACIEJASZ, Mme Cécile YOSBERGUE.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU DÉPARTEMENT - EXERCICE 2021

(N°2022-318)

Le Conseil départemental du Pas-de-Calais,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L.3121-14 et L.3211-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3121-21 ;

Vu le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

Après en avoir délibéré,

DONNE ACTE au Président du Conseil départemental :

Article 1 :

De la présentation du Rapport d'Activité des Services Départementaux de l'exercice 2021 ainsi que du rapport financier correspondant et de la tenue du débat prévu par l'article L.3121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 :

Le rapport d'activité et le rapport financier visés à l'article 1 sont annexés à la présente délibération.

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 76 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe Union pour le Pas-de-Calais ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrits) Contre : 0 voix Absents sans délégation de vote : 2 (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen)

(Adopté)

.....
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 26 septembre 2022

Pour le Président du Conseil départemental,
La Directrice Générale des Services,

Signé

Maryline VINCLAIRE



62
Pas-de-Calais
Mon Département



Solidarités humaines
Réussites citoyennes
Solidarités territoriales

RAPPORT D'ACTIVITÉS

- ANNÉE 2021 -



Éditorial du Président du Conseil départemental

La crise sanitaire, encore à nos portes, a profondément bouleversé les méthodes de travail et les relations. Il s'est alors agi pour notre institution d'adapter les politiques départementales, en considérant l'évolution des besoins et attentes des habitants.

Le Département est présent à la fois dans le champ des solidarités humaines, dans une véritable relation de proximité avec les populations, au cœur des territoires, mais également dans le champ des réussites citoyennes, pour y faire vivre la culture, le sport et promouvoir les valeurs de citoyenneté auprès des habitants. Cette présence départementale est également quotidienne, au titre des solidarités territoriales, pour assurer la mobilité des usagers et entretenir le patrimoine immobilier. Cette présence se révèle enfin auprès des partenaires, des communes et établissements publics intercommunaux, par un accompagnement constant dans leurs projets de développement.

En dépit de fortes contraintes budgétaires, le Département continue d'assurer pleinement ses missions, en poursuivant sa politique de construction et de rénovation de ses 125 collèges publics, en étant plus que jamais à l'écoute de sa population, de la prime enfance au grand âge, dans un accueil inconditionnel de proximité, en lançant une vaste campagne de recrutement et de formation d'assistants familiaux ou en favorisant l'économie sociale et solidaire. Soucieux de réduire les inégalités, les élus souhaitent également accompagner les habitants confrontés à la fracture numérique, à l'inégalité des soins et considèrent que l'aménagement des territoires comme le respect des espaces et de la biodiversité, constituent des vecteurs essentiels du bien vivre pour les populations des territoires.

Après la consultation de l'ensemble des acteurs du Département en fin d'année 2021, l'année 2022 va s'ouvrir sur trois pactes, structurant notre politique départementale pour la durée du mandat. Les solidarités humaines, les réussites citoyennes et les solidarités territoriales, reprendront des orientations transversales comme le soutien à la jeunesse, la protection de l'environnement et la promotion du lien social entre les habitants, témoignant précisément de la diversité et de l'impact des politiques obligatoires ou volontaristes mises en œuvre par notre institution.

Je remercie les élus pour leur investissement permanent, adresse aux nouveaux élus mes encouragements à travailler sans relâche au plus près des populations et j'exprime ma reconnaissance aux agents départementaux, lesquels, avec énergie et dévouement, traduisent, en actes et au quotidien, la volonté politique de notre institution.

Jean-Claude LEROY

Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais



Éditorial
De la Directrice générale
des services départementaux

L'année 2021 a été marquée par le renouvellement du mandat politique, pour lequel l'ensemble des services s'est mobilisé afin de faciliter l'installation de la nouvelle assemblée départementale.

Cette année nous a permis d'entreprendre des projets structurants pour notre collectivité, avec, en point d'orgue, la construction du projet collectif de l'administration, initié en 2020.

Ce projet collectif a vocation à répondre aux enjeux de transformation de l'organisation, pour construire une administration moderne et efficiente, cultivant plus encore cette proximité avec l'usager, en donnant davantage de sens, de lisibilité à nos actions et en les valorisant.

Pour ce faire, nous avons revu notre organisation interne, en développant notamment les fonctions supports, assurant ainsi l'aide nécessaire aux agents des pôles opérationnels, en lien direct avec les publics.

Cette réorganisation fut également l'occasion de revoir nos priorités en matière de ressources humaines, en portant notre attention sur la formation, la mobilité et le recrutement, avec un accompagnement accru des équipes, dans un nécessaire processus de changement.

Nous avons largement communiqué, dans le cadre de la lettre du projet collectif et au travers du 6.2 Cœur numérique sur nos actions, nos méthodes, nos capacités à nous mobiliser dans la co-construction en interne et avec nos partenaires.

En matière de solidarité, nous sommes particulièrement intervenus en faveur des enfants de l'aide sociale à l'enfance, avec un renforcement de la professionnalisation et de l'accompagnement des assistants familiaux et des enfants en situation de handicap. Et pour faire face aux considérables difficultés de recrutement dans le secteur de l'aide à domicile ou des établissements d'accueil et d'hébergement des personnes, le Département a répondu à l'appel à projets plateforme des métiers de l'autonomie et fut le seul des Hauts-de-France à être retenu.

La citoyenneté, au cœur des préoccupations départementales, s'est particulièrement traduite par un véritable renforcement de l'accès à la culture, au sport et au numérique pour tous, a fortiori à destination des collégiens.

Si le renouvellement du patrimoine est une nécessité, lié à la disparition progressive des collèges métalliques et la gestion du vieillissement des structures, l'adoption d'une stratégie patrimoniale réfléchie s'est avérée indispensable pour maintenir les investissements, en optimisant les dépenses et en assurant le confort des usagers.

L'année 2021 fut donc une année préparatoire à la mise en œuvre d'une nouvelle organisation, de nouveaux modes de faire, afin d'accroître et rendre visible, plus encore, notre présence auprès des agents et des habitants du département.

Maryline VINCLAIRE

Directrice générale des services

SOMMAIRE



6 Le Département du Pas-de-Calais

8 L'organisation politique

9 L'organisation administrative

10 Le cadrage financier



Pour mettre en œuvre l'ensemble de ses politiques publiques et conduire les missions de service public nécessaires au quotidien des habitants du Pas-de-Calais, le Département exécute un budget annuel de 1,82 milliards d'euros, décidé par les 78 élus qui composent l'Assemblée départementale. La collectivité peut également s'appuyer sur les 7.000 agents départementaux pour assurer une proximité de tous les instants, auprès de tous.

12 Les temps forts dans le département

14 Les temps forts dans les territoires



Le département du Pas-de-Calais est constitué de 7 territoires dont la diversité nécessite une réponse spécifique. L'organisation territorialisée des services départementaux permet de conduire des missions de service public adaptées aux besoins des élus, des habitants et des partenaires des territoires. En 2021, l'activité départementale s'est articulée en « temps forts » sur chaque territoire démontrant ainsi la capacité des services à apporter une réponse de proximité et cohérente face aux besoins.

LES SOLIDARITES HUMAINES

Protéger, accompagner les populations à tous les âges de la vie

22 L'autonomie et la santé

24 L'insertion sociale et professionnelle, le logement

25 La protection de l'enfance et de la famille



SOMMAIRE des actions sociales proches des populations

28 Conception des Maisons du Département Solidarité (MDS)

29 Les Maisons du Département Solidarité dans les territoires

En tant que chef de file des solidarités humaines, le Département œuvre tous les jours à assurer toujours plus de justice sociale, de protection et d'aide aux populations.

Ces politiques de solidarité s'appuient sur le renforcement de l'autonomie et de la santé de tous, afin que chaque habitant puisse s'épanouir pleinement. Les actions menées en matière d'insertion sociale et professionnelle, d'accès à l'emploi et au logement permettent de faire face aux problématiques socio-économiques de nos territoires. Enfin, l'attention toute particulière portée à la protection de l'enfance et plus largement de la famille, constitue un pilier majeur de l'action départementale.

Pour conduire ces actions, les services départementaux s'appuient sur les 9 Maisons du Département Solidarité (MDS), dont les différents sites apportent une réponse de proximité aux besoins de la population.

LES RÉUSSITES PROMUUES

Enjeux à l'émanicipation et l'accomplissement de tous

44 Appuyer les initiatives citoyennes locales

50 Appuyer l'école et la culture dans tous les territoires

52 Appuyer les initiatives locales et rurales patrimoniales

54 Développer l'économie sociale et solidaire



L'engagement au plus proche des territoires

61 Conception des Maisons du Département Solidarité territoriales (MDS) et des Maisons du Département Solidarité (MDS)

Le Département œuvre à l'émanicipation et l'accomplissement des habitants, à tous les âges de la vie. Il conduit donc de nombreuses politiques volontaristes en matière d'éducation, de culture et de sport. Il œuvre également à la promotion et au développement de l'économie sociale au travers du budget citoyen notamment. Enfin, pour répondre aux enjeux de fracture numérique mis en évidence par la crise sanitaire, il conduit une action dynamique en matière d'inclusion numérique. L'ensemble de ces actions permet à l'ensemble des populations du territoire, de trouver les moyens d'un épanouissement personnel réel.

Le Département développe des actions citoyennes, au plus près des habitants, au cœur des territoires. Parce que ce qui optimise les conditions de la réussite et l'accès à toute forme d'activité émanicipatrice doit être développé au plus proche des usagers et partagé par le plus grand nombre, habitants des villes ou des villages.

LES SEJOURNÉS TERRITORIALES

Implication au profit des territoires ruraux

- 72 Favoriser la mobilité et améliorer le réseau routier
- 73 Aménager le territoire et préserver l'environnement
- 76 Optimiser la gestion du patrimoine départemental
- 75 Grand Site de France Les Deux Caps
- 82 Le Laboratoire Départemental d'Analyses

Levier de développement des territoires

- 77 Cartographie des Missions du Département, Aménagement et Développement Territorial
- 83 Les MOABT dans les territoires

Valoriser les compétences de la région pour les enjeux locaux

- 88 Dimensionner l'Europe des territoires et soutenir les populations
- 101 Le Carrel Seine-Nord-Europe
- 102 Favoriser l'économie sociale et solidaire
- 103 Des EPVA volontaires de l'institution

VERS UNE ADMINISTRATION MODERNISÉE

Un projet collectif pour accompagner l'évolution de l'administration

- 107 Le projet collectif de l'administration

Des ressources au service des publics et pour accompagner les directions

- 110 Optimiser les ressources humaines et collaborer avec les personnels
- 111 Des ressources numériques au service de l'efficacité territoriale
- 112 Des ressources au service des publics et force d'appui des directions

Le Département est un acteur majeur de l'aménagement du territoire. Il assure la mobilité de tous en entretenant un réseau routier de plus de 6.000 km. Il contribue à préserver l'environnement en conduisant des politiques volontaristes dans le domaine. Le Département propose un parc immobilier de près d'1 million de m² pour offrir des conditions d'accueil de qualité aux collégiens, usagers et agents.

Acteur engagé auprès des territoires, le Département dispose de 7 Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial (MDADT). C'est ainsi l'ensemble du département qui est maillé par ces structures et leurs Centres d'Entretien Routiers (CER), dont les agents assurent la sécurité de tous.

Le Grand Site de France Les Deux Caps, comme le port d'Étaples et la Maison du port, constituent des valeurs sûres de l'attractivité du territoire. Le Laboratoire Départemental d'Analyses, par ses qualifications et son expertise est au service des populations. Il est un acteur de la vie économique du Pas-de-Calais.

Le Département est enfin un véritable partenaire pour accroître les services aux populations. Des contrats à passer avec les intercommunalités, les communes, les associations, aux partenariats avec l'Europe, au titre de l'Économie Sociale et Solidaire ou les Établissements Publics et Organismes Associés (EPOA), en passant par le Carrel Seine Nord, le Département négocie au mieux les intérêts des habitants des territoires.

Une administration modernisée permet de recentrer le service public, sur les nouveaux enjeux sociétaux, dans le respect des contraintes de coûts et d'efficacité. En complément de la proximité offerte par les services territorialisés, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication vise à rendre les services publics plus accessibles et efficaces. Communiquer au travers d'un intranet professionnel, conduire le changement en accompagnant pleinement les personnels au moyen d'une politique de ressources humaines volontariste, sont autant d'objectifs poursuivis par le projet collectif de l'administration, pour conduire les indispensables évolutions de l'administration.



- 6 Le Département du Pas-de-Calais
- 8 L'organisation politique
- 9 L'organisation administrative
- 10 Le cadrage financier



Pour mettre en œuvre l'ensemble de ses politiques publiques et conduire les missions de service public nécessaires au quotidien des habitants du Pas-de-Calais, le Département exécute un budget annuel de 1,82 milliard d'euros, décidé par les 78 élus qui composent l'assemblée départementale. La collectivité peut également s'appuyer sur les 7 000 agents départementaux pour assurer une proximité de tous les instants, auprès de tous.



UNE PROXIMITÉ QUOTIDIENNE



39 cantons

8 territoires

890 communes

20 EPCI

1 472 000 habitants

6 200 km de routes départementales

157 collèges publics et privés



Une proximité quotidienne :

34 sites d'accueil répartis dans tout le Pas-de-Calais avec pour chaque territoire une Maison du Département Aménagement et Développement Territorial (MDADT) en charge des questions relatives à l'aménagement, à la voirie et au développement du territoire intégrant le sport et la culture et une Maison du Département Solidarité (MDS) en charge des questions relatives aux solidarités (logement, emploi, enfance, famille, insertion...).

L'ORGANISATION POLITIQUE



ARRAS 1 Jean-Claude DISSAUX Florence WOZNY	ARRAS 2 Corine BODDULLET Alexandrie MALLET	ARRAS 3 Maryse CAUMET Jean-Louis COTTIGNY	AUCHY Luciano DZAK Michèle JACQUET	AVIGNY-LE-BAUVAIS Alain GULLUY Dième PÉGIN	AVIGNY-LE-BAUVAIS Maryse DELBESSUS Béatrice BENOIST	AVIGNY Audrey DESVARRAIS Jean-Marc TELLIER	BALEIGNY Lucien-Lucienne COLLE Véronique THICHAUT	BERCK-SUR-MER Bruno GUSEIN Maryse JUMEZ
BEAUMONT Christophe FORTIN Jean-François SCALONE	BEUVRY Raymond GAGELERE Françoise LEBEL	BOULOGNE-SUR-MER 1 Jean-Luc DUALLE Nicole HINZEL CEREY	BOULOGNE-SUR-MER 2 Olivier BARRERIN Sandrine MILLE	BREBIÈRES Pierre SIEGEL Marie-Françoise FLOUREZ	BRUYÈRES Ludovic PAULI Christiane ENAIRE	CALAIS 1 Guy HEULBAUX Marc VILLET FRISQUET	CALAIS 2 Ludovic LUCIET Caroline MATRAT	CALAIS 3 Stéphanie SUSSAINT Philippe MIDONNET
CAUVIGNY Thierry MARCHAIS Cécile YOSBERGUE	CAUVIGNY Nathalie BOUQUIGNON Marc SARRAUX	COMPIÈGNE Alain DE CARAFFA Sylvaine GOSSELIN	COMPIÈGNE Philippe PAIT Christine MARCHAND	COMPIÈGNE Marie-Françoise FLOUREZ François VASSEUR	COMPIÈGNE Valérie CIVILIER Philippe DUQUENGY	COMPIÈGNE Maryse DOLLÉAN François VIAL	COMPIÈGNE Stéphane FRONTS Marine LE PEN	COMPIÈGNE Fabrice CHIFFERET Sylvie KACHEL
COMPIÈGNE Garcie DUBOIS René HOUX	COMPIÈGNE Delphine DUWICQUET Bertrand ROUSSEL	COMPIÈGNE Bernadine DRAY Jean-Claude LEJAY	COMPIÈGNE Nicole CHEVALIER Frédéric MULLAUCH	COMPIÈGNE Alain DAGRETT Carine GUYOTIER	COMPIÈGNE Sébastien CHOCHOIS Justine PYSSEUR	COMPIÈGNE Bertrand FERTT Ingrid GAILLARD	COMPIÈGNE Claude BACHELET Laurence LOUFFIERE	COMPIÈGNE Fabrice CHIFFERET Sylvie KACHEL

L'exécutif départemental est composé du Président et de 15 vice-présidents et vice-présidentes.

La Commission permanente de l'exécutif départemental, soit le Président et 15 Vice-présidents et Vice-présidentes et de 20 autres membres.

Les commissions thématiques elles sont au nombre de 6.

1^{re} commission : attractivité départementale et emploi

2^e commission : solidarité humaine

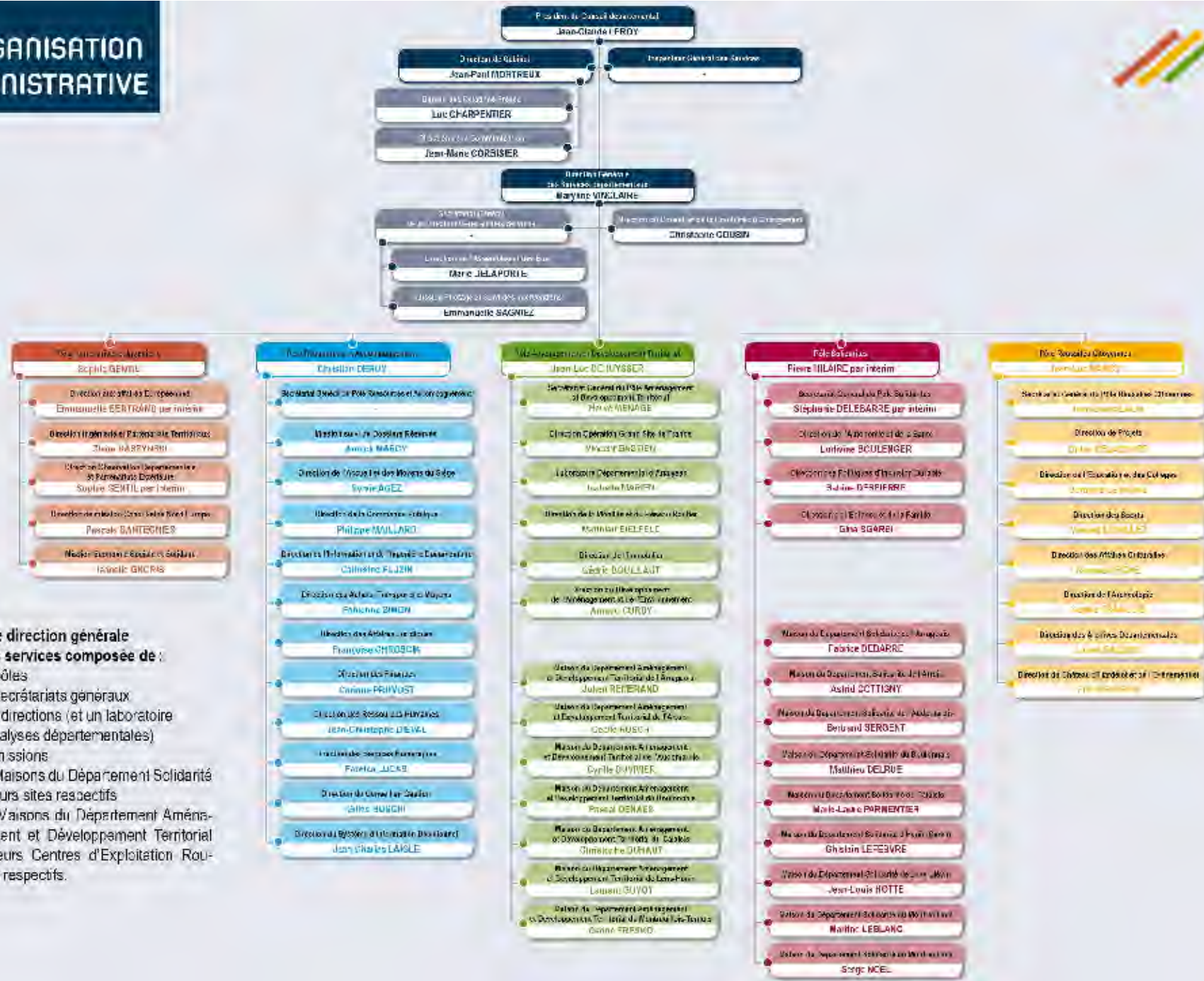
3^e commission : éducation, culture, sport et citoyenneté

4^e commission : équipement et développement des territoires

5^e commission : solidarité territoriale et partenariats

6^e commission : finances et services publics départementaux

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE



- Une direction générale des services composée de :
- 5 pôles
 - 5 secrétariats généraux
 - 31 directions (et un laboratoire d'analyses départementales)
 - 3 missions
 - 9 Maisons du Département Solidarité et leurs sites rattachés
 - 7 Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial et leurs Centres d'Exploitation Routiers rattachés.

LE CADRAGE FINANCIER



DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette) :

194 M€

(en hausse de 22 M€ par rapport au CA 2020)

Les dépenses d'investissement ont permis de réaliser :

152 millions d'euros

relévant de la maîtrise d'ouvrage départementale

42 millions d'euros de subventions d'équipement versés aux partenaires.

La dette par habitant est de

513 euros

pour une moyenne de 527 euros des autres départements millonnaires en habitants

Montant total des allocations individuelles de Solidarité : **571 M€**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1 705 M€

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

1 492 M€

(en recul par rapport à 2020, largement impactées par la crise sanitaire)

ÉPARGNE BRUTE

213 M€

(hausse de 80 % par rapport à 2020).
Redressement de l'épargne brute entre 2015 et 2021 lié à une conjoncture économique favorable en 2021, et à une gestion responsable.

Données budgétaires cumulées (fonctionnement et investissement - mouvements réels hors dette)

	Fonctionnement		Investissement		Total hors dette	
	en M€	en %	en M€	en %	en M€	en %
Politiques publiques						
Personnes âgées	246,086	16,5 %	0,1	0,1 %	246,186	14,5 %
Insertion, emploi, logement	363,881	24,1 %	0,211	0,1 %	364,072	21,6 %
Enfance - familles	253,241	17,0 %	5,459	2,8 %	258,73	15,3 %
Personnes handicapées	174,34	11,7 %	3,102	1,6 %	177,442	10,5 %
Accueil des publics en MDS	1,052	0,1 %	0,38	0,2 %	1,432	0,1 %
Transports des élèves en situation de handicap	5,038	0,3 %	0,058	0,0 %	5,094	0,3 %
Entretien et développement du réseau routier	8,965	0,6 %	78,537	40,4 %	87,602	5,2 %
Infra portuaires et fluviales, eau et assainissement	0,097	0,0 %	1,791	0,9 %	1,888	0,1 %
Sport et jeunesse	7,049	0,5 %	4,821	2,5 %	11,868	0,7 %
Doture	11,081	0,7 %	10,06	5,2 %	21,121	1,3 %
Déjeunés	39,228	2,6 %	48,98	25,2 %	88,188	5,2 %
Sécurité incendie	75,333	5,1 %	6,174	3,2 %	81,058	4,9 %
Tourisme et développement local	6,872	0,4 %	12,521	6,4 %	19,393	1,1 %
Valoriser les espaces naturels	7,148	0,5 %	5,232	2,7 %	12,377	0,7 %
Moyens généraux	24,528	1,6 %	8,423	4,3 %	32,951	2,0 %
Accessibilité des bâtiments publics	4,186	0,3 %	8,36	4,3 %	12,537	0,7 %
Opérations budgétaires et financières	20,105	1,4 %	0,15	0,1 %	20,345	1,2 %
Dépenses de personnel	240,239	16,1 %	0	0,0 %	240,239	14,2 %
Formation, recrutement, action sociale	2,971	0,2 %	0,007	0,0 %	2,978	0,2 %
TOTAL	1 491,866	100 %	194,415	100 %	1 686,281	100 %



12 Les temps forts dans le département

14 Les temps forts dans les territoires



Le département du Pas-de-Calais est constitué de 7 territoires dont la diversité nécessite une réponse spécifique.

L'organisation territorialisée des services départementaux permet de conduire des missions de service public adaptées aux besoins des élus, des habitants et des partenaires des territoires.

En 2021, l'activité départementale s'est traduite en « temps forts » sur chaque territoire démontrant ainsi la capacité des services à apporter une réponse de proximité et cohérente face aux besoins.



LES TEMPS FORTS 2021



JANVIER

KENT
AMBASSADORS

Présentation du Comité du Détroit devant les Kent Ambassadors.



Veille & Crises
la nouvelle application pour la gestion des événements- Politiques Routières.

FÉVRIER



Les collègues de l'Audomarois passent à la pré-impregnation.



3^e vague de distribution d'ordinateurs à des familles de collégiens.



MDS de Calais : bilan de fin de parcours pour la formation « aide de vie aux familles ».

MARS



MDS du Boulonnais : mise en place du projet « logement d'abord ».



15 mars : fin de la veille hivernale.

AVRIL



MDS du Ternois : la semaine des maternelles.



Aire-sur-la-Lys : rénovation de la RD 943.



Lens/Hénin : nouveaux locaux pour la MDADT.

MAI



Conseil départemental de l'Economie Sociale et Solidaire.

MDS de l'Arrageois : lancement des groupements de résolution des situations particulières.



Étaples : acquisition d'un nouvel éleveur à bateaux au port.

JUIN



MDS de l'Audomarois : 1,2,3 Soleil : une offre d'accueil innovante.



Élections départementales.



Arrageois/Ternois : épisodes d'inondations et de coulées de boue.

LES TEMPS FORTS 2021



JUILLET

LA COUPOLE

LE PLANETARIUM 3D

Délégation de la Coupole et de la Mission mécénat du Département à Universcience à Paris.



MDS du Montreuillois village santé à Étaples.



Lancement des MERcredis de l'été.



Outreau : construction d'une mare pédagogique.

AOÛT



Port d'Étaples : démolition et reconstruction des estacades.



Éperlecques - RD 222 : aménagement d'une chaudière.

SEPTEMBRE



Saint-Etienne-au-Mont : aménagement d'un giratoire.



Desvres/Samer : aménagement autour de la piscine Naturéo.

OCTOBRE



MDADT de l'Artois : expo de photos de patients atteints de douleurs.



MDS de Lens-Liévin : opération semaine « Les clés pour réussir ».



Ouverture du centre de santé départemental de Sallaumines.



Lumbres/Remilly : liaison douce.

NOVEMBRE



L'exposition Une guerre sans clichés, photographies insolites de la Grande Guerre dans le Pas-de-Calais.



Novembre, un mois riche en cinéma en Arrageois !



Boulogne/Mer : restructuration de la 1/2 pension collège Langevin.

DÉCEMBRE



Réunion d'information sur le canal Seine-Nord Europe.

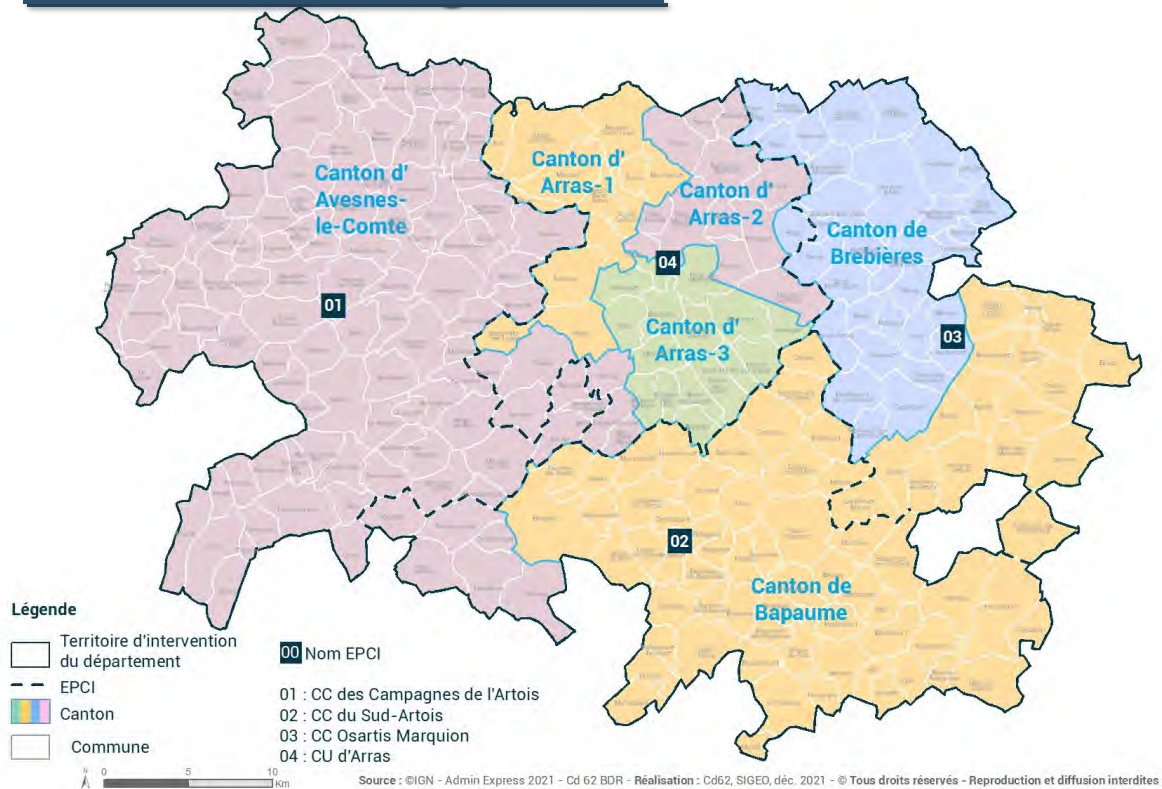


Spectacle de Noël pour les agents du Département et leurs enfants sur 5 sites.



Lancement de la distribution des pass numériques.

2021 en Arrageois...



Novembre - Arras - Travaux de réfection des sanitaires - Centre départemental routier
Rue Eiffel
Montant des travaux départementaux: 158 850 €

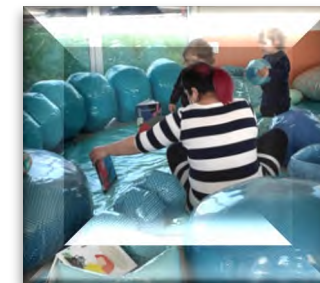
À Dainville, les enfants ont pris « Le train en marche » lors d'un atelier éducatif, en contribuant à la construction du petit train des archives sous forme de flocons de maïs colorés. Taquine et la Direction des Archives départementales ont proposé de découvrir les coulisses des Archives « en suivant un guide un peu farfelu » : un spectacle vivant et décalé de la troupe de théâtre « Détournement ».



Dans le cadre des Journées européennes de l'archéologie, découverte exceptionnelle des salles interdites au public, abritant les collections archéologiques conservées au centre de conservation et d'étude archéologiques du Pas-de-Calais.

Un espace de lecture itinérant, lieu d'éveil artistique pour les tout-petits !

Une collaboration de la médiathèque départementale, la MDS site Arras Nord et la communauté de communes des Campagnes de l'Artois pour permettre l'éveil du tout-petit et l'accompagnement à la parentalité.



Août - Boisieux-au-Mont
Espace intergénérationnel
Montant de la subvention : 29 875 €

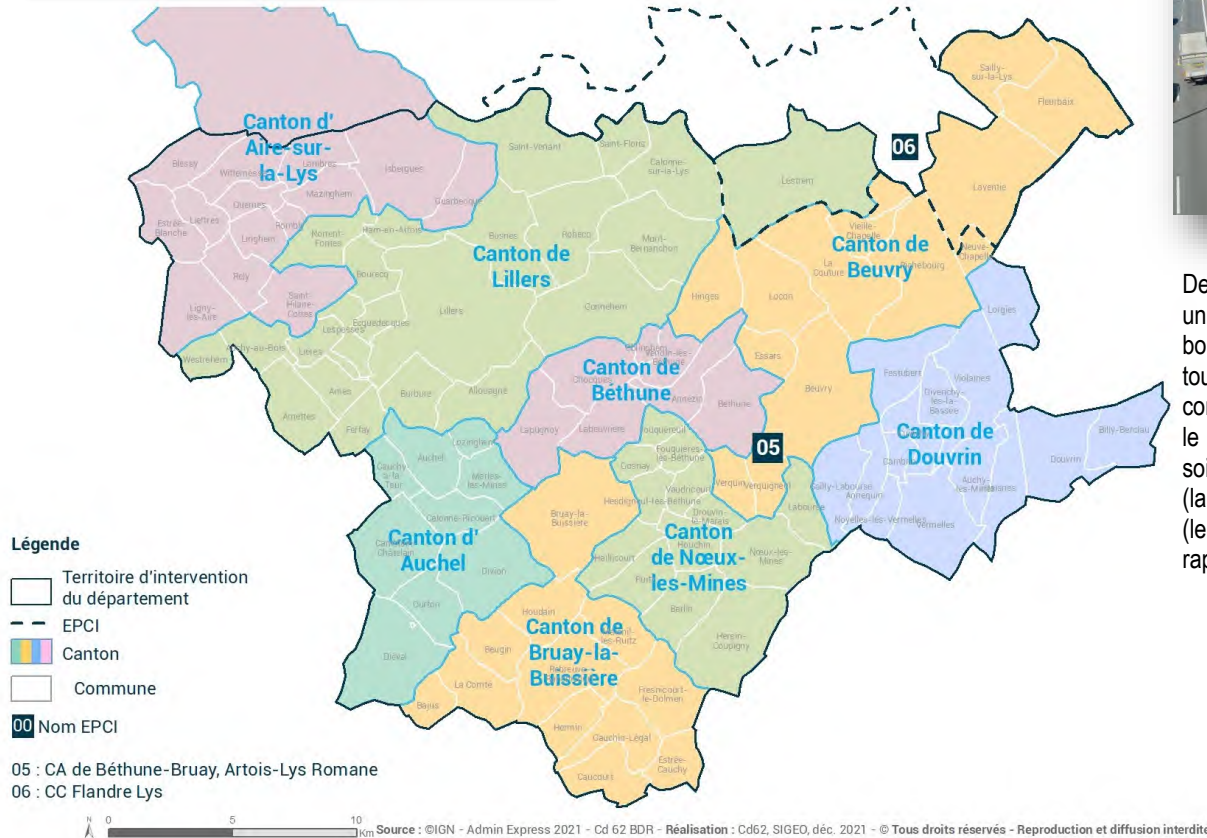


Arrageois — Les groupes de résolution des situations particulières

Prévenir les situations de précarité et de logement indigne sur les territoires qui ne disposent pas de l'étayage suffisant ou de services dédiés, tel est l'objectif des « groupes de résolution des situations particulières ». Si une famille se trouve dans une situation de logement indigne ou de précarité, les communes interpellent la MDS via un formulaire dédié afin que nous puissions nous mettre autour de la table avec eux et rechercher des solutions.

- ⇒ 211 166 habitants (soit 14,40% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 1 984,8 km² (soit 29,6% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 106,4 habitants au km²
- ⇒ 255 communes
- ⇒ 240 communes rurales éligibles au FARDA
- ⇒ 4 EPCI : Communauté Urbaine d'Arras, communauté de communes Osartis-Marquion, communauté de communes des Campagnes de l'Artois, communauté de communes du Sud-Artois
- ⇒ 60 bâtiments départementaux
- ⇒ 16 collèges
- ⇒ 1 464 kilomètres de voiries départementales

2021 en Artois...



Septembre - Renouvellement de la couche de roulement RD 301 - Barlin
Montant des travaux départementaux : 700 000 €

Exposition en octobre. "D'après le voeu" à l'Innoforum

Des patients atteints de douleurs chroniques confient un emblème de leur souffrance., un moulage d'une part de leur corps, symbole de leur douleur, à des semblables, de tout âge. La photographe Paule Neel, accompagnée d'artistes invités, ont rencontré le CH de Béthune (les patients), l'IFSI (les soignants en devenir), le collège d'Houdain (la parole de l'adolescent), l'IME de Beuvry (le cadeau de l'enfance) pour questionner le rapport à la douleur, via différents axes.



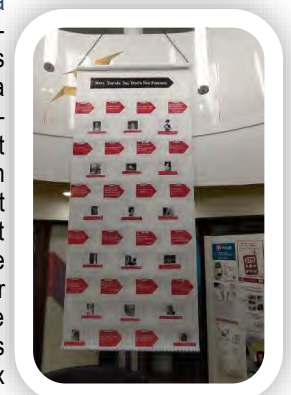
Août - Collège Madame de Sévigné - Fin de reconstruction et réaménagement - Auchel
Montant des travaux départementaux : 420 000 €

- ⇒ 293 034 habitants (soit 20% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 785,8 Km² (soit 11,7% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 372,9 habitants/km²
- ⇒ 104 communes
- ⇒ 62 communes rurales éligibles au FARDA
- ⇒ 2 EPCI : la Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay-Artois-Lys-Romane et la communauté de communes Flandres-Lys
- ⇒ 23 bâtiments départementaux
- ⇒ 25 collèges
- ⇒ 573 kilomètres de voiries départementales

Octobre au CPEF de l'Artois, à Béthune, ou comment parler différemment de la contraception et du consentement aux jeunes... Réponse : au travers d'un escape game avec les professionnelles du CPEF !



En ce 8 mars à la MDS, sensibilisation des usagers à la journée internationale du droit des femmes. Un kakémono est impressionnant par sa taille mais surtout par la récence de certains droits accordés aux femmes.



2021 en Audomarois...



- ⇒ 129 339 habitants (soit 8,8% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 690,3 Km² (soit 10,3% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 187,4 habitants/km²
- ⇒ 89 communes
- ⇒ 77 communes rurales éligibles au FARDA
- ⇒ 2 EPCI : Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer, communauté de communes du Pays de Lumbres
- ⇒ 10 bâtiments départementaux
- ⇒ 9 collèges
- ⇒ 801 kilomètres de voiries départementales



Février - Inauguration de l'aire de stationnement multifonctionnelle - Elnes
Montant de la subvention: 29 803 €

Février - Les 8 collèges de l'Audomarois passent à la pré-imprégnation

Tous les établissements ont été équipés de chariots ergonomiques, de balais, de matériels variés ... Les gains attendus sont réels : atténuer la pénibilité du travail, et, à terme, réduire l'usure professionnelle, diminuer l'impact écologique de l'entretien des établissements et enfin, gagner en efficacité sur le plan de l'hygiène.



Un relais à destination de jeunes et de familles en rupture : Une offre d'accueil innovante à destination de jeunes de 11 à 16 ans, en souffrance et de leur famille. Dispositif financé par le Département et porté par l'association 1, 2, 3 Soleil qui propose un de répit atypique, autour des valeurs associatives, du vivre ensemble, de la nature et des animaux et avec une approche pédagogique, thérapeutique, éducative et sociale.

Dans le cadre de la semaine bleue, la direction des affaires culturelles a proposé une programmation culturelle à destination des résidents et personnels de plusieurs EHPAD dont la résidence Arnoul d'Ardres. Le spectacle « Telula » est une sonore qui permet à chaque spectateur de se détendre et laisser libre court à son imagination par deux musiciens. A l'issue des représentations, les résidents ont pu échanger avec les musiciens sur leurs ressentis ...



Novembre - Aménagement d'un éco-quartier - Reclinghem
Montant de la subvention : 170 295 €



2021 en Boulonnais...



Contractualisation
Communauté de Communes de
Desvres-Samer
Construction d'un complexe aquatique
« NATUREO »
Ouverture du complexe septembre
Coût estimatif du projet : 11,5 M€
dont 1,5 M€ de subventions



Journées du Patrimoine au château d'Hardelot - Les 18 et 19 septembre, balade dans les jardins, visite des intérieurs du manoir, observation des murailles médiévales et découverte du théâtre élisabéthain !

La mise en place du projet « Logement d'Abord » (LDA) : En 2021, le Boulonnais a rejoint le projet LDA qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme dont l'objectif est l'insertion par le logement.



- ⇒ 158 258 habitants (soit 10,8% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 480,6 km² (soit 7,2% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 329,3 habitants/km²
- ⇒ 74 communes
- ⇒ 58 communes rurales éligibles au FARDA
- ⇒ 3 EPCI : la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, la communauté de communes de la Terre des 2 Caps et la communauté de communes de Desvres-Samer
- ⇒ 18 bâtiments départementaux
- ⇒ 11 collèges
- ⇒ 573 kilomètres de voiries départementales

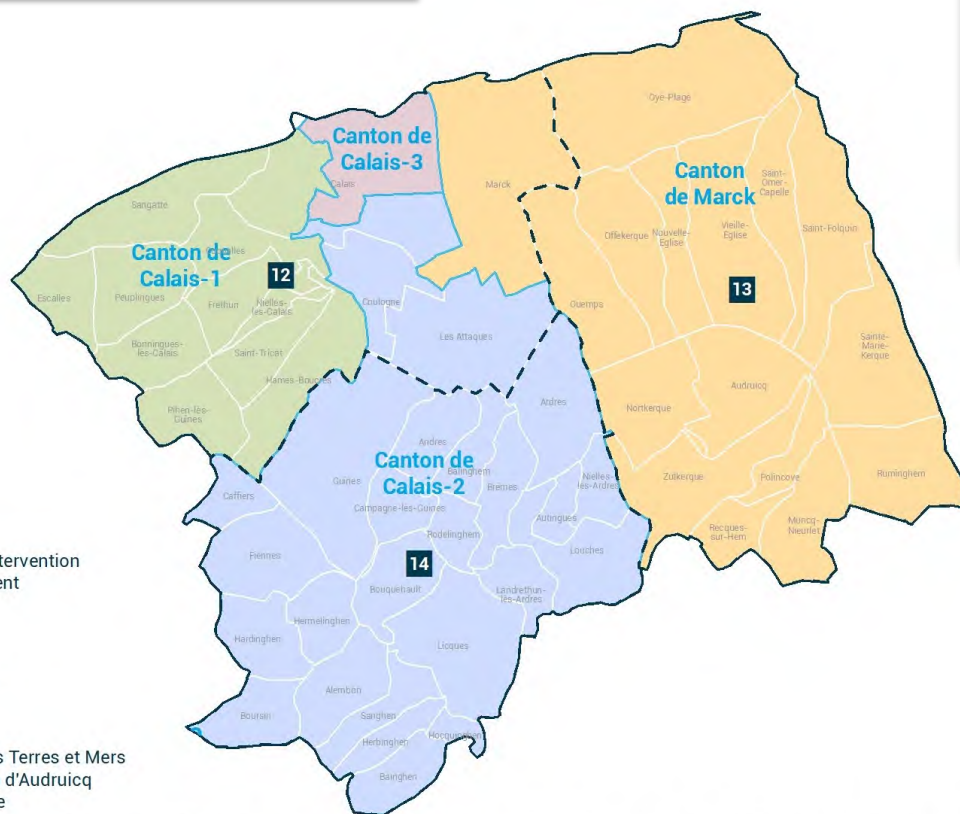


Un atelier créatif de Noël pour plusieurs familles accueillies à la MDS, site de St-Martin !



Octobre - Opération de maintenance en milieu urbain - Maninghen-Henne
Aménagement avec calibrage de la chaussée, rectification de virage et cheminement piétonnier
Montant des travaux départementaux : 203 500 € et 78 000 € de participation financière.

2021 en Calaisis...



Juillet - Réhabilitation du collège Jean Jaurès - Calais
 (1ère partie) - Chantier sur 2 ans
 Montant des travaux départementaux: 2 M€



Octobre - 550 collégiens de Wizernes et Coulogne ont assisté au spectacle « Lettres à Nour » qui permet d'aborder les programmes scolaires (terrorisme, géopolitique internationale, le style épistolaire) en ayant un éclairage complémentaire sur ces sujets. C'est une œuvre bouleversante, laquelle, suivie d'un échange avec les collégiens, enrichit les points de vue de chacun, soulevant émotions et interrogations.

Février - Mars - La formation « Aide De Vie aux Familles » : bilan de fin de parcours

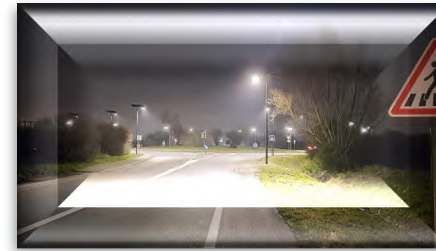
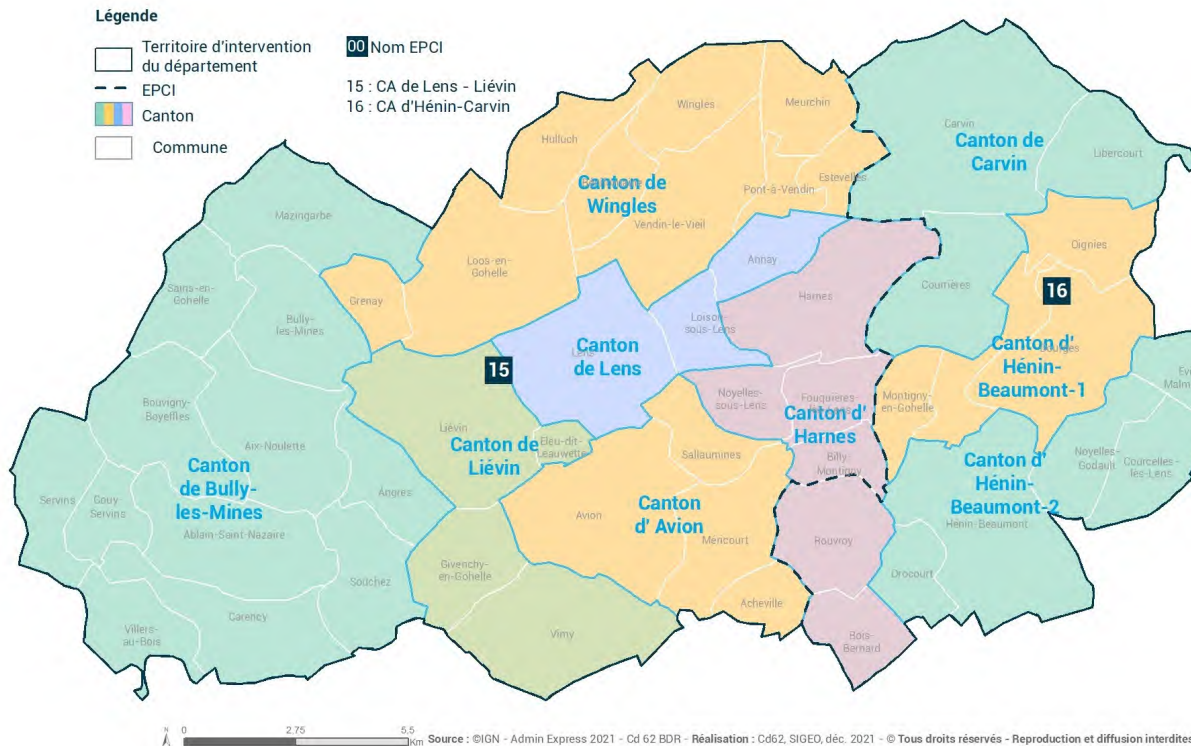
Afin de répondre aux problématiques de recrutement dans les métiers de l'aide à domicile, le service local allocation insertion du territoire du Calais a souhaité mettre en place une action préparatoire pour 12 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et une entrée en formation aide de vie aux familles (ADVF) au sein de l'agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) dès le 1^{er} mars 2021.



Août - Participation financière dans le cadre de la contractualisation pour le skate-park - Calais
 Montant de la subvention : 400 000 €

- ⇒ 157 185 habitants (soit 10,7% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 401 km² (soit 6% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 392 habitants/km²
- ⇒ 52 communes
- ⇒ 42 communes rurales éligibles au FARDA
- ⇒ 3 EPCI : Grand Calais Terres et Mers, Communauté de Communes de la Région d'Audruicq, Communauté de Communes de Pays d'Opale
- ⇒ 23 bâtiments départementaux
- ⇒ 15 collèges
- ⇒ 450 kilomètres de voiries départementales

2021 à Lens - Hénin...



Janvier - Février - Réhabilitation et modernisation de l'éclairage public du giratoire Ste Barbe - Carvin
Montant des travaux départementaux: 68 788 €

Octobre - Le passeport santé, travaillé spécifiquement sur le territoire de la maison de l'autonomie de Lens-Hénin par la mission accompagnement s'adresse aux usagers âgés, isolés et/ou souffrant de troubles cognitifs. C'est une carte (format carte vitale) répertoriant les intervenants d'un usager. Cela évite les pertes de temps à rechercher des interlocuteurs, les démarches en doublons, et assure la coordination des aides afin d'éviter les ruptures de parcours

Octobre - La semaine « les Clés pour Réussir » : 3 journées dédiées aux métiers en tension, à destination des bénéficiaires du RSA et jeunes. 212 personnes ont été reçues pour trouver un emploi ou une formation tout au long de la semaine sur le territoire. 34% d'entre-elles ont trouvé une solution à l'issue de ces rencontres.



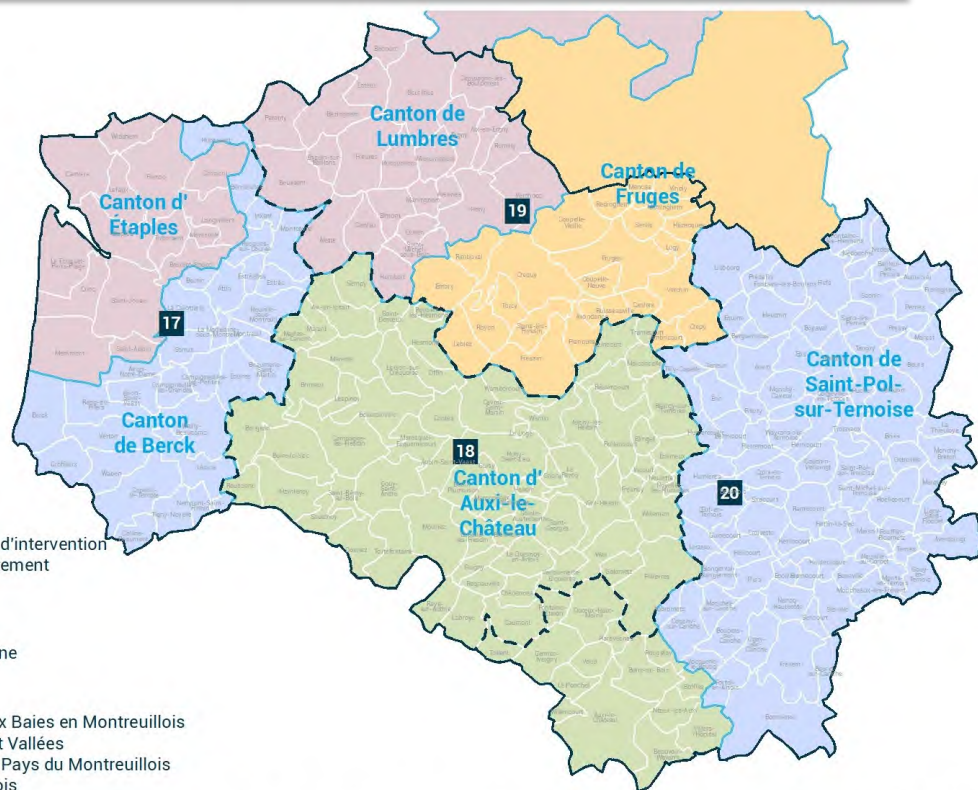
Sport Ressources 62 : lancé en octobre 2021 au centre technique et sportif de la Gaillette à Avion. Il s'agit d'une plateforme digitale d'échanges et de mutualisation de biens et services née d'un consortium entre le Département, le Comité Départemental Olympique et Sportif 62 et Vivalley, qui permet de donner une seconde vie au matériel sportif et de mettre en place un réseau d'acteurs du réemploi avec un système de partage, d'achat et de revente. En expérimentation sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Lens-Liévin.



Juillet - Réfection des toitures et installation de panneaux photovoltaïques - Collège René Cassin—Loos-en-Gohelle
Chantier sur 2 ans
Montant des travaux départementaux: Phase 1 : 300 000 € TTC

- ⇒ 368 212 habitants (soit 25,1% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 353,1 km² (soit 5,3% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 1 042,9 habitants/km²
- ⇒ 50 communes
- ⇒ 8 communes rurales éligibles au FARDA
- ⇒ 2 EPCI : Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin et Communauté d'Agglomération de Hénin-Carvin
- ⇒ 21 bâtiments départementaux
- ⇒ 35 collèges
- ⇒ 325 kilomètres de voiries départementales

2021 en Montreuillois -Ternois...



17 : CA des Deux Baies en Montreuillois
 18 : CC des Sept Vallées
 19 : CC du Haut Pays du Montreuillois
 20 : CC du Ternois

Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGED, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

- ⇒ 149 549 habitants (soit 10,2% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 2 018,6 km² (soit 30,1% du Pas-de-Calais)
- ⇒ 74,1 habitants/km²
- ⇒ 266 communes
- ⇒ 252 communes rurales éligibles au FARDA
- ⇒ 4 EPCI : communauté de communes du Ternois, Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, communauté de communes du Haut Pays du Montreuillois, communauté de communes des 7 Vallées
- ⇒ 34 bâtiments départementaux
- ⇒ 14 collèges
- ⇒ 1 815 kilomètres de voiries départementales

Juin - Travaux au titre de la maintenance du réseau routier
 RD 901 Attin
 Renforcement de chaussée
 Montant des travaux départementaux:
 696 000 € HT



Juin - Art de la scène aux collèges - 7 groupes de 20 à 25 élèves en classe de 5^{ème} et/ou 4^{ème} dans les collèges de Pernes, Hucqueliers, Étaples, Berck, Saint-Pol, Fruges et Auchy-les-Hesdin. L'objectif de ce dispositif est de proposer un parcours complet et ambitieux pour faire des collégiens des publics curieux, des spectateurs impliqués, des acteurs d'une culture partagée. Une compagnie professionnelle est associée au collège pour toute l'année : elle anime des ateliers de pratique artistique et co-construit une forme de spectacle vivant avec les jeunes collégiens.

Novembre - Le village des métiers. Pour sa 2^{ème} édition, il a été reconduit dans les locaux Campus Innovation Tourisme du lycée hôtelier du Touquet. Réunissant près de 300 élèves de 3^{ème} venant des collèges de Beaurainville, Hesdin et Hucqueliers, ce projet a eu pour objectif de créer les rencontres et de potentielles vocations avec des professionnels de plusieurs secteurs d'activité du littoral. Par rotation, chaque collégien a pu être accompagné sur 3 ateliers de 30mn afin d'échanger avec les professionnels du jour.



Printemps - La semaine des maternelles organisée au printemps au sein de 4 écoles du territoire : Auxi-le-Château, Bonnières, Pernes-en-Artois, La Thieu-loye, a permis de faire connaître aux parents les nombreux soutiens mobilisables pour les accompagner dans leur fonction parentale.



Décembre - Réalisation d'une liaison cyclable Départements Somme/Pas-de-Calais : Pont à Cailloux - CONCHIL-LE-TEMPLE— QUEND
 Montant des travaux départementaux :
 1,24 M€ co-financé par le Département
 à hauteur de 50%



LES SOLIDARITÉS HUMAINES

Protéger, aider les populations à tous les âges de la vie

22 L'autonomie et la santé

24 L'insertion sociale et professionnelle, le logement

26 La protection de l'enfance et de la famille

Servir les territoires, au plus proche des populations

28 Cartographie des Maisons du Département Solidarité (MDS)

29 Les Maisons du Département Solidarité dans les territoires



En tant que chef de file des solidarités humaines, le Département œuvre tous les jours à assurer (toujours plus) de justice sociale, de protection et d'aide aux populations. Ces politiques de solidarité s'appuient sur le renforcement de l'autonomie et de la santé de tous, afin que chaque habitant puisse s'épanouir pleinement. Les actions menées en matière d'insertion sociale et professionnelle, d'accès à l'emploi et au logement, permettent de faire face aux problématiques socio-économiques de nos territoires. Enfin, l'attention toute particulière portée à la protection de l'enfance et plus largement de la famille, constitue un pilier majeur de l'action départementale. Pour conduire ces actions, les services départementaux s'appuient sur les 8 Maisons du Département Solidarité (MDS), dont les différents sites apportent une réponse de proximité aux besoins de la population.



Les solidarités humaines

L'autonomie et la santé

L'insertion sociale et professionnelle, le logement

La protection de l'enfance et de la famille

Les chiffres clés de l'autonomie et de la santé :

- ◆ Un budget de **419.48 M€** dont :
 - 246.29 M€ pour les personnes âgées (PA);
 - 173.04 M€ pour les personnes handicapées (PH)
- ◆ **33 219 demandes** de prestation instruites :
 - 23 505 demandes d'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile;
 - 5061 cartes mobilité inclusion;
 - 456 demandes d'APA en établissement (hors département);
 - 4197 demandes d'aide sociale à l'hébergement (ASH)
- ◆ **28 691** bénéficiaires de l'APA à domicile
- ◆ **7210** bénéficiaires de la prestation compensation handicap (PCH)
- ◆ **1296** bénéficiaires de l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP)
- ◆ **5439** bénéficiaires de l'ASH
- ◆ **503** situations COVID accompagnées en ESMS
- ◆ **354** réclamations et signalements d'événements indésirables (EMS—PA PH—SAAD) ont été instruits par les services (+20% par rapport à 2020).
- ◆ **137** actions financées dans le cadre de la Conférence des financeurs à hauteur de 1 345 738 €
- ◆ **393** arrêtés de tarification concernant les EHPAD -USLD, Résidences Autonomie-structures handicap et SAAD (+20% par rapport à 2020).

Une plaquette de communication pour informer les habitants du Pas-de-Calais

3 plaquettes d'informations ont été diffusées au sein de chaque site de MDS et des Maisons de l'Autonomie, afin d'améliorer l'information des habitants du Pas-de-Calais sur l'offre d'accueil et d'hébergement des personnes âgées, sur les accueillants familiaux, mais aussi sur les actions mises en place pour soutenir et accompagner les aidants. Ces supports de communication répondent aux questions telles : où s'adresser, comment bénéficier des aides et dispositifs, quel coût, quelle offre ? ...

L'attractivité des métiers de l'aide à domicile. Une revalorisation salariale bénéfique aux salariés des SAAD

L'agrément de l'avenant 43 relatif aux rémunérations dans la branche de l'aide à domicile, a permis la revalorisation salariale à hauteur moyenne de 15% pour les salariés employés par les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD). Cette mesure, qui contribue à renforcer l'attractivité des métiers des services de l'aide à domicile, a eu un impact important sur le budget du Département. En année pleine, cela représente un effort financier pour la collectivité de plus de 20M€, compensé partiellement par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie.

Une politique de santé réaffirmée avec la création du service santé publique et prévention

Le service santé publique et prévention a été créé afin de mieux structurer les actions du Département en faveur de la santé des habitants du Pas-de-Calais. Il regroupe deux missions: la mission « santé » qui comprend notamment les centres départementaux de santé et la mission « appui expertise et prévention », gérant la conférence des financeurs de la perte d'autonomie et de l'habitat inclusif, le centre de lutte anti-tuberculeuse, la vaccination et apportant une expertise médicale grâce à 5 médecins experts.

La modernisation de l'aide sociale générale, un chantier pour sécuriser la prise de décisions et harmoniser les pratiques

L'ensemble des aides individuelles en faveur des personnes âgées ou handicapées, au titre de l'aide sociale, doit migrer vers un nouveau logiciel. Ce chantier est aussi l'occasion de sécuriser davantage la prise de décisions, d'harmoniser les pratiques mais aussi d'informatiser certaines missions. Les futurs utilisateurs sont associés au projet et des formations leur sont proposées. La direction de l'aide sociale collabore avec la mission pilotage du système d'information social, la direction des services numériques et la direction des finances. En 2021, les travaux ont porté sur l'allocation de placement familial, pour une mise en œuvre en février 2022.

Les solidarités humaines

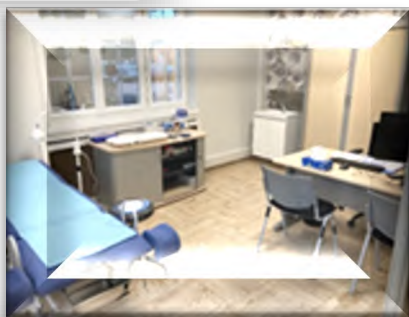
L'autonomie et la santé

L'insertion sociale et professionnelle, le logement

La protection de l'enfance et de la famille



Le centre de santé de
Sallaumines



La ferme Sénéchal « sourire d'autistes »

Les réalisations majeures

Un conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie enrichi, pour une plus grande pluralité

Cette instance, mise en place pour la première fois en 2017, a été renouvelée en 2021 pour 3 ans et a été enrichie de nouvelles associations et organismes gestionnaires, en favorisant une plus grande pluralité. Le CDCA comprend 74 membres, répartis en deux formations : une pour les personnes âgées et une pour les personnes en situation de handicap. Ils représentent notamment les usagers, les institutions, les professionnels et organismes gestionnaires. Cette instance constitue un outil de gouvernance locale des politiques de l'autonomie du Pas-de-Calais. Elle émet chaque année des avis sur l'ensemble des schémas et des programmes relatifs aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap au niveau départemental et régional.

Prévention des départs en Belgique... pour permettre aux habitants de réaliser leur projet de vie ici

Afin de prévenir les départs non souhaités en Belgique et de permettre aux adultes en situation de handicap de réaliser leur projet de vie dans le département, un appel à manifestation d'intérêt ARS-Département a été lancé en 2021. 7 projets de compétence conjointe avec l'ARS ont été retenus permettant l'adaptation et le développement de 58 solutions d'accompagnement de proximité pour un engagement financier du Département à hauteur de 473 585 euros.

Sourire d'autistes : une solution innovante en Artois, tremplin vers l'inclusion d'autistes adultes

La création de cette plateforme d'accompagnement coordonné, a pour vocation de soutenir les adultes autistes dans leur projet de vie en tenant compte de leurs besoins et souhaits en termes de logement, d'emploi, de vie sociale et de vie quotidienne. Cela se concrétise par l'ouverture d'un lieu ressources, au sein d'une ferme réhabilitée, ouvert à ces personnes mais aussi à leur famille, aux professionnels et à tous les citoyens confrontés au handicap. Le but est d'en faire un véritable lieu de vie en dédiant une partie de la ferme à l'accueil d'activités culturelles, sportives, de loisirs, ouvertes à tous. Ce projet constitue une réponse innovante en terme d'accompagnement inclusif des personnes en situation de handicap tout en apportant une nouvelle offre de répit et de soutien à leurs aidants. Soutien financier du Département : 138 680 euros.

Réduire les inégalités de soins, la création de centres de santé

Le Département a souhaité expérimenter la création de centres de santé, afin de contribuer à réduire les inégalités d'accès aux soins pour les habitants et renforcer l'attractivité de certains territoires du département. Décision a été prise conjointement avec l'ARS et les CPAM de créer 3 centres de santé : un à Sallaumines, un à Oye-Plage intégrant une antenne à Audruicq et un dernier avec des antennes à Ardres, Licques et Alquines. A Sallaumines, où le premier centre de santé a ouvert, le 6 décembre 2021, les patients sont accueillis par trois médecins généralistes et une secrétaire médicale.

Les solidarités humaines

L'autonomie et la santé

L'insertion sociale et professionnelle, le logement

La protection de l'enfance et de la famille

Les chiffres clés de l'insertion

327 731 475 € pour l'allocation RSA

FOYERS RSA :

- **48 971** foyers RSA dont :
 - ◇ 63% de femmes;
 - ◇ 52% dans le dispositif depuis + de 5 ans.
- **102 400** personnes couvertes
- **53 337** bénéficiaires soumis droits et devoirs

ORIENTATIONS :

- **47 711** orientations réalisées :
 - ◇ 55 % sphère solidarité;
 - ◇ 20% sphère professionnelle;
 - ◇ 25 % vers pôle Emploi.

AIDES FINANCIÈRES

- **6 372** secours d'urgence (SU)
- **658** aides financières personnalisées (AFP)
- **483** fonds d'aide aux jeunes (FAJ)
- **4 379** jeunes bénéficiaires d'un « coup de pouce jeunesse »

LOGEMENT :

- **6 429** accords FSL
- Accompagnement social FSL : 2 783 ménages accompagnés en ASLL, 201 en AML et 695 en FAL

ACTIONS D'INSERTION : 4 020 participants BRSA et jeunes de moins de 26 ans (Mobilité, ISIP, 100% insertion...)

EMPLOI :

- **4 000** participants en insertion par l'activité économique,
- **1 278** contrats aidés (CDDI / PEC/ CIE)
- **781** retours à l'emploi facilités par la MIE, 1042 accès à l'emploi via les clauses sociales, dont 781 bénéficiaires du RSA et 261 moins de 26 ans.

JEUNESSE :

- ◆ **919** packs sac ados remis
- ◆ **1554** stages BAFA/BAFD financés
- ◆ **29** projets « bourse initiative jeunes » soutenus représentant 65 jeunes

Offrir à chaque Bénéficiaire du RSA (BRSA), un accompagnement au retour à l'emploi adapté à sa situation

Le Département a fait de l'accompagnement vers l'emploi des bénéficiaires du RSA une de ses principales priorités, symbolisée par l'adoption en décembre 2018 de la délibération cadre « engagement collectif en faveur des personnes en situation d'exclusion ». Cette volonté se décline en une palette de solutions pour que chaque personne puisse trouver réponse à son besoin particulier. Ce sont tant les aides à la mobilité que l'activité des chantiers d'insertion, le recours systématique aux clauses spécifiques dans les marchés publics pour favoriser les entreprises d'insertion ou les nombreux emplois aidés financés par le Département.

Faire face à l'urgence sociale

L'intervention départementale sur ce point peut prendre la forme d'aides d'urgence ou d'aides plus personnalisées délivrées directement aux personnes, ou de subventions versées à des associations d'aide d'alimentaire. Par ailleurs, le Département décide régulièrement d'aides exceptionnelles en faveur de personnes frappées par des événements particuliers, tels que les tempêtes ou inondations, que le territoire a pu connaître récemment.

Agir pour que chaque personne bénéficie d'un logement décent

Comme l'emploi, le logement est une priorité départementale, tant les difficultés dans ce domaine ont des répercussions sur tous les aspects de la vie des habitants. Ainsi, le Département intervient en premier lieu par le Fonds de Solidarité Logement, soit par des aides financières, pour faire face par exemple à des dépenses d'énergie, ou par des accompagnements qui peuvent prendre plusieurs formes, en fonction de la situation. Le Département est également fort engagé pour le logement des personnes en grande précarité sociale, par le déploiement progressif sur le territoire du plan «Logement d'abord» qui leur est spécifiquement consacré.

Faire de la jeunesse une priorité constante

Le Département s'est fortement engagé en faveur des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance, via la montée en charge des actions en leur faveur et l'obligation de formation. Le Département a ainsi développé des solutions dédiées de logement ou d'accompagnement spécifique.

Au titre de la politique jeunesse universelle, un appel à projet « soutenons la vie étudiante » a été lancé pour soutenir les actions menées en faveur des étudiants du Pas-de-Calais, particulièrement impactés par les conséquences de la crise sanitaire. Outre les dispositifs d'insertion qui leur sont également consacrés, les jeunes peuvent bénéficier des aides du fonds d'aide aux jeunes (FAJ).

Les solidarités humaines

L'autonomie et la santé

L'insertion sociale et professionnelle, le logement

La protection de l'enfance et de la famille



Les réalisations majeures

En 2021 le Département a poursuivi la mise en œuvre, à son échelle, de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté en faveur des bénéficiaires du RSA et des jeunes ou des adultes en situation de précarité. Dans ce cadre, l'année a été marquée par le lancement de la plateforme MaMobilité62.

Lancement de la plateforme MaMobilité62 !

- Une plateforme départementale pour coordonner et mettre en lumière une offre de mobilité diffuse, au service des publics les plus éloignés de l'emploi ;
- 5 plateformes dans le département ;
- Plus de 30 permanences activables pour un accompagnement au plus près des habitants ;
- 10 conseillers mobilité pour concevoir un parcours mobilité sans rupture et sur mesure ;
- Un outil numérique au service de tous.

Le coaching emploi et le programme premières heures : un accompagnement intensif vers l'emploi

Ont été également mis en place le coaching emploi, qui vise à offrir une possibilité d'accompagnement intensif à la recherche d'emploi aux personnes qui en ont besoin, ainsi que le programme premières heures, destiné aux personnes les plus éloignées de l'emploi.

Un service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE), concrétisé pour le Département

Par ailleurs, suite à l'expérimentation menée en 2020 avec le service public de l'insertion, le Département du Pas-de-Calais a vu sa candidature choisie dans le cadre de l'appel à projet national relatif à la mise en place du service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE). La mise en œuvre du SPIE s'est concrétisée par la signature d'une convention formalisant les engagements des partenaires et la validation d'une feuille de route 2021-2022.

Des « Clés pour réussir », à destination de 920 BRSA

Une semaine « les Clés pour réussir » a été organisée en octobre 2021 en collaboration avec Pôle Emploi : 920 BRSA accueillis sur 75 événements répartis sur le département : une réussite à renouveler.

Un engagement fort en faveur de la jeunesse

Un engagement qui s'est poursuivi par la mise en œuvre de l'obligation de formation dès 16 ans.

Une plateforme des métiers de l'autonomie des personnes âgées et handicapées, outil de recrutement

Le Département a enfin été lauréat de la plateforme des métiers de l'autonomie des personnes âgées et handicapées pour une mise en place en 2022. Ce dispositif tend à faire face aux considérables difficultés de recrutement dans le secteur de l'aide à domicile ou les établissements d'accueil et d'hébergement des personnes.

Les solidarités humaines

L'autonomie et la santé

L'insertion sociale et professionnelle, le logement

La protection de l'enfance et de la famille

Les chiffres clés de la protection de l'enfance et de la famille :

- **15 611** enfants ont bénéficié d'un bilan de santé en école maternelle
- **9 597** consultations médicales en centre de planification ou d'éducation familiale (CPEF)
- **3 626** entretiens en conseil conjugal et familial
- **1 729** aides financières aux familles
- **752** actions éducatives à domicile
- **3 413** mesures d'actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)
- **1 875** assistants familiaux rémunérés et employés par le Département
- **4 267** places en accueil familial
- **2 487** places en établissements, dont 1 023 places d'internat
- **151** agréments adoption valides
- **25** placements en vue d'adoption
- **252,9 M€** de dépenses de fonctionnement inscrites au budget 2021

Les bilans de santé en école maternelle, une réussite et une aide précieuse pour les parents

Destinés aux enfants de 3 à 4 ans, ils constituent des missions de la protection maternelle et infantile et sont, à ce titre, réalisés par les puéricultrices du Département. Dans le cadre des dépistages entrepris, certains enfants ont été orientés vers un professionnel de santé. Pour aider les parents, cette orientation pouvait être accompagnée par l'association APRIS qui facilite l'accès aux soins en prenant les rendez-vous auprès des professionnels de santé.

De nouvelles actions pour l'accompagnement des enfants confiés

Afin de garantir le respect et l'application du cadre réglementaire d'intervention, la qualité du suivi des mesures d'aide sociale à l'enfance, dont l'accompagnement des enfants confiés, de nouvelles actions ont été mises en œuvre en 2021 :

- renforcement de la professionnalisation des assistants familiaux et développement des missions ressources humaines et accompagnement, afin de garantir un accueil adapté aux mineurs confiés.

Cette action a conduit à la création d'un espace intranet collaboratif dédié, accessible à l'ensemble des professionnels départementaux et au déploiement d'une campagne de communication institutionnelle pour favoriser les recrutements;

- mise en place de solutions d'accompagnement renforcé pour les enfants en situation de handicap, dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection l'enfance : recours aux centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP) pour les enfants âgés de 0 à 6 ans; appel aux équipes spécialisées mobiles en soutien des professionnels pour les enfants et les jeunes de 3 à 20 ans; prise en charge dès 14 ans par un service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) pour les jeunes identifiés en difficulté ou en vulnérabilité.

Développement du dispositif « accueil durable et bénévole d'un enfant chez un tiers »

En 2021, en collaboration avec l'Établissement Public Départemental de l'Enfance et de la Famille (EPDEF), 45 enfants ont été accompagnés par 41 tiers bénévoles, ou tiers dignes de confiance.

Les solidarités humaines

L'autonomie et la santé

L'insertion sociale et professionnelle, le logement

La protection de l'enfance et de la famille

Nouvelle MECS du Littoral à Blériot Plage



Relais parental / Lieu de répit 1,2,3 Soleil à Nort-Leulinghem



Les réalisations majeures

Nouvelles solutions d'accueil et d'accompagnement en établissements et services

- ◆ Création de places d'internat : 51 places créées en 2021 (20 à Longuenesse, 15 à Nœux-les-Mines, 6 à Bapaume, 4 à Sainte-Catherine-Les-Arras, 2 à Calais, 2 à Hardinghen et 2 à Marquise) ;
- ◆ Création d'un relais parental / lieu de répit à Nort-Leulinghem : 9 places dont 6 places d'internat et 3 places d'accueil de jour, pour des jeunes de 11 à 17 ans ;
- ◆ Développement de l'action éducative en milieu ouvert (AEMO) renforcée à compter du 1er avril 2021 par la création de 377 mesures. L'AEMO renforcée permet une intervention éducative intensive auprès de l'enfant et de sa famille, en y associant une solution de repli par l'accueil possible de l'enfant dans une structure de la protection de l'enfance, en cas de crise sévère dans la famille.

Création d'un espace collaboratif dédié aux assistants familiaux du Département du Pas-de-Calais

Ouverture en mars 2021 d'un espace collaboratif destiné aux assistants familiaux, aux services locaux et départementaux de l'accueil familial. Cet espace a pour finalité de répondre aux besoins, exprimés par les assistants familiaux, de partage des informations en lien avec le métier et de mieux communiquer sur les évolutions nationales, les actions départementales et les initiatives locales en matière d'accueil familial. Les professionnels peuvent consulter de multiples ressources : les notes de service, les procédures et documents administratifs, les programmes de formation continue, une foire aux questions, l'actualité des territoires ou encore une bibliothèque dématérialisée.

Amélioration de la qualité de prise en charge au sein des établissements et services de protection de l'enfance

- ◆ Des diagnostics qualité ont été réalisés dans le cadre de la signature des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) : 4 contrats signés en 2021, 7 en cours de négociation avec diagnostic qualité réalisé en 2021;
- ◆ 90 signalements d'évènements indésirables en établissement ont été traités;
- ◆ 2 suivis d'inspection ont été entrepris.

Amélioration des conditions d'hébergement au sein des établissements

Reconstruction de la MECS du littoral à Blériot-Plage : ouverte depuis le 15 juin 2021 et financée intégralement par le Département. Le nouveau bâtiment permet d'accueillir 46 enfants de 6 à 15 ans en mixité, ainsi que 8 jeunes de plus de 16 ans, en service d'accompagnement à la vie autonome en studios.

Servir les territoires, au plus proche des populations

Les Maisons du Département Solidarité



Les 9 Maisons du Département Solidarité (MDS) participent à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques départementales de solidarité et de développement social : politiques dédiées à l'insertion sociale, dénommée « inclusion sociale » et professionnelle, au soutien des enfants et des familles, des personnes âgées, en situation de handicap, en situation de vulnérabilité et aussi de politiques transversales à tout public relatives à la santé, au logement.

Elles sont chargées d'accueillir les publics, d'écouter leurs besoins et attentes, de les orienter, les accompagner, les conseiller et, le cas échéant, les protéger. En proximité immédiate des 1 456 555 habitants (Source : INSEE, estimation 1^{er} janvier 2022), les agents de la MDS exercent leurs missions, en tant que de besoin, à domicile, au sein des 25 sites, des 2 maisons des adolescents (MDA), des 9 antennes de centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) et des 371 points d'accueil hors sites.

Les MDS organisent également les commissions consultatives d'attribution des aides et prestations individuelles, sous la présidence d'un élu, ainsi que les instances techniques locales de travail pour organiser la pluridisciplinarité des approches et des expertises dans les réponses de proximité.



Pour les MDS, 2021 fut une nouvelle année d'adaptation et de mobilisation sans faille au plus près des habitants, pour faire face aux réalités et aux conséquences de la crise.

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

• MDS de l'Arrageois

- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin - Carvin
- MDS Lens - Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



Source : © IGN - Admin Express 2021 - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

INCLUSION SOCIALE ET LOGEMENT	
Le revenu de solidarité active (RSA) : 4 548 allocataires du RSA	
Le fonds de solidarité logement (FSL)	
Aides accordées (accès à un logement identifié / Maintien / Eau Électricité Tél)	383
Aides recevables (accès à un logement non identifié)	234
Les aides financières	
Aides financières d'aide sociale à l'enfance (AFASE) accordées	181
Secours d'urgence (SU) accordés	582
Aides financières personnalisées (AFP) accordées	43
Accords du fonds d'aide aux jeunes (FAJ)	42
ENFANCE - FAMILLE	
L'aide sociale à l'enfance (ASE)	
Bénéficiaires d'une mesure d'accueil (dont placement direct et surveillance adm)	695
Actions éducatives à domicile, en milieu ouvert administratives et judiciaires	437
L'aide et l'accompagnement des familles	
Familles suivies dans le cadre d'une mesure familiale (TISF, AESF, AGBF, ASAP)	641
La protection maternelle et infantile (PMI)	
Enfants vus en consultation PMI	4 472
AUTONOMIE	
Personnes en situation de handicap	
Bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)	1 023
Personnes âgées	
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile	4 671
Accueil sur les territoires	
Accueils physiques, ce qui représente 21.9% des accueils de la MDS	6670
Accueils téléphoniques, ce qui représente 78,1% des accueils de la MDS	23728
Les moyens humains sur les territoires	
Agents territoriaux	181
Équivalents temps plein (ETP)	169.95

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

• MDS de l'Argeois

- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin - Carvin
- MDS Lens - Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



La Maison des 1000 jours inaugurée par Boris Cyrulnik, neurologue, psychiatre

Les réalisations majeures

Mieux accueillir les usagers

Les services ont relancé l'utilisation de « wikisol 62 ». Les acteurs de la plateforme d'aide aux aidants sont désormais intégrés dans cet outil et ont travaillé une stratégie de communication pour les professionnels de l'accueil du territoire.

Enfance et famille, accroître notre service à l'enfance

Mise en place d'une consultation « neuro développement » pour mieux identifier, repérer les difficultés et apporter un accompagnement et un parcours de soin coordonnés et concertés avec les partenaires.

Renforcement du suivi médical des enfants confiés à l'ASE avec la mise en place du programme PEGASE au centre de la petite enfance à Dainville : « Programme d'expérimentation d'un protocole de santé standardisé appliqué aux enfants ayant bénéficié avant l'âge de 5 ans d'une mesure de protection de l'enfance ».

Partenariat avec la « Maison des 1 000 jours » d'Arras (1^{ère} ville de France à mettre en œuvre ce type de structure). Les services de la MDS ont participé à la mise en œuvre de projets : un café des parents pour encourager le partage et la mise en place d'ateliers d'expression, le projet « Bâches » consistant à réaliser des affiches sur des thématiques précises avec des messages, témoignages et photos (l'allaitement, l'alimentation,...) et la participation à un reportage sur les équipes de la PMI assurant le suivi d'une future « maman » durant sa grossesse et après son accouchement, diffusé au 2nd semestre 2022.

Partenariat avec la direction interrégionale des services pénitentiaires et le centre de détention de Bapaume, seul centre de détention au nord de Paris à accueillir des mamans avec leurs enfants de moins de 18 mois. Le travail partenarial engagé a permis la mise en place, dans le centre, d'ateliers d'éveil et de socialisation.

Signature d'une convention tripartite, État, Département et communauté de communes des Campagnes de l'Artois pour le recrutement d'un travailleur social en gendarmerie sur ce territoire communautaire.

Favoriser l'insertion et l'inclusion durable , notamment avec le projet Canal Seine-Nord

En partenariat avec le plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) en Pays d'Artois, les services ont développé une ingénierie territoriale portant sur les clauses d'insertion dans les marchés publics passés par le Département.

Des passerelles entre les secteurs économique et de l'insertion ont été renforcées, notamment dans les métiers des travaux publics, avec la participation d'entreprises, pour permettre à des jeunes et des bénéficiaires du RSA de se qualifier et d'intervenir sur le chantier du Canal Seine-Nord-Europe. Les services ont aussi participé aux réunions d'information du projet.

Optimiser l'instruction des dossiers APA et PCH et accompagner les aidants

Au titre du référentiel de l'action sociale de proximité, des formations ont été organisées dans les missions évaluation et accompagnement de la Maison de l'Autonomie, visant à réduire les délais d'instruction des dossiers APA et PCH.

Malgré le contexte sanitaire, les services ont accompagné le projet d'ouverture d'un nouveau lieu d'accueil de la halte répit itinérante. Un projet porté par la Maison des Aidants et qui ouvrira à Bapaume, dans les locaux de la Maison des Familles.

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- **MDS de l'Artois**
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin—Carvin
- MDS Lens-Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

INCLUSION SOCIALE ET LOGEMENT	
Le revenu de solidarité active (RSA) : 9 369 allocataires du RSA	
Le fonds de solidarité logement (FSL)	
Aides accordées (accès à un logement identifié / Maintien / Eau Électricité Tél)	1048
Aides recevables (accès à un logement non identifié)	281
Les aides financières	
Aides financières d'aide sociale à l'enfance (AFASE) accordées	214
Secours d'urgence (SU) accordés	1079
Aides financières personnalisées (AFP) accordées	85
Accords du fonds d'aide aux jeunes (FAJ)	91
ENFANCE - FAMILLE	
L'aide sociale à l'enfance (ASE)	
Bénéficiaires d'une mesure d'accueil (dont placement direct et surveillance adm)	1 365
Actions éducatives à Domicile, en Milieu Ouvert Administratives et Judiciaires	792
L'aide et l'accompagnement des familles	
Familles suivies dans le cadre d'une mesure familiale (TISF, AESF, AGBF, ASAP)	812
La protection maternelle et infantile (PMI)	
Enfants vus en consultation PMI	5 969
AUTONOMIE	
Personnes en situation de handicap	
Bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)	1 266
Personnes âgées	
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile	5 885
Accueil sur les territoires	
Accueils physiques, ce qui représente 13,7% des accueils de la MDS	5943
Accueils téléphoniques, ce qui représente 86,3% des accueils de la MDS	37415
Les moyens humains sur les territoires	
Agents territoriaux	279
Équivalents temps plein (ETP)	263.50

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- **MDS de l'Artois**
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hémin—Carvin
- MDS Lens-Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois

Comité stratégique d'aide aux aidants :
une instance partenariale engagée



Les services à la personne recrutent :
100% de réussite pour les BRSA et jeunes concernés



Les réalisations majeures

L'animation territoriale, pour éviter l'errance administrative des usagers

C'est en formalisant des partenariats avec les communes, les CCAS et des structures comme le point d'information médiation multiservices (PIMMS), les lieux d'accueil enfants-parents ou le centre d'action médico-sociale précoce (CAMSP), que l'articulation et la connaissance des acteurs sont possibles. Cela permet aussi d'impulser une dynamique territoriale de projets et d'apporter, collectivement, une réponse plus efficiente aux besoins des usagers pour éviter l'errance administrative.

Dans le même temps, en s'appuyant sur son expérience en matière d'animation du guichet intégré, la Maison de l'Autonomie a proposé des webinaires à destination des partenaires et des agents des sites. Elle a également réuni l'ensemble des partenaires du champ de l'autonomie et les travailleurs médico-sociaux des sites, dans le cadre de concertations coopération autonomie, favorisant ainsi la mise en synergie et le développement de projets locaux partagés.

Accompagner les agents autrement

Accompagner autrement, en s'appuyant sur la mise en œuvre du référentiel de l'action sociale de proximité (ASP), a nécessité un travail de pilotage et d'anticipation, sur les transferts d'activité, sur les mouvements de personnels, comme sur des métiers en tension. L'articulation efficace entre la DRH et le territoire a permis d'accompagner au mieux les agents dans cette évolution, tout en répondant aux souhaits de mobilité et au besoin de déprécarisation des agents contractuels.

Soutenir les assistants familiaux

La MDS a, de plus, réactivé le dispositif d'accueil familial thérapeutique spécialisé (DAFTS) en partenariat avec l'Établissement Public de Santé Mentale (EPSM) de St-Venant afin de renforcer le soutien aux assistants familiaux accueillant des enfants présentant des troubles du comportement et limiter les risques de rupture de ces accueils complexes.

L'aide à domicile : 100% de retour à l'emploi en CDI

Dans le cadre de la plateforme des métiers de l'autonomie, et grâce à une large coopération partenariale, le service local allocation insertion (SLAI) a conduit une action d'ingénierie formation-emploi sur les métiers de l'aide à domicile, avec 100% de retour à l'emploi en CDI.

Inscrire les professionnels dans une logique d'approche plus globale des situations

Le chantier de l'accueil social inconditionnel de proximité, lancé en 2021, a permis la création de nouveaux outils, tels que réponses-atouts, pour améliorer l'accueil et l'accompagnement des publics, ceci dans une approche globale.

Les jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance, objet de toutes les attentions

La jeunesse est restée au cœur des préoccupations des services, au travers d'une feuille de route articulée autour de cinq axes de travail prioritaires : réponses-atouts jeunes, partenariat avec l'Éducation nationale, campagne de communication et de recrutement sur le métier d'assistant familial, développement de nouvelles réponses en établissement, accès à l'autonomie des jeunes de 17 ans et plus.

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- **MDS de l'Audomarois**
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin—Carvin
- MDS Lens-Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



INCLUSION SOCIALE ET LOGEMENT	
Le revenu de solidarité active (RSA) : 3 447 allocataires du RSA	
Le fonds de solidarité logement (FSL)	
Aides accordées (accès à un logement identifié / Maintien / Eau Électricité Tél)	280
Aides recevables (accès à un logement non identifié)	138
Les aides financières	
Aides financières d'aide sociale à l'enfance (AFASE) accordées	55
Secours d'urgence (SU) accordés	395
Aides financières personnalisées (AFP) accordées	51
Accords du fonds d'aide aux jeunes (FAJ)	31
ENFANCE - FAMILLE	
L'aide sociale à l'enfance (ASE)	
Bénéficiaires d'une mesure d'accueil (dont placement direct et surveillance adm)	386
Actions éducatives à domicile, en milieu ouvert administratives et judiciaires	198
L'aide et l'accompagnement des familles	
Familles suivies dans le cadre d'une mesure familiale (TISF, AESF, AGBF, ASAP)	362
La protection maternelle et infantile (PMI)	
Enfants vus en consultation PMI	2 181
AUTONOMIE	
Personnes en situation de handicap	
Bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)	456
Personnes âgées	
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile	2 067
Accueil sur les territoires	
Accueils physiques, ce qui représente 30,4% des accueils de la MDS	5 831
Accueils téléphoniques, ce qui représente 69,6% des accueils de la MDS	13376
Les moyens humains sur les territoires	
Agents territoriaux	145
Équivalents temps plein (ETP)	135.81

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- **MDS de l'Audomarois**
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin—Carvin
- MDS Lens-Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois

Visite de la légumerie de l'APEI



Les réalisations majeures

La légumerie de l'APEI de l'arrondissement de Saint-Omer - un nouvel équipement structurant

Le Département a soutenu ce projet par un accompagnement financier de 500 000 € au titre du fonds d'innovation territoriale (FIT). Il a permis à l'entreprise adaptée de l'APEI « l'atelier du Lobel » de diversifier son activité en transformant les productions agricoles du marais audomarois et en proposant à la vente les produits finis auprès de différents partenaires (cuisines centrales, établissements scolaires dont les collèges du territoire ...). Cet équipement offre une activité adaptée à des adultes en situation de handicap tout en développant un partenariat de proximité avec les producteurs locaux.

« Le Logement d'Abord » – le droit au logement : condition première d'une insertion durable

Dans le cadre du plan quinquennal pour « Le Logement d'Abord » et la lutte contre le « sans-abrisme », le Département a déployé dès 2019, sur certains territoires, le dispositif « le Logement d'Abord ». La MDS de l'Audomarois a intégré la démarche en 2021. Les publics ciblés sont les personnes sans domicile fixe et celles ayant un parcours d'accès ou de maintien dans le logement complexe. Les premières prises en charge du 1^{er} décembre 2021 apportent une réponse adaptée pour l'accès à un logement.

La semaine « Les Clés pour réussir » : sensibiliser les bénéficiaires du RSA aux métiers de l'aide à la personne

Cet événement, organisé avec Pôle Emploi, a fait découvrir à des personnes, bénéficiaires du RSA, des métiers porteurs d'emploi, pour accéder à l'insertion professionnelle. Face aux problématiques de recrutement dans le secteur de l'aide à domicile, le service local allocation insertion de l'Audomarois a organisé une sensibilisation aux métiers relevant de ce secteur d'activités. 9 BRSA ont intégré cette action, développée avec l'UNA Formation, pour découvrir le métier d'auxiliaire de vie à domicile : immersion en structure, soutien d'un coach pour travailler la confiance en soi ... Le bilan est positif : 5 personnes ont intégré le titre professionnel d'auxiliaire de vie, au Greta de Saint-Omer, pour 6 mois. De plus, le Département, en lien avec le partenaire SJT, a accompagné 5 BRSA pour le financement du permis B, au titre du suivi de parcours.

L'intervenant social en commissariat et en gendarmerie – un acteur social de proximité

Ce nouveau dispositif pour le territoire vient compléter les dispositifs existants d'éloignement et de prise en charge des auteurs de violence (l'Ancre Bleue) ou encore d'accueil de jour et de répit des victimes (Mahra-le-Toit). L'intervenante sociale, recrutée par France Victimes 62, reçoit toutes les personnes, majeures/mineures, victimes, ou concernées par une situation présentant un volet social pour laquelle le commissariat, ou la gendarmerie, sont saisis. Elle agit, en proximité, comme « urgentiste » de l'action sociale, en complémentarité des services de la MDS et du réseau partenarial.

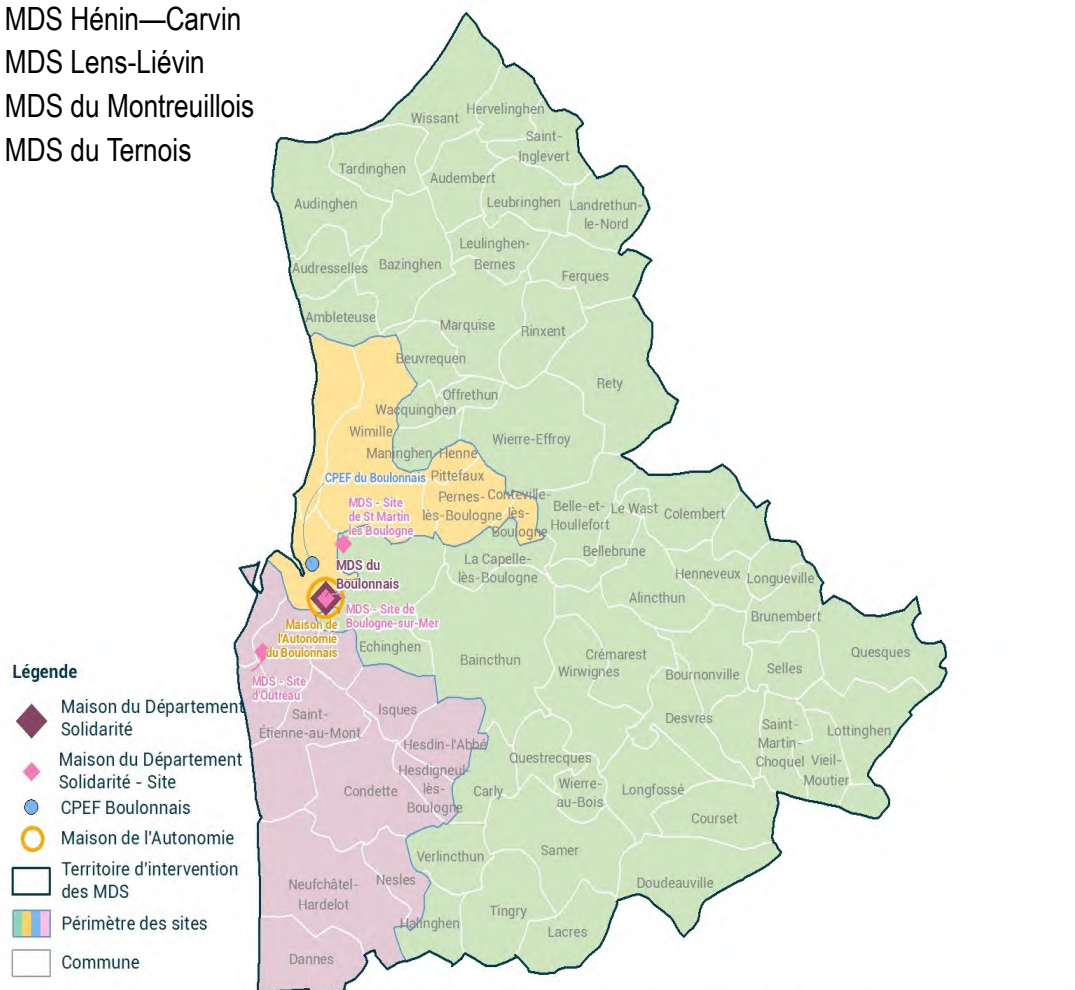
1, 2,3 SOLEIL : un relais à destination de jeunes et de familles en rupture

Ce dispositif à destination de jeunes de 11 à 16 ans, en souffrance et leur famille, financé par le Département et porté par l'association 1, 2, 3 Soleil, propose un accompagnement dans un lieu de répit atypique, autour des valeurs associatives, du vivre ensemble, de la nature et des animaux et avec une approche pédagogique, thérapeutique, éducative et sociale.

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- **MDS du Boulonnais**
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin—Carvin
- MDS Lens-Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



Source : © IGN - Admin Express 2021 - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

INCLUSION SOCIALE ET LOGEMENT	
Le revenu de solidarité active (RSA) : 5 241 allocataires du RSA	
Le fonds de solidarité logement (FSL)	
Aides accordées (accès à un logement identifié / Maintien / Eau Électricité Tél)	489
Aides recevables (accès à un logement non identifié)	131
Les aides financières	
Aides financières d'aide sociale à l'enfance (AFASE) accordées	252
Secours d'urgence (SU) accordés	809
Aides financières personnalisées (AFP) accordées	68
Accords du fonds d'aide aux jeunes (FAJ)	74
ENFANCE - FAMILLE	
L'aide sociale à l'enfance (ASE)	
Bénéficiaires d'une mesure d'accueil (dont placement direct et surveillance adm)	750
Actions éducatives à domicile, en milieu ouvert administratives et judiciaires	456
L'aide et l'accompagnement des familles	
Familles suivies dans le cadre d'une mesure familiale (TISF, AESF, AGBF, ASAP)	447
La protection maternelle et infantile (PMI)	
Enfants vus en consultation PMI	887
AUTONOMIE	
Personnes en situation de handicap	
Bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)	825
Personnes âgées	
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile	3 735
Accueil sur les territoires	
Accueils physiques, ce qui représente 6,5% des accueils de la MDS	20 000
Accueils téléphoniques, ce qui représente 93,5% des accueils de la MDS	70 000
Les moyens humains sur les territoires	
Agents territoriaux	190
Équivalents temps plein (ETP)	181.06

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- **MDS du Boulonnais**
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin—Carvin
- MDS Lens-Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois

Nouvelle remise des Pass numériques sur le territoire



Le binôme coordinateur LDA (J.H. DANGLA) et chef SLISL (R. WINCKE) en commission locale FSL.



Remise des Pass Numériques par les élus aux travailleurs ESAT de l' APEI du Boulonnais

Les réalisations majeures

Mise en place du projet « Logement d'Abord » (LDA)

En 2021, le Boulonnais a rejoint le projet LDA qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre le sans-abrisme dont l'objectif est l'insertion par le logement. Face à la logique classique dite de « parcours en escalier », prévoyant des étapes en hébergement puis en logement transitoire, avant d'envisager un logement autonome, l'étape en hébergement collectif n'est pas toujours appropriée notamment pour des jeunes en insertion ou des adultes vulnérables. Il s'agit alors de s'adapter à chacun, et permettre, dans certains cas, d'intégrer directement un logement individuel.

Le projet LDA concentre ainsi des moyens importants pour financer des accompagnements renforcés (3 visites/semaine), pluridisciplinaires (équipe avec expertises différentes) et adaptés aux besoins spécifiques du ménage ou de la personne, afin d'aider à l'intégration dans un nouveau logement ou d'intervenir dans une situation de maintien dégradée. Afin de déterminer les publics pouvant bénéficier de ces accompagnements renforcés, la commission FSL est le lieu privilégié d'information et de suivi de l'avancement du projet avec la plateforme « Logement D'Abord ».

Le projet de coopération territoriale sur le numérique : aider les populations via le numérique

La Maison de l'Autonomie du Boulonnais a engagé, avec les partenaires du territoire, deux démarches de coopération :

- ♦ une démarche sur le « bien vivre à domicile à l'heure du numérique », rassemblant les services d'aide à domicile, les CCAS, les centres sociaux connectés et la Maison de l'Autonomie, afin de sensibiliser et de former au numérique les personnes en perte d'autonomie, leurs aidants et les intervenants du domicile;
- ♦ une démarche de coopération parcours vers un logement adapté rassemblant les bailleurs sociaux, les chargés de mission logement de la CAB, les chargés de mission Age IN, le CCAS de Boulogne-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer Développement Côte d'Opale (BDCO), la Maison de l'Autonomie. D'autres acteurs rejoindront progressivement cette coopération afin de faciliter le parcours des demandeurs vers un logement adapté.

Un accompagnement des assistantes familiales et assistants familiaux maintenu et accru

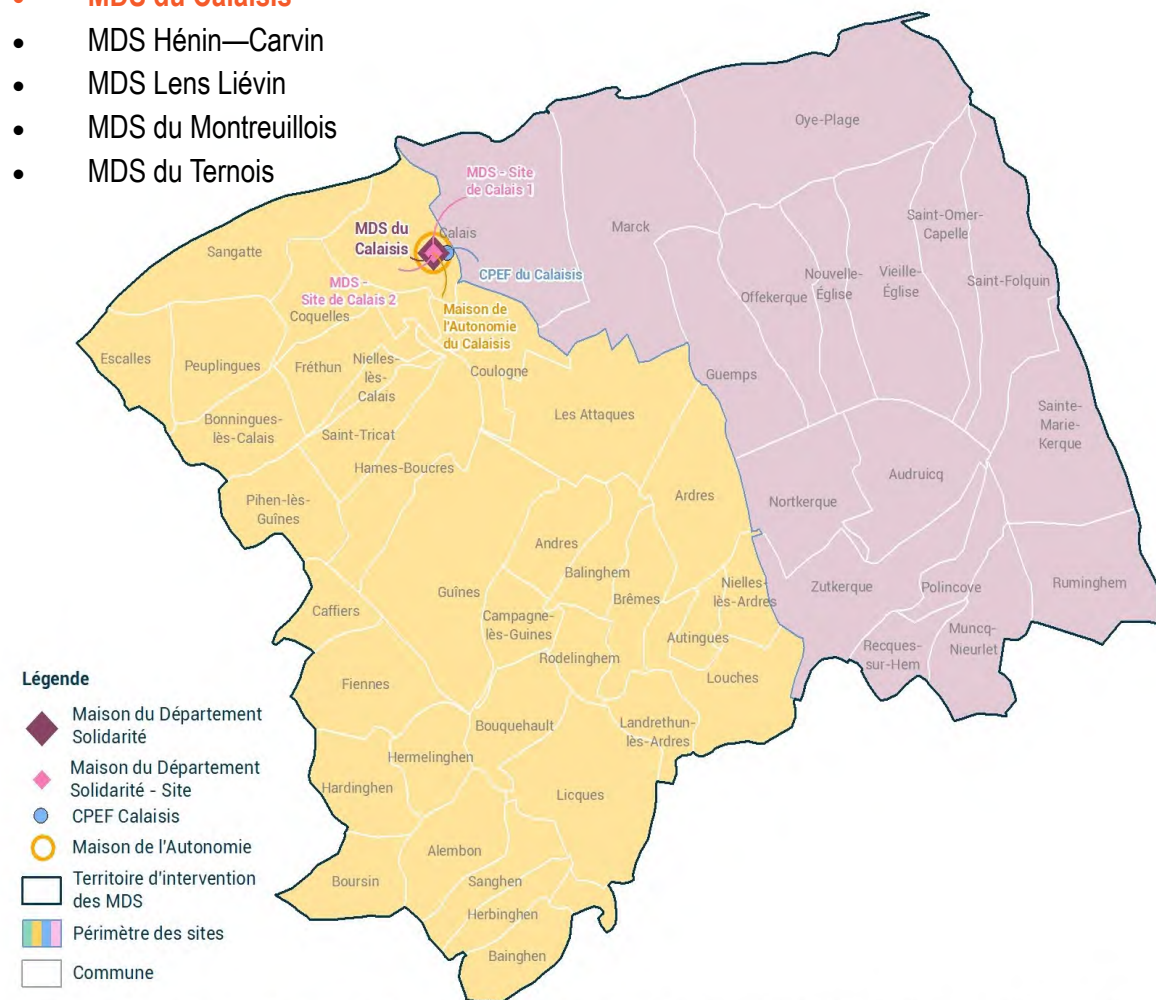
Les assistantes familiales et assistants familiaux (AF) ont été particulièrement soutenus pendant la crise sanitaire :

- ♦ les soutiens individuels ou en groupe de parole ont perduré et se sont même accentués : 6 groupes de parole avec une dizaine d'AF, des rendez-vous individuels et des nouvelles AF accompagnées dans un cycle d'intégration autour de plusieurs rencontres dans le respect des consignes sanitaires nécessitant parfois des adaptations;
- ♦ le travail, autour notamment des réorientations d'enfants, s'est poursuivi avec les services enfance. L'instance de régulation de gestion et de l'offre d'accueil a continué à fonctionner toutes les semaines. Même si les réunions n'ont pas pu être organisées, les distributions de masques, entre autres, ont également permis de garder le lien;
- ♦ des ordinateurs ont été prêtés aux collégiens confiés à l'ASE et accueillis chez les assistantes familiales.

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- **MDS du Calaisis**
- MDS Hénin—Carvin
- MDS Lens Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



INCLUSION SOCIALE ET LOGEMENT	
Le revenu de solidarité active (RSA) : 6 188 allocataires du RSA	
Le fonds de solidarité logement (FSL)	
Aides accordées (accès à un logement identifié / Maintien / Eau Électricité Tél)	389
Aides recevables (accès à un logement non identifié)	116
Les aides financières	
Aides financières d'aide sociale à l'enfance (AFASE) accordées	277
Secours d'urgence (SU) accordés	507
Aides financières personnalisées (AFP) accordées	123
Accords du fonds d'aide aux jeunes (FAJ)	33
ENFANCE - FAMILLE	
L'aide sociale à l'enfance (ASE)	
Bénéficiaires d'une mesure d'accueil (dont placement direct et surveillance adm)	830
Actions éducatives à domicile, en milieu ouvert administratives et judiciaires	416
L'aide et l'accompagnement des familles	
Familles suivies dans le cadre d'une mesure familiale (TISF, AESF, AGBF, ASAP)	585
La protection maternelle et infantile (PMI)	
Enfants vus en consultation PMI	2 616
AUTONOMIE	
Personnes en situation de handicap	
Bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)	594
Personnes âgées	
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile	2 399
Accueil sur les territoires	
Accueils physiques, ce qui représente 87,8% des accueils de la MDS	3977
Accueils téléphoniques, ce qui représente 12,2% des accueils de la MDS	552
Les moyens humains sur les territoires	
Agents territoriaux	175
Équivalents temps plein (ETP)	165.30

Source : © IGN - Admin Express 2021 - Réalisation : CdG2, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites



Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- **MDS du Calaisis**
- MDS Hénin—Carvin
- MDS Lens Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



Rencontre Econautes en MDS – Les éco-gestes sont l'affaire de tous-

Atelier « attente active » - La prévention dès le plus jeune âge



Nettoyage de la plage et action de mobilisation du public BRSA

Forum d'aide aux aidants – A la rencontre des publics des trois EPCI du Calaisis



Les réalisations majeures

Réorganiser l'accueil pour répondre plus rapidement aux besoins des usagers

En septembre 2021, la MDS a mis en œuvre l'accueil social inconditionnel de proximité, avec une implication forte des services. Il s'agit désormais d'un accueil unique au sein de la MDS, assuré par le secrétariat de site, puis, d'un accueil de second niveau assuré par les services de site, ou territoriaux.

Réfléchir collectivement pour mieux accueillir la population

En novembre 2021, un réaménagement des locaux, doté d'une enveloppe de 1,5 millions d'euros, a permis d'améliorer les conditions de travail des agents en favorisant les interactions notamment avec les publics suivis. Un groupe-projet impliquant tous les services a activement participé à la réflexion relative à un meilleur accueil des usagers.

Deux projets pour répondre aux besoins de la petite enfance

Le service enfance famille prévention s'est mis en place dès le 1^{er} septembre 2021. Il est composé de 4 agents qui travaillent au sein des familles au bénéfice des enfants de 0 à 3 ans, jusqu'à 6 ans pour les fratries, en valorisant les compétences des parents et garantissant la sécurité et la bonne évolution des enfants suivis. Une trentaine d'enfants ont été accompagnés, avec succès, de septembre à décembre 2021.

Les ateliers du dispositif « Attente Active » sont attractifs et unanimement reconnus sur le territoire. C'est une action de prévention et de soutien de proximité pour les enfants, de 2 à 5 ans, présentant des difficultés d'adaptation scolaire, retards de langage, d'apprentissage et des troubles de comportement, dans l'attente d'un bilan ou d'une prise en charge.

Des solutions pour les enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE)

Malgré un contexte global difficile, les actions visant à réduire les sorties sèches de l'ASE se poursuivent, en lien avec la Fabrique Défi. Les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM), signés avec les établissements implantés sur le territoire ont d'ores et déjà permis d'améliorer l'adéquation entre les besoins des jeunes proches de la majorité et les dispositifs proposés grâce aux nouveaux objectifs fixés.

En 2021, moins 12,5% de bénéficiaires du RSA (BRSA) en Calaisis !

Deux actions préparatoires sur les métiers de l'aide à domicile ont été menées pour faire connaître aux publics-cibles les besoins des métiers en tension. Le résultat est une diminution de 12,5% des allocataires du RSA en Calaisis.

Des forums d'aide aux aidants au plus proche des populations

La Maison de l'Autonomie a entretenu son réseau partenarial et la proximité avec les habitants, en organisant notamment 3 forums d'aide aux aidants sur chacune des intercommunalités du territoire fin 2021.

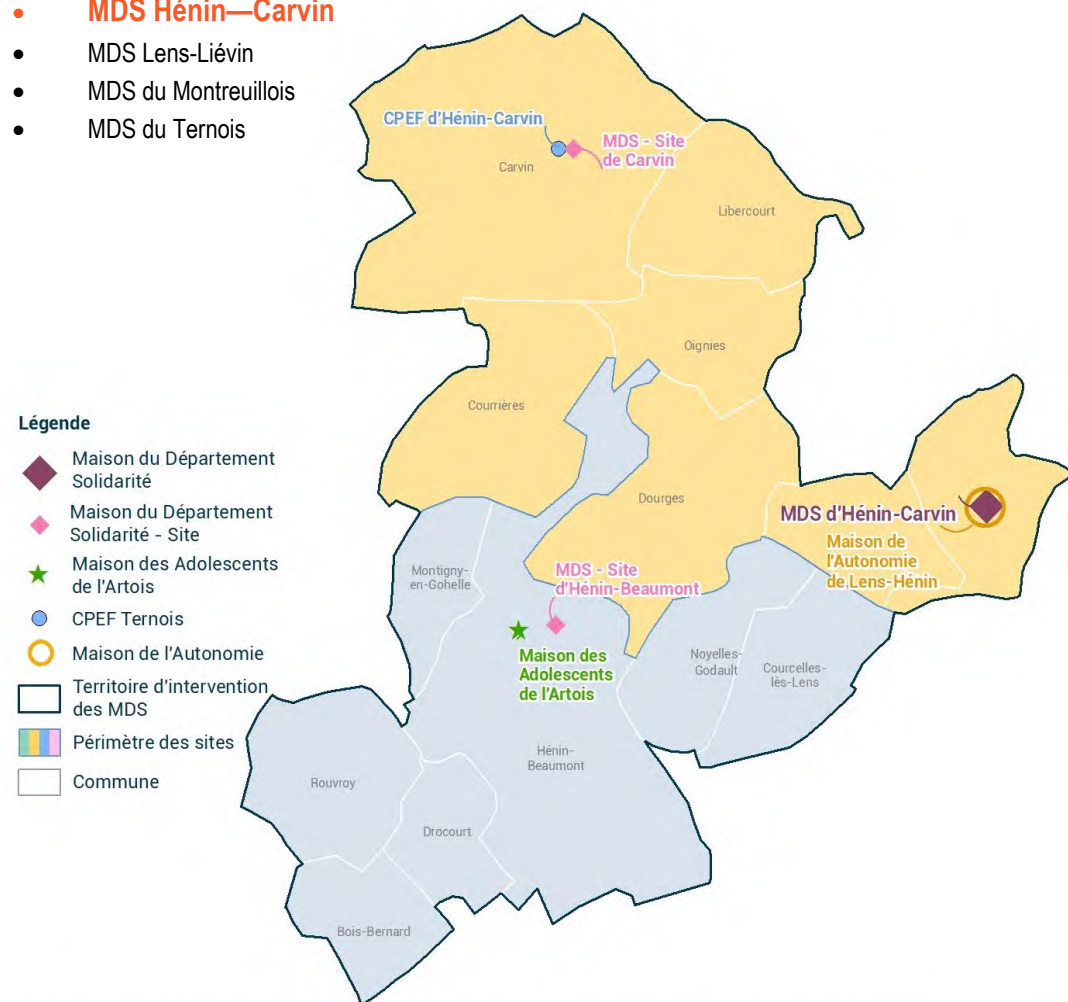
Accompagner les personnes en situation complexe :

La participation active des professionnels à des instances telles que Communauté 360 (MDPH), groupe-ressources des adolescents en situation complexe, permet de proposer des solutions articulées, innovantes et surtout adaptées.

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- **MDS Hénin—Carvin**
- MDS Lens-Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



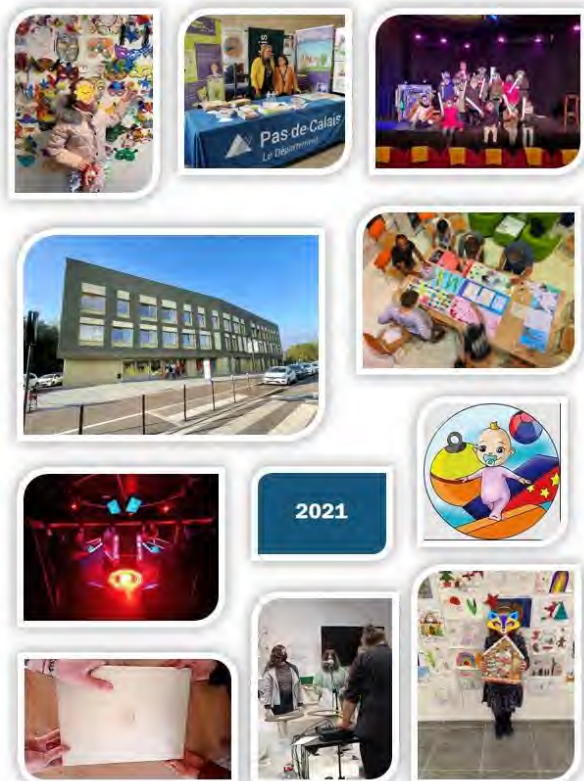
Source : © IGN - Admin Express 2021 - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

INCLUSION SOCIALE ET LOGEMENT	
Le revenu de solidarité active (RSA) : 5 176 allocataires du RSA	
Le fonds de solidarité logement (FSL)	
Aides accordées (accès à un logement identifié / Maintien / Eau Électricité Tél)	430
Aides recevables (accès à un logement non identifié)	126
Les aides financières	
Aides financières d'aide sociale à l'enfance (AFASE) accordées	364
Secours d'urgence (SU) accordés	1132
Aides financières personnalisées (AFP) accordées	50
Accords du fonds d'aide aux jeunes (FAJ)	107
ENFANCE - FAMILLE	
L'aide sociale à l'enfance (ASE)	
Bénéficiaires d'une mesure d'accueil (dont placement direct et surveillance adm)	632
Actions éducatives à domicile, en milieu ouvert administratives et judiciaires	247
L'aide et l'accompagnement des familles	
Familles suivies dans le cadre d'une mesure familiale (TISF, AESF, AGBF, ASAP)	542
La protection maternelle et infantile (PMI)	
Enfants vus en consultation PMI	1 264
AUTONOMIE	
Personnes en situation de handicap	
Bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)	755
Personnes âgées	
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile	2 512
Accueil sur les territoires	
Accueils physiques, ce qui représente 10,0% des accueils de la MDS	14 400
Accueils téléphoniques, ce qui représente 90,0% des accueils de la MDS	53 000
Les moyens humains sur les territoires	
Agents territoriaux	191
Équivalents temps plein (ETP)	183.22

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- **MDS Hénin - Carvin**
- MDS Lens-Liévin
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



Les réalisations majeures

Baby gym et massages pour les bébés reprennent à Carvin !

Toutes les conventions ont été renouvelées et les ateliers baby gym et massage bébé ont été de nouveau proposés aux habitants.

Prévenir les violences intra familiales ...

Un protocole a été travaillé avec Systémia (médiation, thérapie, violences intra-familiales) pour une mise en œuvre au premier trimestre 2022 sur le territoire. Il complète l'offre proposée par l'association Solfa pour prévenir les violences intra-familiales ou accompagner les personnes victimes.

Permettre aux collégiens d'accéder au numérique et venir en aide aux enfants placés

315 ordinateurs ont été remis aux collégiens afin de leur faciliter l'accès au numérique. Reprise des projets pour l'enfant (PPE) et des activités collectives avec les enfants placés et les groupes fratries.

Des « Clés pour réussir » confiées aux bénéficiaires du RSA

7 actions ont été menées durant la semaine « les Clés pour réussir » du 11 au 15 octobre 2021, en collaboration avec les Pôles Emploi de Carvin et d'Hénin-Beaumont. 80 bénéficiaires du RSA ont été positionnés sur des métiers, des formations, des recrutements dans le cadre de l'insertion pour l'action économique (IAE).

Prévention des expulsions, bonnes pratiques, au menu pour le public de l'épicerie sociale

Des actions collectives, orientées sur les droits et devoirs en prévention des expulsions et sur les bonnes pratiques des éco énergies, ont été mises en place pour le public fréquentant l'épicerie sociale de Libercourt et de Courrières.

Les accompagnements d'adolescents se poursuivent à la Maison des Ados !

Malgré un fonctionnement perturbé par la crise sanitaire, 987 nouvelles demandes d'accompagnement individuel ont été enregistrées et 798 rendez-vous posés, soit une augmentation de 78% par rapport à 2020. 2 260 entretiens ont été réalisés (623 de plus qu'en 2020), 975 ados et parents accompagnés soit une augmentation de 84%. Des travaux d'agrandissement de la structure sont prévus en 2022 pour répondre à la demande croissante d'accompagnements.

Vive le passeport santé pour les séniors

Dans le cadre de la méthode d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie (MAIA), l'expérimentation d'un « passeport santé », adressé aux usagers âgés, isolés et/ou souffrant de troubles cognitifs a été lancée en octobre 2021. Il s'agit d'une carte (format carte vitale) répertoriant les personnes (professionnels et/ou aidants) intervenant auprès d'un usager. Cela permet d'identifier rapidement les interlocuteurs, d'assurer la coordination des aides et d'éviter les ruptures de parcours ainsi que les démarches en doublons.

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin - Carvin
- **MDS Lens - Liévin**
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois

Légende

- ◆ Maison du Département Solidarité
- ◆ Maison du Département Solidarité - Site
- CPEF Lens-Liévin
- Territoire d'intervention des MDS
- ▨ Périmètre des sites
- Commune



Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

INCLUSION SOCIALE ET LOGEMENT	
Le revenu de solidarité active (RSA) : 11 424 allocataires du RSA	
Le fonds de solidarité logement (FSL)	
Aides accordées (accès à un logement identifié / Maintien / Eau Électricité Tél)	879
Aides recevables (Accès à un logement non identifié)	334
Les aides financières	
Aides financières d'aide sociale à l'enfance (AFASE) accordées	199
Secours d'urgence (SU) accordés	1486
Aides financières personnalisées (AFP) accordées	152
Accords du fonds d'aide aux jeunes (FAJ)	80
ENFANCE - FAMILLE	
L'aide sociale à l'enfance (ASE)	
Bénéficiaires d'une mesure d'accueil (dont placement direct et surveillance adm)	1 260
Actions éducatives à domicile, en milieu ouvert administratives et judiciaires	817
L'aide et l'accompagnement des familles	
Familles suivies dans le cadre d'une mesure familiale (TISF, AESF, AGBF, ASAP)	868
La protection maternelle et infantile (PMI)	
Enfants vus en consultation PMI	3 585
AUTONOMIE	
Personnes en situation de handicap	
Bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)	1 481
Personnes âgées	
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile	3 664
Accueil sur les territoires	
Accueils physiques, ce qui représente 11,3% des accueils de la MDS	2830
Accueils téléphoniques, ce qui représente 88,7% des accueils de la MDS	22280
Les moyens humains sur les territoires	
Agents territoriaux	260
Équivalents temps plein (ETP)	248.92

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin - Carvin
- **MDS Lens - Liévin**
- MDS du Montreuillois
- MDS du Ternois



« Les Clés pour réussir » M. Jean-Marc Tellier, vice-président insertion-RSA, à Harnes



Promotion des métiers d'assistants maternels et familiaux à la Maison des Sports à Angres

Les réalisations majeures

Une brillante semaine dédiée à l'emploi et la formation

Dans le cadre de la semaine « les Clés pour réussir », organisée avec Pôle Emploi sur tout le département, le service local allocation insertion (SLAI) de Lens-Liévin a organisé 3 journées dédiées aux métiers en tension à destination des bénéficiaires du RSA et des jeunes de moins de 26 ans.

Le 11 octobre 2021, Rodolphe Dumoulin, commissaire à la Stratégie Pauvreté, Jean-Luc Derambure, directeur territorial délégué de Pôle Emploi et Jean-Marc Tellier, vice-président à l'insertion et au RSA, ont participé à une journée consacrée à la logistique et au transport chez Main Forte, entreprise d'insertion à Harnes.

Tout au long de la semaine, plus de 200 personnes ont été reçues pour trouver un emploi ou une formation. 34% d'entre elles ont trouvé une solution à l'issue de ces rencontres.

Cette semaine a, par ailleurs, permis de renforcer les liens partenariaux entre le SLAI, les 3 agences Pôle Emploi locales, les référents RSA, les structures de l'insertion par l'activité économique (IAE), les organismes de formations et les entreprises recruteuses.

Valoriser les métiers de l'enfance et de la petite enfance et encourager les candidats à l'emploi

Face aux difficultés à trouver des candidats pour exercer le métier d'assistant familial et malgré les contraintes liées à la pandémie de Covid 19, les services de protection maternelle et infantile et de l'accueil familial enfance ont tenu à remettre en place les réunions d'information à destination du grand public.

Les partenaires locaux des mairies, des CCAS, de Pôle Emploi et du réseau de la petite enfance ont été sollicités pour relayer l'information et ont encouragé les candidats potentiels à participer à ces rencontres professionnelles et conviviales qui se sont déroulées au sein des locaux de la Maison des Sports de Angres.

Communes aux métiers d'assistants maternels et familiaux, ces rencontres ont permis de sensibiliser plus d'une cinquantaine de candidats, dont une partie a confirmé sa volonté de se diriger vers ces métiers difficiles mais passionnants.

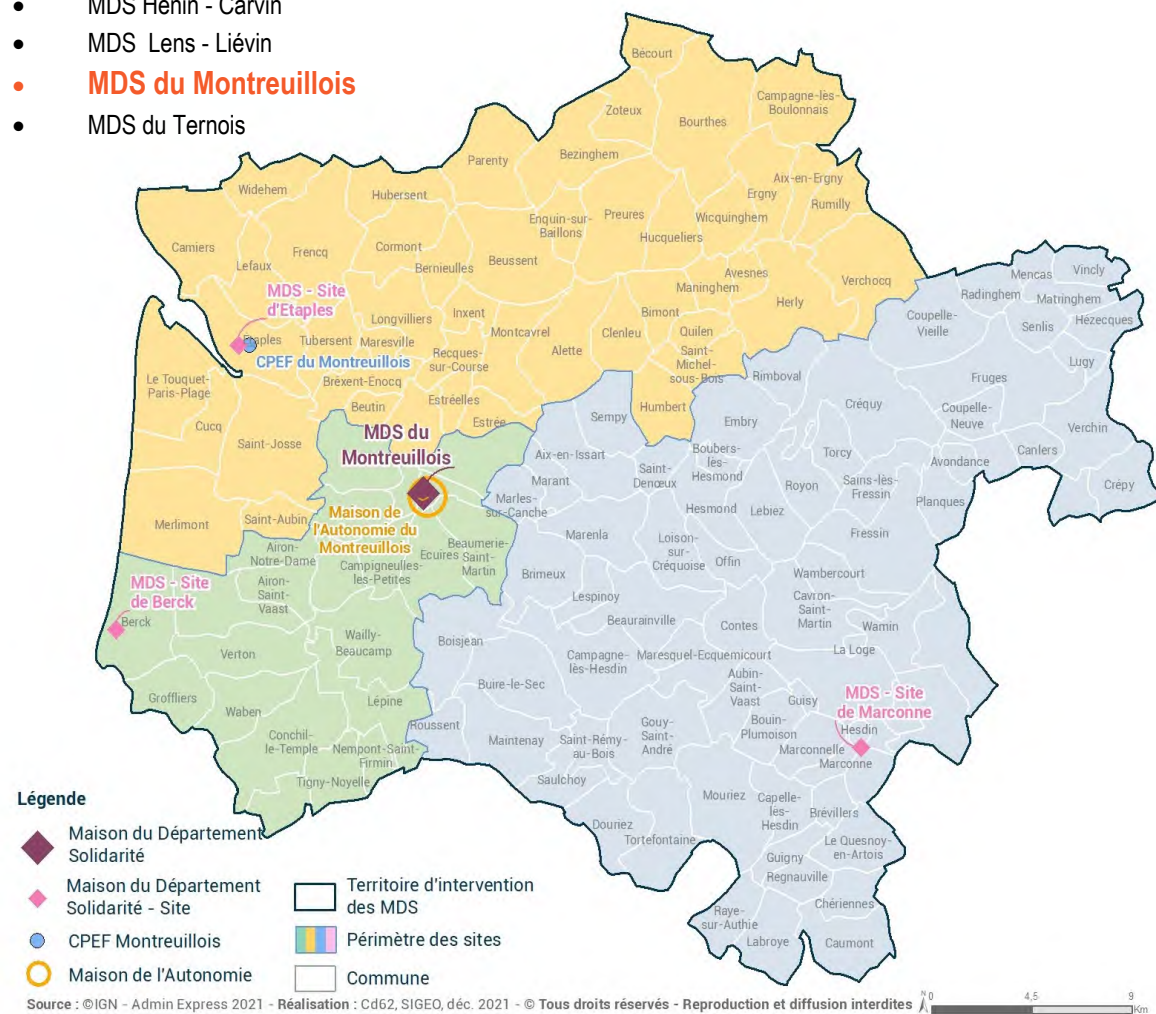
Une nouvelle organisation territoriale pour les services de la MDS

La MDS de Lens-Liévin a été réorganisée suite au déménagement de la direction de la MDS, des services territoriaux et du site de Lens 1, en janvier 2021. Ainsi, la direction, le service local allocation insertion, le service local inclusion sociale et logement et les secteurs de l'aide sociale à l'enfance ont intégré de nouveaux locaux à Liévin. Les services du site de Lens 1 (SSD, SEF, SLPMI et secrétariat) se sont, quant à eux, installés, avec leurs collègues du site de Lens 2, rue de la Perche, à Lens. Cette opération a été rendue possible grâce à la collaboration de nombreux services de la collectivité.

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin - Carvin
- MDS Lens - Liévin
- **MDS du Montreuillois**
- MDS du Ternois



INCLUSION SOCIALE ET LOGEMENT	
Le revenu de solidarité active (RSA) : 2 375 allocataires du RSA	
Le fonds de solidarité logement (FSL)	
Aides accordées (accès à un logement identifié / Maintien / Eau Électricité Tél)	239
Aides recevables (accès à un logement non identifié)	97
Les aides financières	
Aides financières d'aide sociale à l'enfance (AFASE) accordées	129
Secours d'urgence (SU) accordés	270
Aides financières personnalisées (AFP) accordées	67
Accords du fonds d'aide aux jeunes (FAJ)	24
ENFANCE - FAMILLE	
L'aide sociale à l'enfance (ASE)	
Bénéficiaires d'une mesure d'accueil (dont placement direct et surveillance adm)	498
Actions éducatives à domicile, en milieu ouvert administratives et judiciaires	210
L'aide et l'accompagnement des familles	
Familles suivies dans le cadre d'une mesure familiale (TISF, AESF, AGBF, ASAP)	285
La protection maternelle et infantile (PMI)	
Enfants vus en consultation PMI	1 584
AUTONOMIE	
Personnes en situation de handicap	
Bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)	460
Personnes âgées	
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile	3 011
Accueil sur les territoires	
Accueils physiques, ce qui représente 21,1% des accueils de la MDS	4876
Accueils téléphoniques, ce qui représente 78,9% des accueils de la MDS	18186
Les moyens humains sur les territoires	
Agents territoriaux	125
Équivalents temps plein (ETP)	117.58

Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS du Hénin - Carvin
- MDS Lens - Liévin
- **MDS du Montreuillois**
- MDS du Ternois



Les réalisations majeures

L'accueil des usagers : un travail collégial des trois secrétariats de site

Un travail de fond, inter sites et participatif, a été engagé pour proposer une organisation conforme aux attendus de la mission d'accueil et de primo évaluation. Ont été abordés, le rôle des secrétariats dans l'appui administratif aux équipes, les coopérations avec les cadres et la place des secrétariats dans les instances de la MDS. Ce travail a permis la mise en place de l'accueil social inconditionnel de proximité et de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté. Pratiques et initiatives ont été partagées et une proposition d'organisation territoriale harmonisée a été posée.

L'EPDEF : un nouveau partenaire dans le Montreuillois

Le déploiement du référentiel de l'action sociale de proximité (ASP) s'est notamment traduit par l'externalisation des visites médiatisées. L'EPDEF (Établissement public de l'Enfance et la Famille) intervient pour la première fois dans le Montreuillois et assure, depuis la rentrée de septembre, les visites médiatisées sur les 3 sites de la MDS. L'intervention de ce nouvel acteur a permis d'engager un dialogue autour des actions de prévention auprès des familles. Ainsi, en lien étroit avec la CAF et l'intercommunalité, la création d'une maison de la parentalité est en réflexion, d'autant que l'enfance et l'accompagnement des parents est un axe prioritaire de la convention territoriale globale (CTG).

Un village santé : une première dans le Quartier Politique de la Ville d'Étaples

À l'initiative du service politique de la ville de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, les différentes associations et partenaires sociaux ont installé leur stand d'information au quartier Renaissance. Une occasion pour tous, et pour le site d'Étaples implanté dans ce quartier, de communiquer autrement sur les actions de prévention. Le centre de prévention et d'éducation familiale (CPEF), la protection maternelle et infantile (PMI), le service social y proposaient des activités pour aborder des sujets sur la santé et le développement des tout-petits, la prévention des MST, le soutien à la parentalité...La bonne humeur des agents de la MDS a favorisé le lien avec les nombreux habitants.

Des dispositifs pour des réponses « sur mesure » aux jeunes décrocheurs

Le réseau FOQUALE coordonne les différentes réponses proposées en terme de prévention du décrochage scolaire des collégiens et lycéens. Cet espace permet aussi un meilleur dialogue avec l'Éducation nationale, comme en témoigne la mobilisation de la MDS lors de la formation des référents « décrochage scolaire » de l'Éducation nationale.

Consultation d'enfants : les bienfaits de la musique

Une animation musicale a vu le jour à la consultation d'enfants à la MDS de Montreuil. Elle permet aux enfants de découvrir les instruments de musique et inspire les parents surpris de constater la réceptivité aux sonorités et aux chants de leur enfant, dès le plus jeune âge et se rendent compte ainsi des compétences auditives, musicales et rythmiques de leurs très jeunes bébés. Apprécié par les parents, c'est un beau vecteur pour les professionnels de la PMI pour aborder les relations parents, enfants.

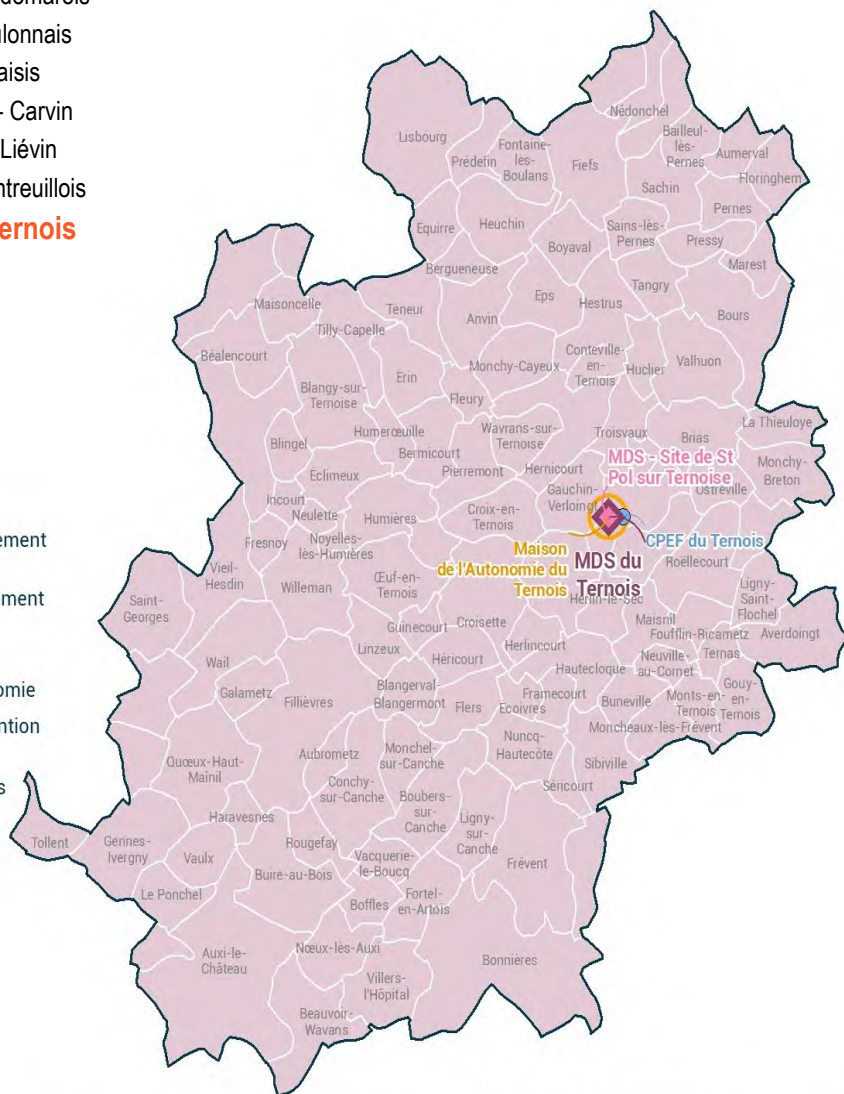
Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin - Carvin
- MDS Lens - Liévin
- MDS du Montreuillois
- **MDS du Ternois**

Légende

- ◆ Maison du Département Solidarité
- ◆ Maison du Département Solidarité - Site
- CPEF Ternois
- Maison de l'Autonomie
- Territoire d'intervention des MDS
- ▨ Périmètre des sites
- Commune



Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

INCLUSION SOCIALE ET LOGEMENT	
Le revenu de solidarité active (RSA) : 1 044 allocataires du RSA	
Le fonds de solidarité logement (FSL)	
Aides accordées (accès à un logement identifié / Maintien / Eau Électricité Tél)	74
Aides recevables (accès à un logement non identifié)	21
Les aides financières	
Aides financières d'aide sociale à l'enfance (AFASE) accordées	25
Secours d'urgence (SU) accordés	112
Aides financières personnalisées (AFP) accordées	19
Accords du fonds d'aide aux jeunes (FAJ)	1
ENFANCE - FAMILLE	
L'aide sociale à l'enfance (ASE)	
Bénéficiaires d'une mesure d'accueil (dont placement direct et surveillance adm)	229
Actions éducatives à domicile, en milieu ouvert administratives et judiciaires	81
L'aide et l'accompagnement des familles	
Familles suivies dans le cadre d'une mesure familiale (TISF, AESF, AGBF, ASAP)	156
La protection maternelle et infantile (PMI)	
Enfants vus en consultation PMI	864
AUTONOMIE	
Personnes en situation de handicap	
Bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)	167
Personnes âgées	
Bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile	1 011
Accueil sur les territoires	
Accueils physiques, ce qui représente 21,6% des accueils de la MDS	2536
Accueils téléphoniques, ce qui représente 78,4% des accueils de la MDS	9207
Les moyens humains sur les territoires	
Agents territoriaux	54
Équivalents temps plein (ETP)	50.97

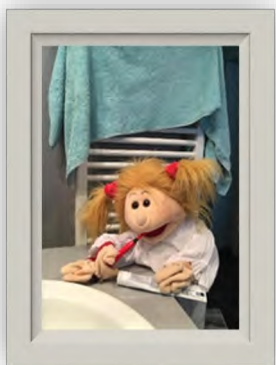
Les solidarités humaines

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Solidarités (MDS)

- MDS de l'Arrageois
- MDS de l'Artois
- MDS de l'Audomarois
- MDS du Boulonnais
- MDS du Calaisis
- MDS Hénin - Carvin
- MDS Lens - Liévin
- MDS du Montreuillois
- **MDS du Ternois**



Mise en situation et dialogue avec les adolescents



Nana :
Bien se brosser les dents c'est important

Les réalisations majeures

La convention territoriale globale, outil de prévention

Le partenariat entre le Département, la CAF, la MSA et la communauté de communes du Ternois constitue, depuis 4 ans, un levier efficace pour agir en matière de prévention auprès de nombreux publics.

La semaine de l'adolescence au collège d'Heuchin, savoir vivre ensemble et estime de soi au programme

Cette semaine a permis d'aborder de façon ludique et active, le savoir-vivre ensemble et l'estime de soi et de l'autre, l'usage des écrans et leur impact sur nos relations familiales, ou encore le harcèlement. Autant de sujets sur lesquels les jeunes sont invités à s'exprimer et à trouver, avec les adultes à leurs côtés, des réponses à leurs questionnements.

La semaine des maternelles ou l'accompagnement à la fonction parentale

La semaine des maternelles organisée au printemps au sein de 4 écoles du territoire : Auxi-le-Château, Bonnières, Pernes-en-Artois, La Thieuloye, a permis de faire connaître aux parents les nombreux soutiens mobilisables pour les accompagner dans leur fonction parentale.

A cette occasion, les missions et services des différents partenaires (MSA, CAF, APRIS, APF, Ternois.Com, Dys-ternois, CAMSP, ADMR, MDS du Ternois et en particulier le service de PMI) ont été présentés.

Compte-tenu de la crise sanitaire, les échanges ont eu lieu par l'intermédiaire de l'ENT des écoles. Les enfants et leurs parents ont été invités à se rendre chaque jour sur l'ENT pour retrouver Nana en photo dans une situation de la vie quotidienne (hygiène, alimentation, loisirs, sommeil, émotions). Des informations thématiques avec des liens hypertexte vers les sites des partenaires étaient également mises à disposition.

Les brigades solidaires : la restauration recrute, des bénéficiaires du RSA et des jeunes s'engagent

La préparatoire aux métiers de l'hôtellerie-restauration s'est déroulée du 4 octobre 2021 au 23 janvier 2022 à Ramecourt près de Saint-Pol et a concerné 8 bénéficiaires du RSA et jeunes de moins de 26 ans.

L'objectif était de découvrir et valider un projet professionnel autour de l'hôtellerie (service d'étage, maintenance...) et de la restauration (service en salle et commis de cuisine) grâce à la découverte des métiers de l'hôtellerie-restauration et des immersions en entreprises. Une méthode de travail active, ouverte et à distance, du coworking, des mises en situation virtuelles de services et de production qui ont débouché sur une certification CléA. Sur ce secteur en tension, les résultats sont encourageants : 1 personne a signé un CDD/CIE de 6 mois, 3 autres ont décidé de poursuivre leur parcours en intégrant « l'école des chefs » et 2 d'entre elles ont pour projet d'ouvrir un restaurant solidaire.



LES RÉUSSITES CITOYENNES

Servir à l'émancipation et à l'accomplissement de tous

- 48 Accompagner les collégiens dans leur parcours
- 50 Accroître l'accès à la culture et au sport
- 52 Préserver notre histoire et notre patrimoine
- 54 Développer l'inclusion numérique auprès des habitants

↳ citoyenneté au plus proche des territoires

- 56 Cartographie des structures et des professionnels au service des réussites citoyennes



Le Département œuvre à l'émancipation et à l'accomplissement des habitants à tous les stades de la vie. Il conduit ainsi de nombreuses politiques volontaristes en matière d'éducation, de culture et de sport. Il œuvre également à la promotion et au développement de l'économie sociale au travers du budget citoyen notamment. Enfin, pour répondre aux défis de la fracture numérique mise en évidence par la crise sanitaire, il conduit une action dynamique de soutien et d'inclusion numérique. L'objectif de ces actions passe à l'échelle départementale de développer un réseau de professionnels et un accompagnement personnalisé.

Le Département développe des actions citoyennes, au plus près des habitants, au cœur des territoires. Mais que ce soit optimiser les conditions de la réussite et l'accès à toute forme d'activité nécessitant une aide développée au plus proche des usagers vulnérables ou le plus grand service aux habitants des villes ou des villages.



Les réussites citoyennes

Accompagner les collégiens dans leur parcours

Accroître l'accès à la culture et au sport

Préserver notre histoire et notre patrimoine

Développer l'inclusion numérique auprès des habitants

Les chiffres clés de l'accompagnement des collégiens

Budget enseignement 2021

Fonctionnement : **90 672 318,09 €**

Investissement : **51 705 323,35 €**

Nombre de collégiens : **75 666**

61 694 pour les 125 collèges publics ;

13 972 pour les 32 collèges privés.

Ressources humaines : **49 millions M €**

1 195 agents, dont 1 139 adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (ATTEE), affectés dans les collèges publics, et 12 brigadistes cuisiniers.

Insertion par l'emploi : **4,6 M €** (parcours emploi compétence - PEC - et marché de service de réinsertion sociale et professionnelle).

Aide à la restauration scolaire : **2,7 M €**

Projets éducatifs : **761 780 €**

Dotations de fonctionnement : **12 059 359 €**

(DGF + dotations complémentaires).

Un Département qui assure le fonctionnement et l'équipement des collèges publics et des établissements d'enseignement privés sous contrat d'association avec l'État et la gestion des personnels ATTEE

Il met tout en œuvre pour que les collégiens y soient accueillis dans des conditions optimales et les accompagne dans leur parcours.

Les 157 collèges publics et privés du Pas-de-Calais sont dotés des moyens nécessaires à leur bon fonctionnement pour contribuer à la réussite des collégiens.

Gérer les collèges publics, une mission essentielle du Département

Les moyens dédiés aux 125 collèges publics concernent :

- ◆ la dotation globale de fonctionnement (DGF) et les dotations complémentaires;
- ◆ les personnels ATTEE, les suppléances par des associations intermédiaires, les parcours emploi compétence (PEC) ou le marché de service de réinsertion sociale et professionnelle;
- ◆ une équipe de 12 brigadistes pour le remplacement de personnels de restauration en arrêt maladie;
- ◆ les utilisations de locaux extérieurs (exemple salles de sport);
- ◆ les utilisations de demi-pensions par les communes;
- ◆ les dotations en équipements de restauration ne nécessitant pas de travaux associés;
- ◆ les aides à la restauration pour les élèves boursiers;
- ◆ les projets éducatifs;
- ◆ les équipements numériques.

Verser une aide financière aux collèges privés

Les moyens dédiés aux collèges privés sont encadrés par une convention de trois ans, définissant les dotations attribuées aux collèges privés à partir des dépenses réalisées pour les collèges publics. Le forfait d'externat versé aux établissements d'enseignement privés sous contrat d'association avec l'État pour 2021 s'élève au total à 9 449 747 € (3 378 493,00 € de part matériel et 6 071 254,00 € de part personnel).

Le financement de cette contribution intègre une compensation de l'État de 3 033 805,62 € au titre de la " part personnel " et de 2 351 975 € pour la " part matériel ", soit un montant global de 5 385 780 €.

La participation du Département du Pas-de-Calais au fonctionnement des collèges privés s'est donc élevée pour l'exercice 2021 à 4 063 966 €.

Les réussites citoyennes

Accompagner les collégiens dans leur parcours

Accroître l'accès à la culture et au sport

Préserver notre histoire et notre patrimoine

Développer l'inclusion numérique auprès des habitants



Les réalisations majeures

La restauration scolaire, faciliter l'organisation du service et la politique d'alimentation durable

L'année 2021 a été marquée par la poursuite de la modernisation des services de restauration au travers de deux dispositifs :

- ◆ la finalisation de la mise en place du logiciel de gestion de la restauration scolaire Easylis au sein des cuisines centrales et des cuisines autonomes, qui s'est concrétisée par un accompagnement des 10 premières demi-pensions équipées au paramétrage du logiciel, et par la formation des adjoints-gestionnaires et du personnel de restauration (143 agents de restauration et 82 adjoints gestionnaires formés à la prise en main de l'outil), permettant le lancement du logiciel dans toutes les demi-pensions au 1er janvier 2022. Cette généralisation permet d'analyser l'évolution des achats alimentaires et de disposer d'une base de données centralisée des producteurs et de réduire les déchets ;

- ◆ la dotation en TurboSelf de 10 demi-pensions, dans les conditions prévues par la délibération du 20 septembre 2021; cet équipement permet de faciliter l'organisation du service de restauration.

L'année 2021 a également été marquée par la création d'un service restauration scolaire afin de répondre aux enjeux, notamment, de la politique d'alimentation durable.

L'accompagnement de proximité des équipes ATTEE

Le Département assure l'autorité hiérarchique des personnels exerçant leurs missions dans les établissements. L'adjoint gestionnaire est chargé, sous l'autorité du chef d'établissement, des relations avec la collectivité territoriale pour les questions techniques et il organise le travail des personnels ATTEE. Aussi, les enjeux pour la collectivité et ses personnels résident dans la bonne articulation de ces deux autorités, et suppose une claire répartition des compétences. A ce titre, la mission de conseil et d'accompagnement des collectifs s'est poursuivie sur une dizaine d'établissements.

Par ailleurs, les actions engagées relatives à la prévention et la lutte contre l'usure professionnelle se sont poursuivies, avec notamment l'accompagnement du déploiement de la méthode de pré imprégnation et l'écriture de référentiels métiers. Dans le cadre de son action de proximité et de communication avec les personnels ATTEE, le Département a poursuivi sa stratégie de valorisation des personnels ATTEE au travers de l'intranet et d'un espace dédié aux ATTEE.

Une politique éducative et numérique volontariste au service de la réussite des collégiens

Le Département partage, avec les équipes des collèges, une réelle ambition pour l'éducation et a engagé une politique volontariste innovante pour l'épanouissement des élèves et la construction du jeune citoyen. Cette démarche s'est naturellement adaptée au cours des différentes phases de la crise sanitaire. Dans le domaine du numérique, le Département a poursuivi la mise en œuvre de la charte de service numérique, qui se veut être un outil de dialogue et d'échanges permettant de prendre en compte tous les aspects du numérique dans un collège et de créer une dynamique partenariale. Elle se traduit par le renouvellement des ordinateurs et une appropriation renouvelée des enjeux liés à la mobilité.

Les réussites citoyennes

Accompagner les collégiens dans leur parcours

Accroître l'accès à la culture et au sport

Préserver notre histoire et notre patrimoine

Développer l'inclusion numérique auprès des habitants

Les chiffres clés des politiques culturelle et sportive

20M€ en fonctionnement et **6.5M€** d'investissement

Soutien aux structures culturelles : **9** centres culturels de rayonnement départemental, **13** territorial, **26** local, **6** soutiens à l'équipement des lieux culturels

Soutien aux artistes, créations et projets avec la population : **141** aides aux projets culturels, **30** à la création en spectacle vivant, **9** cibles missionnées ou implantées

Soutien à la diffusion culturelle : **42** diffusions de proximité, **9** saisons culturelles intercommunales, 1 saison culturelle départementale

Schéma départemental des enseignements et des pratiques artistiques : **73** écoles (7 ressources 10 associées, 56 hors réseau) - **19 202** élèves, **15** orchestres au collège - **300** élèves, **111** sociétés musicales

Plan lecture publique : **42** aides

Soutien aux structures sportives : 207 actions des comités départementaux soutenues, 161 manifestations sportives soutenues

Clubs de haut niveau : **69** clubs et **7** clubs structurants — **19** sportifs membres de l'équipe olympique et paralympique du Pas-de-Calais

Les orientations stratégiques départementales visent à accompagner le développement et l'aménagement des territoires, à favoriser l'épanouissement et l'émancipation de tous par la culture ou le sport et à offrir les conditions de la réussite éducative à la jeunesse du Pas-de-Calais.

Affirmation de la responsabilité culturelle et sociétale du Département dans l'accompagnement de chaque individu sur le chemin de l'épanouissement humaniste et citoyen avec :

- ◆ le déploiement de la politique culturelle volontariste « Pas-de-Calais, passeur de cultures 2016-2021 » ;
- ◆ le développement de la lecture publique, compétence obligatoire transférée au Département depuis 1986 ;
- ◆ l'enseignement et la pratique artistique amateur en musique, danse et art dramatique, compétence obligatoire transférée au Département en 2004 : mise en œuvre du schéma départemental de développement des enseignements artistiques ;
- ◆ le développement d'une saison culturelle départementale, nourrie par la valorisation de l'accompagnement départemental des acteurs culturels et par l'opérationnalité culturelle directe du Département ;
- ◆ la sensibilisation des habitants du Pas-de-Calais à la culture britannique et à l'histoire de la relation franco-britannique au château d'Hardelot. Il propose une programmation culturelle, historique, patrimoniale et vivante, rythmée de grands temps forts. Il participe, ainsi, au maillage d'une offre culturelle pluridisciplinaire, accessible à tous et de proximité, avec une attention toute particulière pour les publics des solidarités et aux collégiens.

La mise en œuvre d'une politique, essentiellement volontariste, en matière de sport, qui repose sur les 3 piliers suivants :

- ◆ le sport pour tous, y compris le sport scolaire ;
- ◆ le sport, vecteur de développement territorial ;
- ◆ les sports de nature. La loi confie aux Départements une compétence en matière de « gestion et de développement maîtrisé des sports de nature ».

Les réussites citoyennes

Accompagner les collégiens dans leur parcours

Accroître l'accès à la culture et au sport

Préserver notre histoire et notre patrimoine

Développer l'inclusion numérique auprès des habitants



Les réalisations majeures

Le Pass'62 : pour un soutien à la pratique sportive des collégiens

Durant la pandémie, le Département a souhaité, avec ses moyens, amortir la crise. Les mesures prévues dans le cadre de la politique sportive départementale ont continué d'être activées, les contacts avec les partenaires ont tous été maintenus et des mesures de relance ont été prises à l'été 2021 pour soutenir l'emploi sportif.

Ainsi, le Département a contribué à aider au redémarrage espéré en septembre 2021 par la création d'un dispositif d'aide à la prise de licence pour les élèves du Pas-de-Calais scolarisés en 6^{ème} et en 5^{ème}. Il s'agit plus particulièrement de soutenir la prise en charge d'une adhésion à une association sportive du territoire à hauteur de 15 €.

Un appel à manifestation d'intérêt « Sport - Héritage et handicap »

Le Département du Pas-de-Calais a été sélectionné avec 3 autres départements pour élaborer un guide sur la thématique du sport et du handicap. Entre juin et novembre 2021, des ateliers de travail organisés dans les Départements retenus, ont mobilisé de nombreux partenaires (services du Conseil départemental, référents régionaux du CPSF, fédérations & comités sportifs, organismes gestionnaires d'établissements médico-sociaux, acteurs du sport scolaire...) Cette concertation territoriale a poursuivi un double objectif :

1. Accompagner les « écosystèmes » territoriaux à bâtir un programme d'action local en faveur du développement du parasport au niveau départemental ;
2. Identifier des enjeux communs aux départements, et, ce faisant, dégager des perspectives de développement du parasport pour les Conseils départementaux.

Les retours d'expériences et bonnes pratiques en faveur du développement des « politiques sport et handicap » des Conseils départementaux qui ont pu être partagés lors de ces ateliers constituent ainsi la matière première du présent guide.

Les sports de nature, une thématique stratégique pour le Département

La séance plénière de réinstallation de la commission départementale des espaces, sites et itinéraires (CDESI) organisée le 13 décembre 2021 confirme la place stratégique allouée à la thématique des sports de nature. Le nombre d'ESI inscrits et classés au plan départemental a doublé à l'issue de l'appel à projets 2021.

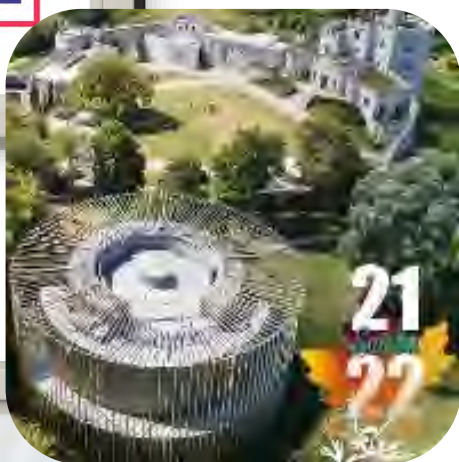
Les réussites citoyennes

Accompagner les collégiens dans leur parcours

Accroître l'accès à la culture et au sport

Préserver notre histoire et notre patrimoine

Développer l'inclusion numérique auprès des habitants



Les réalisations majeures

Maintenir absolument l'accès à la culture pour tous

Dans un contexte de crise sanitaire où les protocoles succédaient aux confinements, le Département a poursuivi son action culturelle avec une saison 20-21 qui n'aura pas été blanche, grâce à de perpétuelles adaptations : représentations en collèges augmentées pour éviter mélanges et déplacements interdits, interventions d'artistes en structures médico-sociales multipliées auprès de groupes de moins de 6 personnes, qui ont permis de maintenir un accès à la culture, si nécessaire au moment où la plupart des centres culturels étaient clos.

A partir de l'analyse des besoins du territoire, avec leurs habitants et leurs acteurs, cette saison si particulière s'est traduite par 164 représentations et actions pluridisciplinaires auprès des publics, auprès de 39 communes dans l'intégralité des EPCI et des territoires, avec 64 partenaires dont 43 collèges et 12 acteurs médicosociaux ; 30 compagnies mobilisées, dont 22 des Hauts-de-France et 6 du Pas-de-Calais, pour 4 327 bénéficiaires.

« Habata, immersion virtuelle dans le quotidien de nos ancêtres »

L'exposition temporaire présentée à la Maison de l'Archéologie valorise les découvertes récentes sur les âges de métaux (2500 à 250 avant J.-C.). Elle utilise les nouvelles technologies, notamment un dispositif innovant de réalité virtuelle qui permet aux visiteurs de pénétrer dans une maison ronde de l'âge du bronze et d'observer les habitants dans leurs activités quotidiennes.

Les réussites citoyennes

Accompagner les collégiens dans leur parcours

Accroître l'accès à la culture et au sport

Préserver notre histoire et notre patrimoine

Développer l'inclusion numérique auprès des habitants

Les chiffres clés de la politique mémorielle et patrimoniale

Archéologie:

26 diagnostics réalisés sur près de 62 hectares

5 fouilles préventives réalisées

2 200 visiteurs de l'exposition « *Habata, immersion virtuelle dans le quotidien de nos ancêtres* »

Animation archéologie pour **3 000** élèves

Conseil et contrôle scientifique et technique archives : **104** visites et inspections, 10 actions de formation, sensibilisation à l'archivage électronique et audit de projets de dématérialisation.

Accroissement des fonds d'archives :

◆ entrées dans l'année : 95,50 ml (71,20 ml en 2020);

◆ fonds conservés cumulés : 36 905 ml.

Patrimoine et biens culturels :

3,255 M€ d'AP pour **27** monuments et **10** objets (protégés et non protégés au titre des Monuments Historiques);

30 suivis de chantiers et ingénierie auprès des communes

La mise en œuvre d'un service opérationnel en archéologie dont les trois missions principales sont les opérations d'archéologie préventives, la médiation auprès de tous les publics, la conservation du patrimoine

Les ambitions du Département visent à :

- ◆ favoriser l'accès du patrimoine archéologique au plus large public, grâce, notamment, aux expositions temporaires et aux projets pédagogiques menés dans les collèges;
- ◆ accompagner le développement et l'aménagement des territoires et apporter des réponses opérationnelles en archéologie préventive, adaptées aux projets stratégiques départementaux et territoriaux ; la Maison de l'Archéologie réalise des diagnostics archéologiques et des fouilles préventives prescrits par l'État;
- ◆ conserver les objets archéologiques découverts dans le département au sein du centre de conservation et d'étude archéologiques, conventionné avec l'État. Cette structure accueille des étudiants et des chercheurs qui viennent consulter ce patrimoine unique.

Une politique mémorielle volontariste, associant étroitement l'ensemble des territoires, et pouvant s'appuyer sur des axes spécifiques annuels ou pluriannuels définis en fonction du calendrier des commémorations

Mais également la volonté de permettre à chacun de connaître la diversité et la richesse historique du Pas-de-Calais, répondre à la demande sociale d'information (familiale, citoyenne), partager avec tous les publics les fonds d'archives dont il est le dépositaire.

Les archives départementales cumulent les compétences d'un service administratif généraliste et celles d'un établissement culturel et scientifique.

Une politique patrimoniale volontariste

La restauration et la valorisation des biens culturels dans le cadre d'une politique patrimoniale volontariste : le patrimoine culturel est entendu comme un élément structurant des identités territoriales et comme un vecteur économique et touristique indéniable.

Les réussites citoyennes

Accompagner les collégiens dans leur parcours

Accroître l'accès à la culture et au sport et préserver notre histoire

Développer l'inclusion numérique auprès des habitants

Les chiffres clés de L'inclusion numérique

2 500 ordinateurs portables pour les collégiens.

50 000 chèques pass numériques (période 2021-2023).

Le THD des prévisions dépassées...

281 802 prises déployées dans les communes

144 033 prises raccordées chez l'habitant (51% de taux de raccordement)

427 583 heures d'insertion

17,5M€en investissement

3M€en fonctionnement.

La crise sanitaire a accéléré la dématérialisation des procédures des services publics. Cependant, cette digitalisation accrue pose la question de la fracture numérique et de la rupture d'égalité d'accès aux droits. Pour accompagner la population, qui en est éloignée, vers l'autonomie numérique, le Département s'est inscrit dans une stratégie globale d'inclusion numérique en s'appuyant sur la délibération « pour un numérique inclusif dans le Pas-de-Calais », adoptée en juillet 2020.

Prêt de matériel informatique aux collégiens et à leurs familles

Les confinements consécutifs ont profondément modifié les pratiques pédagogiques au sein des collèges, s'ouvrant de plus en plus au numérique. Cette situation renforce indéniablement les inégalités entre les enfants dont certains ne peuvent avoir accès à un ordinateur au domicile. Depuis 2020, le Département a donc fait le choix de prêter des ordinateurs aux collégiens afin d'assurer la continuité pédagogique et maintenir un lien entre les professeurs, les élèves et les parents. Cette initiative s'est poursuivie en 2021.

Accompagner les habitants dans l'acquisition de compétences numériques, le pass numérique !

En complément de l'action du Département en matière d'infrastructure, de réseaux et d'équipements, la collectivité s'est également engagée en 2021 dans la mise en place d'un dispositif d'accompagnement pour les personnes les plus éloignées du numérique. Ce dispositif se matérialise par des carnets de plusieurs chèques d'une valeur faciale de 10€, conçus sur le modèle des titres-restaurants. Il permet d'accéder à des services d'accompagnement sur les compétences numériques essentielles.

2021 l'année du déploiement du THD en zone publique

Le Département du Pas-de-Calais est engagé depuis plusieurs années dans le Syndicat mixte La Fibre Numérique 59 62 pour le déploiement du très haut débit (THD), sur la zone d'initiative publique (zone peu peuplée où les opérateurs privés n'ont pas déployé la fibre) afin de garantir l'équité territoriale à l'égard des zones privées, elles, desservies par les opérateurs.

Le très haut débit permet aux usagers d'accéder au « triple play » (internet, télévision et téléphonie), et de bénéficier des nombreux usages numériques évolutifs : télétravail, télémédecine, démarches administratives, plateformes éducatives et culturelles, clic & collect, etc. Il permet de répondre à certaines actions identifiées dans le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP). La phase de construction du réseau THD sur la zone publique est désormais terminée, et laisse place à la phase d'exploitation pour une durée de 20 ans. L'ensemble des usagers en zone publique a donc la possibilité de souscrire une offre internet fibre auprès de 9 fournisseurs d'accès Internet.

Les réussites citoyennes

Accompagner les collégiens dans leur parcours
Accroître l'accès à la culture et au sport et préserver notre histoire
Favoriser l'économie sociale et solidaire

Développer l'inclusion numérique auprès des habitants



Remise d'ordinateur aux parents d'un collégien - Maison du Département Solidarités—Lens/Liévin

Formation à l'usage du numérique à la maison de quartier de Bully-Les-Mines— 7 /12/2021



Accompagnement d'un usager au cyberspace DIID
(crédit photo : Catherine Fluzin)

Les réalisations majeures

2000 ordinateurs portables à destination des collégiens et leurs familles

Ces ordinateurs ont été prêtés en 2021, aux familles de collégiens, identifiées par les services sociaux du Département et leurs partenaires et par les équipes éducatives des collèges. Un travail collaboratif entrepris entre les différents pôles du Département, avec l'appui des Maisons du Département Solidarités (MDS) et leurs partenaires, a été mené sur chacun des territoires.

Le pass numérique, de l'étude des besoins à leur satisfaction, une réussite collective !

Un diagnostic partagé a été réalisé au niveau départemental, afin d'identifier les lieux ressources et les partenaires, et proposer un accompagnement adapté et territorialisé dans le cadre du déploiement du pass numérique.

Remise de 400 chèques pass numériques

D'une valeur de 100€, ces chèques ont été remis aux bénéficiaires du RSA, pour suivre des parcours de formation numérique adaptés.

Accompagner les habitants vers l'autonomie ...

Un accompagnement de la population, dans le cadre de ses démarches administratives, sa recherche d'emploi (lutte contre l'illectronisme, point d'accès à internet et accompagnement), en salle de lecture et au sein du cyberspace a été parallèlement entrepris pour faire de ce projet une réussite.

Les réussites citoyennes au plus proche des habitants et des partenaires, Des professionnels et des structures auprès des populations



Les femmes et les hommes du Pôle Réussites Citoyennes, dans la diversité des compétences et des métiers, réunis autour de valeurs communes, contribuent aux services publics de l'éducation, de la culture et du sport.

Sur leurs 140 lieux de travail, au premier rang desquels les collèges, chez les partenaires, au sein des médiathèques ou lors des manifestations sportives, culturelles, des spectacles, concerts, événements, expositions, ils sont dans la proximité avec l'utilisateur voulu par les élus départementaux, ils créent chaque jour les conditions d'un épanouissement du citoyen et d'un mieux vivre ensemble.



L'année 2021, marquée par le contexte de crise sanitaire, se traduit par la volonté de maintenir les dispositifs auprès des usagers et partenaires, et d'engager des mesures de relance innovantes.

La citoyenneté au plus proche des territoires

- **Le territoire de l'Arrageois**
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois

Thématiques et territoires d'affectation des chargés de mission PRC

Territoire (forme)

- Arrageois
- Artois
- ▲ Audomarois
- ▼ Boulonnais
- ★ Calaisis
- ◆ Lens-Hénin
- ⊕ Montreuillois-Ternois

Thématique (couleur)

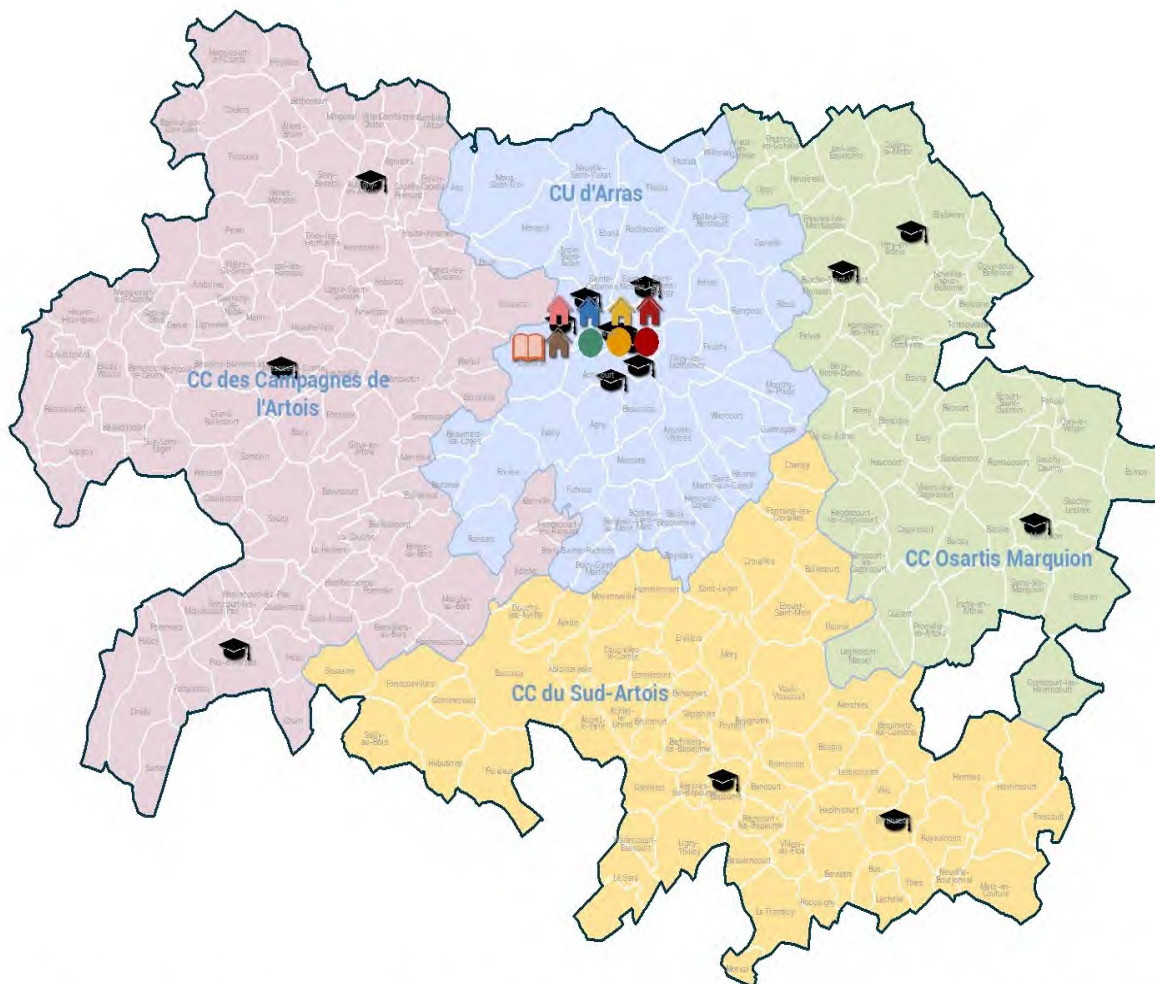
- Education
- Sport
- Culture

- Médiathèque Départementale
- Maison de l'Archéologie
- Direction de l'Education et des Collèges
- Direction des Affaires Culturelles
- Direction des Archives Départementales
- Service des Archives Contemporaines
- Collège

Territoire d'intervention du département

EPCI

Commune

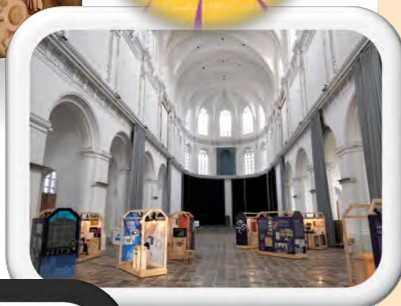


Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

2021 ... Un engagement fort sur le patrimoine permet de valoriser la richesse du territoire.

Les réussites citoyennes

- **Le territoire de l'Arrageois**
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire de Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois - Ternois



Les réalisations majeures

Opérations de fouilles préventives sur la base aérienne 103

Deux fouilles préventives ont été réalisées pour le compte de la communauté de communes Osartis-Marquion sur le site de l'ancienne base aérienne 103 à Épinoy. Sous le tarmac, les archéologues ont mis au jour des vestiges allant du mésolithique à la période gallo-romaine. Une ferme de l'âge du fer (-800 à -52) comprend un grand bâtiment d'habitation ainsi que des fours à pierres chauffées. L'occupation antique est quant à elle caractérisée par des bâtiments d'habitations, une nécropole du 4^e siècle très richement dotée ainsi qu'un bâtiment énigmatique construit avec des grandes dalles de grès. A la fin des fouilles, l'aménagement d'un grand parc logistique prometteur d'emploi pour le territoire a été démarré.

Une immersion dans le quotidien de nos ancêtres ... Habata

En 2021, malgré les conditions sanitaires complexes, près de 1100 visiteurs ont visité l'exposition « Habata, immersion virtuelle dans le quotidien de nos ancêtres », à la Maison de l'Archéologie.

Une saison culturelle et des expositions temporaires

Portrait des habitants de la ville de Croisilles par la compagnie HVDZ du 13 au 21 novembre: les artistes de la compagnie sont partis à la rencontre des habitants de la ville durant leur semaine de résidence pour collecter des récits et des vidéos qui ont constitué la matière principale du spectacle de restitution. Partenaires : ville de Croisilles, CCAS, EHPAD, associations, CAES, habitants, école primaire.

3 expositions temporaires, telle que l'exposition « histoire d'elles » au collège François Mitterrand d'Arras en octobre. Cette exposition a voyagé à travers le département, à la rencontre des collégiens. Elle leur a permis d'apprécier l'évolution du statut de la femme à travers les décennies et de se questionner sur l'égalité femme - homme, voire les inciter à de nouvelles remises en cause pour justement accéder à l'égalité entre les êtres humains.

Le soutien d'un membre de l'équipe olympique aux JO de TOKYO

Adrien BART est céiste, licencié à l'ASL canoë-kayak Grand Arras et membre de l'équipe olympique et paralympique. Il a participé aux Jeux Olympiques de Tokyo en 2021. Il a terminé à la 4^{ème} place en finale du C1 1000 m. Ce club de canoë-kayak est également soutenu au travers d'un contrat de progrès; contrat qui développe de nombreuses actions citoyennes, en plus de former des grands champions : stages d'initiation pour les jeunes et notamment du public suivi par la Maison du Département Solidarité, des créneaux pour les femmes atteintes du cancer, l'organisation de la fête de l'eau en Val de Scarpe,...

Restaurer un patrimoine non-protégé, une mission du Département, au titre du plan d'intérêt départemental

En matière de patrimoine et de biens culturels, le Département renforce, notamment, l'accompagnement des actions de sauvegarde, de restauration et de valorisation du patrimoine architectural. Le patrimoine culturel constitue, en effet, un élément structurant des identités territoriales. A ce titre, l'intérieur de l'église Saint-Martin de Vis-en-Artois a fait l'objet d'une restauration.

La citoyenneté au plus proche des territoires

- Le territoire de l'Arrageois
- **Le territoire de l'Artois**
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire de Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois - Ternois

Thématiques et territoires d'affectation des chargés de mission PRC

Territoire (forme)

- Arrageois
- Artois
- ▲ Audomarois
- ▼ Boulonnais
- ★ Calaisis
- ◆ Lens-Hénin
- ⊕ Montreuillois-Ternois

Thématique (couleur)

- Education
- Sport
- Culture

📖 Médiathèque Départementale

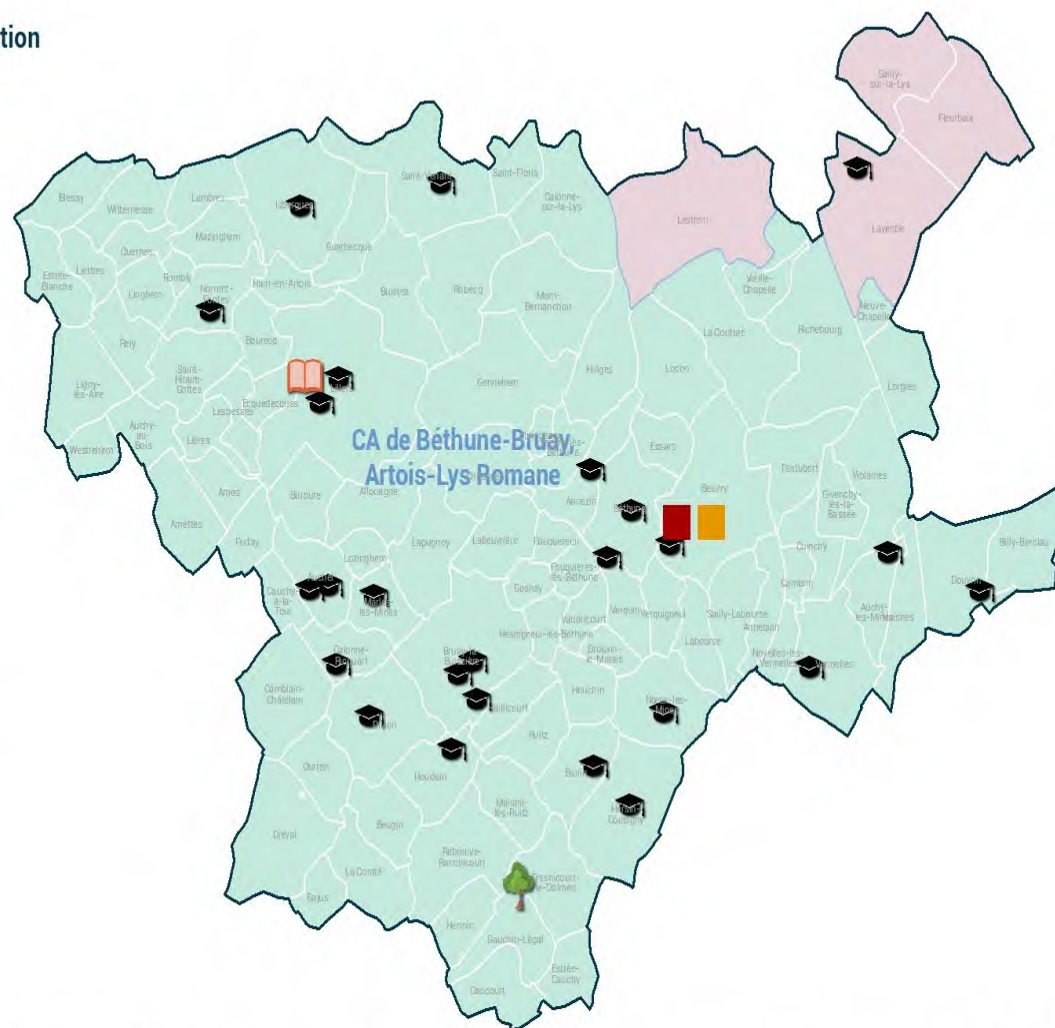
🌳 Parc d'Olhain

🎓 Collège

▭ Territoire d'intervention du département

▭ EPCI

▭ Commune



Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

2021 ...Territoire du bassin minier, le nombre de collégiens implique un engagement fort du Département. Les nombreux projets éducatifs, culturels et sportifs permettent à ces jeunes de favoriser leur émancipation et leur épanouissement.

Les réussites citoyennes

- Le territoire de l'Arrageois
- **Le territoire de l'Artois**
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire de Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois - Ternois



Les réalisations majeures

Des spectacles pour apprendre et apprécier l'art sous un autre angle ...

Le Département a à cœur de sensibiliser les enfants à la culture et au spectacle vivant, dès le plus jeune âge. Il a conclu avec la direction régionale des affaires culturelles un contrat Département lecture itinérance afin, notamment, de développer l'action culturelle dans les médiathèques du territoire. Diverses opérations, ont ainsi été imaginées, dont une, autour de l'éveil artistique et culturel des tout-petits. Ce spectacle, dédié à la petite enfance est totalement en adéquation avec cette volonté de sensibilisation. Il se joue dans des lieux tels que des médiathèques, crèches ou écoles...et d'autres territoires, comme le Calaisis ou l'Arrageois. 4 ateliers et représentations du spectacle de danse *Papiers 1* de la cie « En lacets », à destination des assistantes maternelles et des enfants, se sont déroulés les 13 et 14 octobre et les 2 mercredis précédents, à Drouvin-le-Marais. Partenaires : relais petite enfance du Sivom du Béthunois.

Spectacle chorégraphique *métamorphose* (avec bord plateau, 6h d'atelier par collège, puis 2h de tournage, puis 1h de spectacle avec diffusion de la vidéo) en mai, juin et le 7 décembre avec 5 collèges de l'Artois (George Sand à Béthune, Albert Debayre à Beuvry, Camus et Signoret de Bruay-la-Buissière et Sévigné à Auchel). Dans le cadre de la saison culturelle départementale et du schéma des enseignements et pratiques artistiques du Département, le conservatoire communautaire de Béthune Bruay et l'école de danse d'Auchel se sont associés autour d'un projet commun et accueillent ensemble la master class proposée par le Centre Chorégraphique National. Avec ce projet, le Département croise les différents enjeux de sa politique en matière d'offre culturelle. Avant le spectacle, était projeté le film réalisé en juin avec des élèves des 5 collèges suite aux ateliers suivis avec le Ballet du Nord. Les 4 danseuses se sont prêtées au jeu du « bord plateau » afin de répondre aux questions de type : "est-ce dur de retenir la chorégraphie ?" "depuis quand faites-vous de la danse ?" "depuis quand vous connaissez-vous ? ... Partenaires : école de musique et de danse d'Auchel, Ciné-Théâtre d'Auchel, Cité des électriciens de Bruay-la-Buissière...

Atelier cuisine au collège Jean Moulin de Barlin, échanger, considérer l'autre, changer sa vision des choses, le tout en une « école ouverte » pleine de sens !

Le collège Jean Moulin de Barlin a organisé des journées « école ouverte » pendant les vacances scolaires d'automne. Divers ateliers ont été organisés dont l'atelier pâtisserie encadré par le chef de production et son équipe. C'est dans une bonne ambiance que les élèves ont pu réaliser des petits sablés sur le thème d'Halloween (avec le souci des détails) et apprécier de travailler avec « le » chef de production. Ainsi, ils ont pu voir l'envers du décor, les méthodes de confection, le matériel utilisé. Le respect, l'écoute des consignes, les échanges ont modifié la vision de nos jeunes cuisiniers en herbe sur les agents de restauration.

Cette initiative permet d'apprécier l'implication de nos chefs vis-à-vis des jeunes et ce moment de partage permettra, peut-être, d'assurer la relève.

La citoyenneté au plus proche des territoires

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- **Le territoire de l'Audomarois**
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire de Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois - Ternois

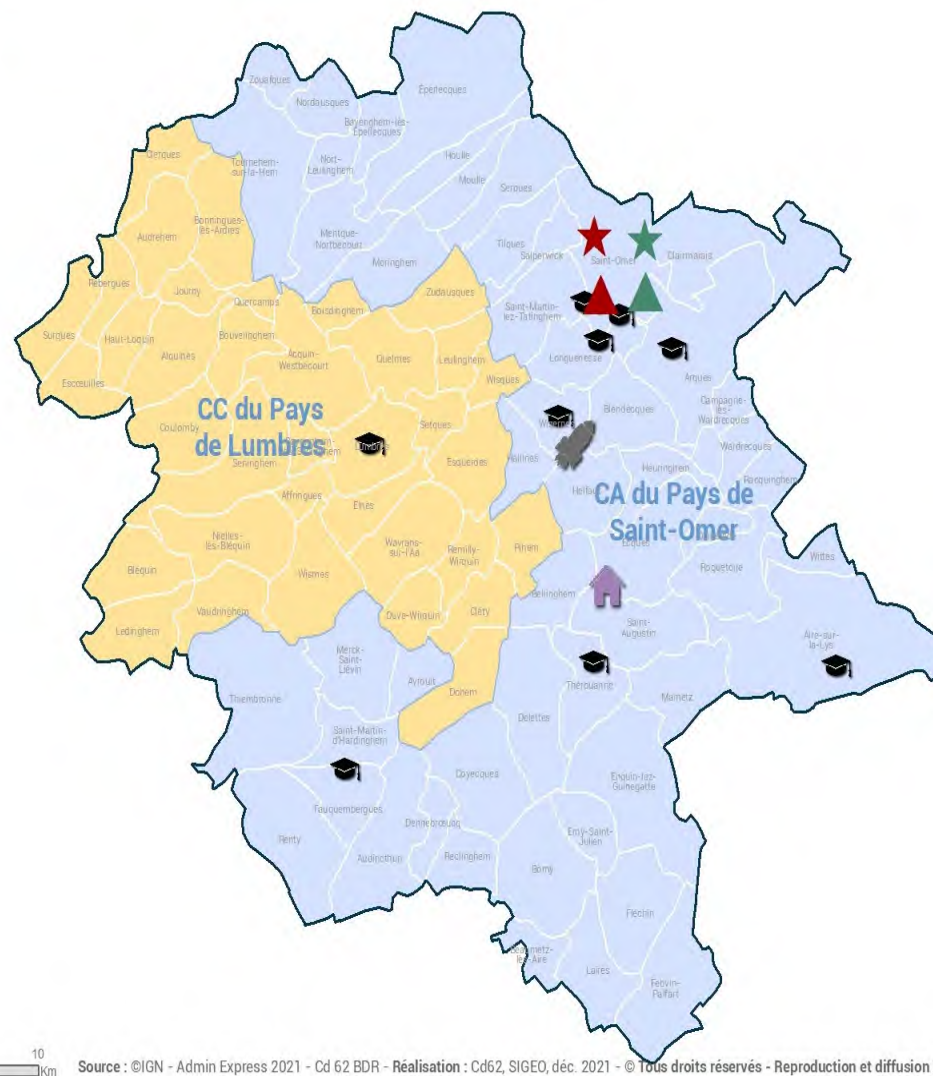
Thématiques et territoires d'affectation des chargés de mission PRC

Territoire (forme)

- Arrageois
- Artois
- ▲ Audomarois
- ▼ Boulonnais
- ★ Calaisis
- ◆ Lens-Hénin
- ⊕ Montreuillois-Ternois

Thématique (couleur)

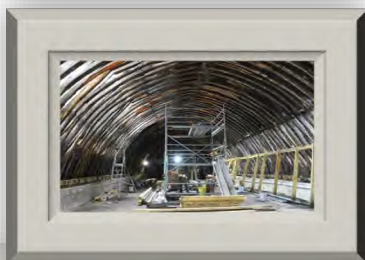
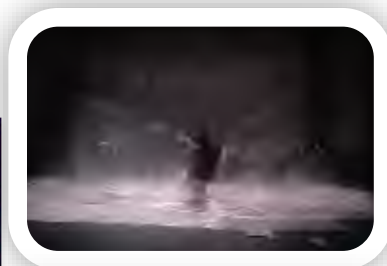
- Education
- Sport
- Culture
- La Coupole d'Helfaut
- Direction Adjointe de l'Événementiel
- Collège
- Territoire d'intervention du département
- EPCI
- Commune



2021 ... Les aides au développement culturel territorial traduisent la volonté forte du Département de favoriser l'accès à la culture pour tous. Les actions en archéologie préventive sont le signe d'un accompagnement important du Département pour le développement et l'aménagement du territoire.

Les réussites citoyennes

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- **Le territoire de l'Audomarois**
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire de Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois - Ternois



Les réalisations majeures

Organisation de l'Urban Trail, des artistes tout au long du parcours ...

L'organisation technique et artistique du Pas-de-Calais UrbanTrail à Saint-Omer est portée par le Département avec, notamment, la réservation et l'accueil des 85 artistes pour des performances culturelles proposées tout au long des 10 km du parcours.

Une saison culturelle départementale pleinement ouverte aux collégiens !

Studio 13/16 du Centre Pompidou du 7 au 11 juin au collège de la Morinie à Saint-Omer.

Ateliers, rencontres, conférences. Installation du studio 13/16 durant une semaine (première installation hors Ile-de-France) permettant la découverte des œuvres du Centre Pompidou via le médium du jeu vidéo. Partenariat avec l'Espace 36.

Résidence d'artistes de la cie « In extremis » (Anne Conti, Marie Liagre, Cyril Viallon, Usmar) au sein du collège Albert Camus (Lumbres) du 29 mars au 2 avril : ateliers de pratique artistique (théâtre, théâtre d'objets, danse et musique) suivis d'une lecture musicale spécialement composée pour le projet (autour des peurs) avec tout le niveau 6^{ème} (7 classes).

Soutenir notre patrimoine protégé

Soutien à la restauration de la nef (couverture et charpente) de l'église Saint-Denis de Saint-Omer.

La journée d'intégration, dispositif historique du partenariat éducatif

Cette journée permet à l'ensemble des élèves du niveau 6^{ème} de chaque collège de bénéficier, au mois de septembre, d'une journée de cohésion autour d'activités sportives ou culturelles.

Afin d'étoffer cette journée d'intégration sur le territoire de l'Audomarois, une proposition a été faite aux collèges en septembre 2021 : l'intervention de la Maison des Ados du littoral sur la pause déjeuner, afin de faire connaître la structure pleinement dédiée aux adolescents et à leur famille, à leur écoute, à leurs problématiques dont les répercussions peuvent affecter le milieu scolaire.

C'est donc, dans ce contexte que trois agents de la Maison des Ados sont intervenus sur une dizaine de journées, durant 30 minutes, devant plus de 650 collégiens. Grâce à un quizz ludique, ils ont pu discuter avec les élèves, leur expliquer leurs missions et leur transmettre le message selon lequel, à la moindre difficulté, ils n'étaient pas seuls. Les bénéficiaires de cette intervention se sont vite fait ressentir puisque la Maison des Ados du littoral a accueilli beaucoup plus de collégiens sur la même période (septembre 2021/décembre 2021) que les années précédentes. Les professeurs présents durant les journées d'intégration ont également apprécié la démarche, puisqu'ils savent désormais vers qui se tourner lorsqu'ils se retrouvent face à des élèves en difficulté.

La citoyenneté au plus proche des territoires

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- **Le territoire du Boulonnais**
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire de Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois - Ternois

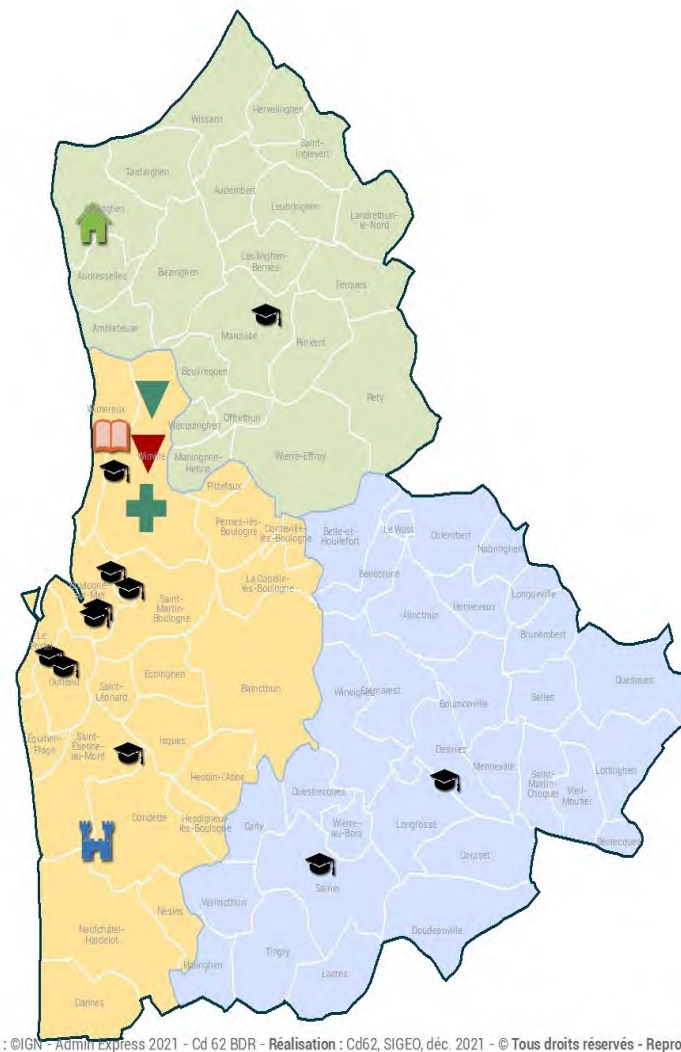
Thématiques et territoires d'affectation des chargés de mission PRC

Territoire (forme)

- Arrageois
- Artois
- ▲ Audomarois
- ▼ Boulonnais
- ★ Calaisis
- ◆ Lens-Hénin
- ⊕ Montreuillois-Ternois

Thématique (couleur)

- Education
- Sport
- Culture
- Médiathèque Départementale
- Maison du Site des Deux-Caps
- Château d'Hardelot
- Collège
- Territoire d'intervention du département
- EPCI
- Commune

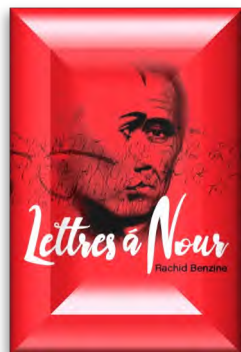


Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

2021 ... Au plus proche des préoccupations des habitants du territoire du Boulonnais, les actions du Département ont notamment porté sur la sensibilisation des collégiens aux changements climatiques, réunissant ainsi acteurs de l'éducation, de la culture, du monde scientifique,...

Les réussites citoyennes

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- **Le territoire du Boulonnais**
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire de Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois - Ternois



Les réalisations majeures

Une saison culturelle au château d'Hardelot et sur le territoire

Intervention sur 36 spectacles de la saison culturelle départementale avec un appui technique et logistique comme par exemple sur le spectacle « Lettres à Nour » au collège de Saint-Etienne-au-Mont le 12 janvier.

- ◆ Lettres à Nour, une expérience émouvante pour quelques collégiens du Boulonnais.
Ce spectacle évoque des problématiques cruciales de nos sociétés contemporaines (obscurantismes, radicalisation, embrigadement, etc.) et permet d'aborder, avec des adolescents, ces sujets parfois méconnus à un âge où ils peuvent facilement être influencés.

Lettres à Nour est un spectacle qui permet d'aborder d'une manière unique les programmes scolaires (terrorisme, géopolitique internationale, le style épistolaire) en ayant un éclairage complémentaire sur ces sujets. Il s'agit avant tout d'une œuvre bouleversante, laquelle, suivie d'un échange avec les collégiens, enrichit les points de vue de chacun, soulevant émotions et interrogations.

- ◆ Château d'Hardelot : Adaptation aux normes sanitaires liées à la COVID pour l'accueil du public sur les programmations en plein air, dans les différents espaces et dans le théâtre sur l'ensemble de la programmation et notamment pour le Summertime qui a rempli pleinement ses objectifs de donner une programmation grand public accessible à tous.
- ◆ 2 représentations du spectacle *la nuit des rois de carton*.

Adaptation de la *Nuit des rois* de Shakespeare, par la cie « l'Hyperbole à 3 Poils », impliquant 6 comédiens amateurs du territoire du 30 octobre et 26 novembre, à la salle des fêtes de Beuvrequen et à la salle Raymond Dufour de Desvres. Partenaires : communauté de communes de la Terre des 2 Caps, festival des semaines théâtrales (en bonnes compagnies), médiathèque de Desvres.

Restauration du patrimoine architectural protégé

Depuis 160 ans, la basilique Notre-Dame domine la ville de Boulogne-sur-Mer de son dôme vertigineux. Le Département a soutenu la restauration du dôme et des fresques.

Le changement climatique et ses conséquences sont une préoccupation mondiale

Comment, à l'échelle d'un territoire et grâce à des visites, des actions de sensibilisation scientifiques et artistiques et des recherches, pouvons-nous amener les futures générations à s'emparer de cette problématique ? Voici la question posée aux collégiens du territoire.

Dans le département du Pas-de-Calais, et plus particulièrement le Boulonnais, un partenaire connu et reconnu, Nausicaa, travaille depuis plusieurs années à la sensibilisation, aux conséquences de ce phénomène sur les écosystèmes et propose des pistes pour agir.

Durant l'année scolaire 2020-2021, le centre national de la mer a fêté ses 30 ans et a proposé aux collégiens et à ses visiteurs une nouvelle exposition immersive sur cette thématique intitulée : « dans l'œil du climat ».

La citoyenneté au plus proche des territoires

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- **Le territoire du Calaisis**
- Le territoire de Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois - Ternois

Thématiques et territoires d'affectation des chargés de mission PRC

Territoire (forme)

- Arrageois
- Artois
- ▲ Audomarois
- ▼ Boulonnais
- ★ Calaisis
- ◆ Lens-Hénin
- ⊕ Montreuillois-Ternois

Thématique (couleur)

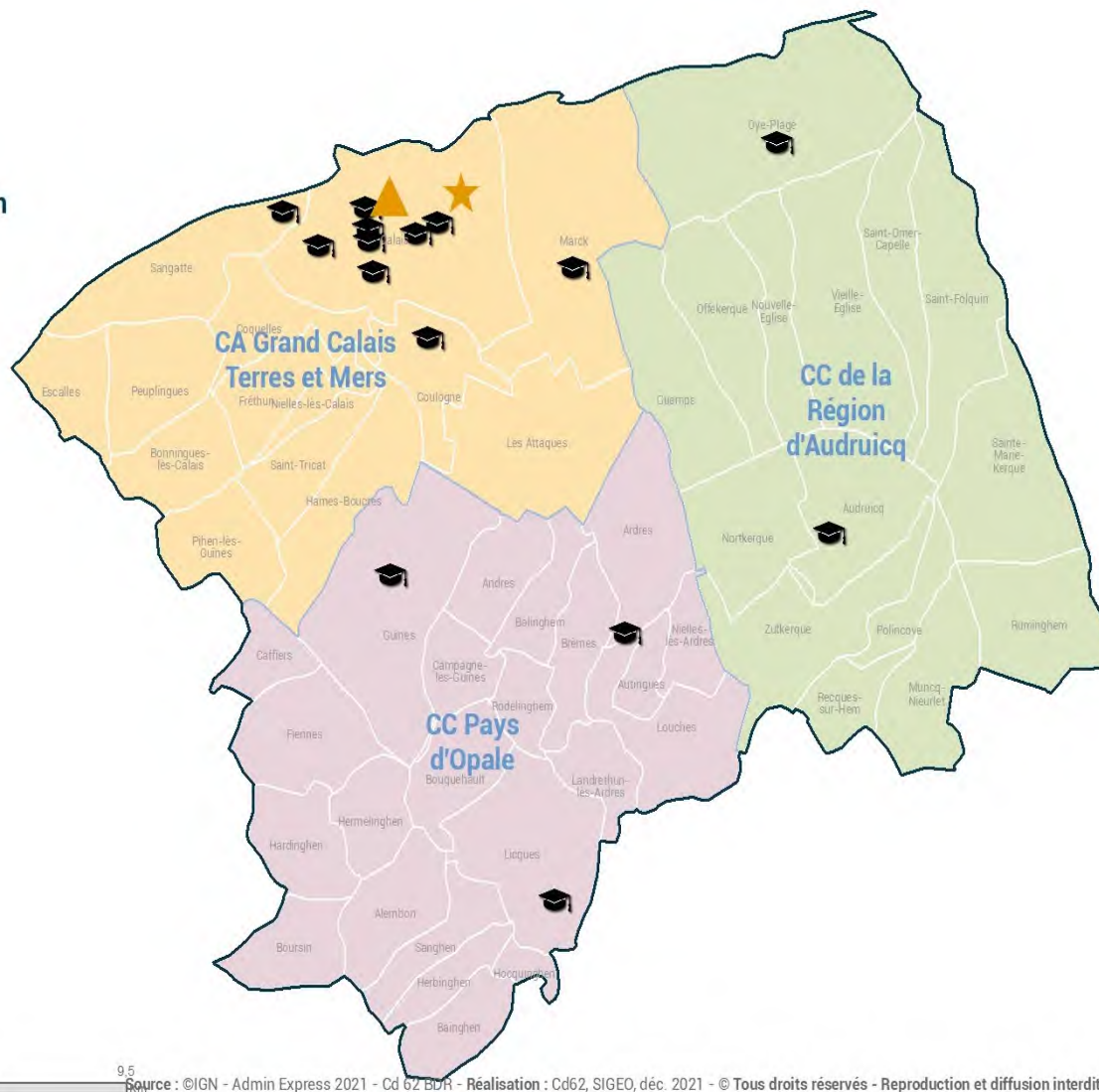
-  Education
-  Sport
-  Culture

 Collège

 Territoire d'intervention du département

 EPCI

 Commune

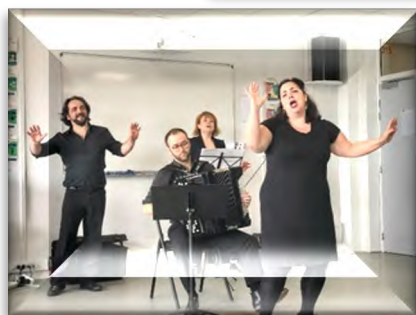


Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

2021 ... Afin de soutenir l'action des collectivités du Pas-de-Calais en faveur de la préservation de leur patrimoine archivistique, le Département a mis en place en 2020 un dispositif d'aide financière à la restauration des archives communales. Huit projets ont été déposés en 2021, dont un majeur sur le territoire.

Les réussites citoyennes

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- **Le territoire du Calaisis**
- Le territoire de Lens-Hénin
- Le territoire du Montreuillois - Ternois



Les réalisations majeures

Organisation artistique des spectacles dans le cadre des « semaines bleues »

Cette semaine est au cœur de tous les territoires du Pas-de-Calais, avec une escale dans le Calaisis, à Coulogne, le 21 octobre dernier. Sur l'ensemble de la tournée dans le Pas-de-Calais, 1996 personnes ont pu assister au spectacle, dans le respect des normes sanitaires en vigueur du moment.

Une saison culturelle départementale à destination de la petite enfance

Projet petite enfance, en partenariat avec la communauté de communes de la région d'Audruicq dans le cadre du contrat départemental lecture itinérance (Département / DRAC), les 12 et 25 octobre dans les salles des fêtes d'Audruicq et de Sainte-Marie-Kercque.

Quatre représentations (*A nos peaux sauvages* de la cie « Rosa Bonheur » et *Papier.1* de la cie « En lacets ») à destination du très jeune public sur un territoire sur lequel il existe peu d'offre de diffusion à destination de ce public. Partenaires : communauté de communes de la Région d'Audruicq, médiathèque, relais petite enfance...

Trois classes orchestre ont vu le jour dans les collèges

Depuis 2 ans maintenant, une cité éducative a vu le jour sur le territoire du Calaisis. Ce dispositif national vise à intensifier les prises en charges éducatives des enfants et des jeunes, de la naissance à l'insertion professionnelle, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire en fédérant les différents acteurs des territoires concernés. Ici, les collèges Vadez, Martin Luther-King et Vauban forment une cité éducative et mettent en place des actions pour accompagner leurs jeunes, dans, et en dehors de l'établissement.

C'est dans ce contexte que trois classes orchestre ont vu le jour, afin d'amener les jeunes vers l'excellence, via des activités dites « non scolaires ». Le Département a souhaité prendre part au projet en accompagnant ces trois classes orchestres dans le cadre de sa saison culturelle départementale. La Clef des chants, compagnie professionnelle de chant lyrique, est intervenue auprès des trois classes orchestre pendant 3h sous format d'ateliers afin de créer une « ambiance musicale » avec les élèves mobilisant les différents types d'instruments. Suite à ces trois heures d'ateliers, un « opéra minute » (spectacle prenant la forme d'un mini opéra) a eu lieu dans chaque collège pour l'ensemble d'un niveau et les élèves de la classe orchestre ont pu présenter leur travail réalisé en ateliers devant leurs camarades.

Ce projet a donc valorisé les élèves de ces nouvelles classes orchestre, a créé un nouveau réseau entre les 3 professeurs référents, a permis à un niveau de bénéficier d'un spectacle. Enfin, le Département a su accompagner, dans le cadre de ses politiques de droit commun, une initiative nationale.

Aide à la restauration d'archives - Archives municipales de Calais

Restauration d'une collection de 387 affiches de la période 1939-1945 pour permettre leur numérisation à des fins de valorisation. Les affiches, dont la sélection a été effectuée par un stagiaire du master en archivistique de l'université de Lille, sont issues des fonds des archives municipales, de la médiathèque et du musée Mémoire 39-45.

La citoyenneté au plus proche des territoires

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- **Le territoire de Lens-Hénin**
- Le territoire du Montreuillois - Ternois

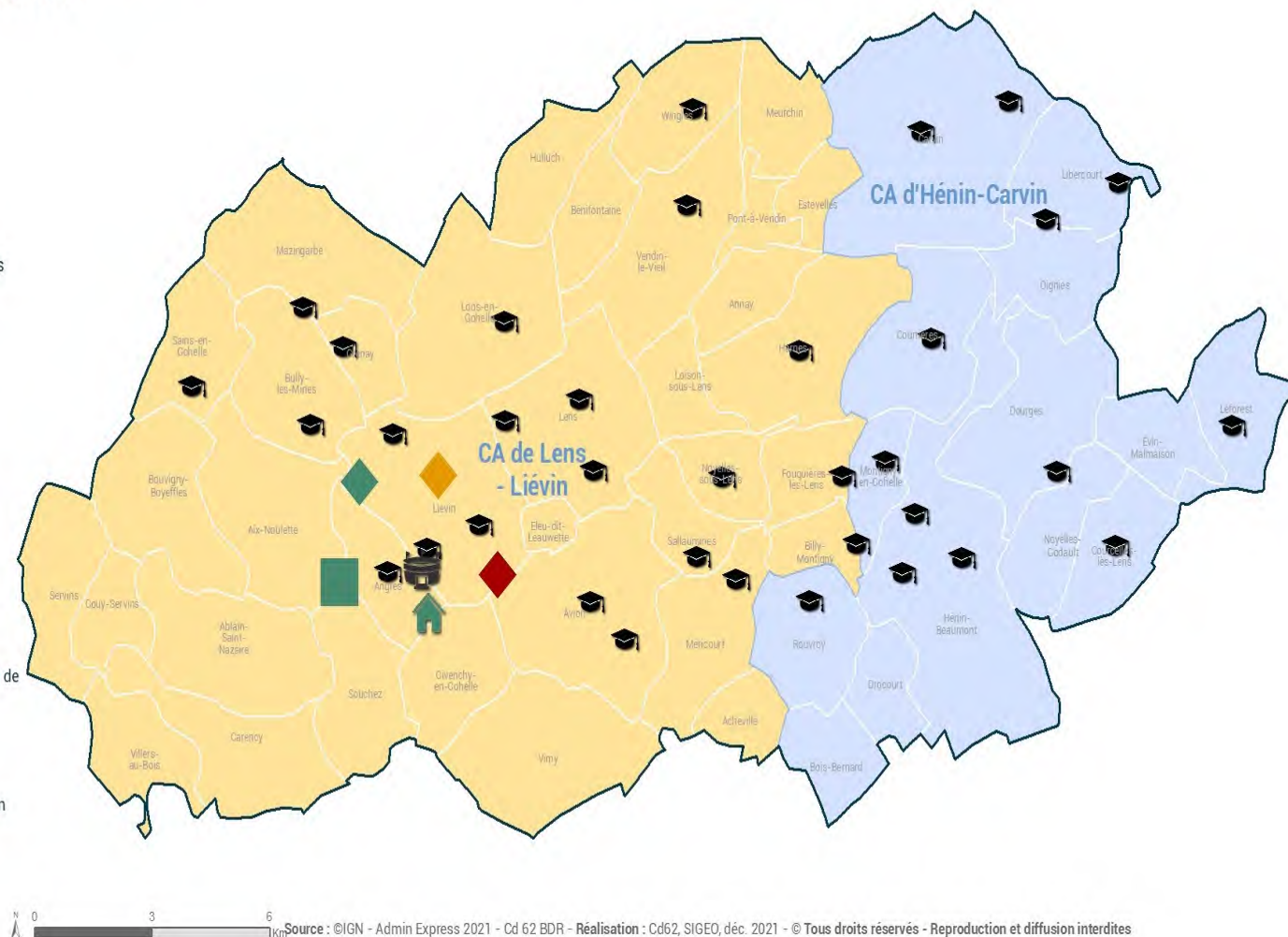
Thématiques et territoires d'affectation des chargés de mission PRC

Territoire (forme)

- Arrageois
- Artois
- ▲ Audomarois
- ▼ Boulonnais
- ★ Calaisis
- ◆ Lens-Hénin
- ⊕ Montreuillois-Ternois

Thématique (couleur)

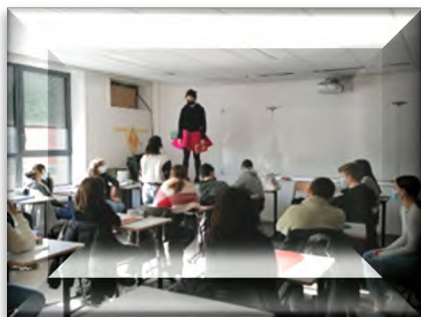
- Education
- Sport
- Culture
- Maison des Sports
- Arena Stade couvert de Liévin
- Collège
- Territoire d'intervention du département
- EPCI
- Commune



2021 ... Distribution de masques et d'ordinateurs portables à destination des collégiens du Pas-de-Calais. Sur l'ensemble du département, 1245 ordinateurs, notamment sur le territoire de Lens-Hénin, ce qui a permis aux collégiens de rester connectés à leur établissement scolaire pendant la pandémie.

Les réussites citoyennes

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- **Le territoire de Lens-Hénin**
- Le territoire du Montreuillois - Ternois



Les réalisations majeures

Projet transgénérationnel autour de la création d'une capsule temporelle

En lien avec l'exposition « *Futur antérieur, trésors archéologiques du 21^{ème} siècle après J.-C.* » présentée à la Maison de l'Archéologie, les médiateurs ont proposé à des résidents d'Ephad et des jeunes de réfléchir aux traces que nous laisserons et aux objets représentatifs de notre société. Ainsi, l'EHPAD Résidence de France, Beuvry, a mené la réflexion avec les CM2 de l'école de Beuvry et l'EHPAD Centre Montgré, Lens avec les lycéens de Saint-Paul. Le projet a été finalisé avec l'enterrement de la capsule temporelle dans le jardin de la Maison de l'Archéologie.

Une saison culturelle départementale pour les enfants !

Projet Corpus P.I.E.D. du 25 au 29 octobre, découverte de l'univers de la compagnie « La Ruse », avec temps de présence d'une semaine dans la maison des enfants de Oignies avec ateliers, stands autour de la danse et du jeu de société PIED, ateliers d'écritures et mini concert. 2 représentations du spectacle P.I.E.D. avec bord plateau participatif pour 100 enfants en tout.

Des projets culturels pour offrir aux ados la réflexion sur des sujets de société

Suite à des discussions avec les principaux de différents collèges sur les thématiques de société importantes qu'ils souhaiteraient aborder, les chargés de mission éducation et culture ont choisi de proposer un projet qui a permis, par le biais d'un média artistique, le spectacle « Jo & Léo » de la compagnie « LA CAVALE », de soulever les questions relatives à l'adolescence, la différence, l'altérité, le rapport homme/femme, l'amour et l'identité.

Ce projet a été réalisé en partenariat avec le centre culturel Jean Ferrat d'Avion, et s'est déroulé en trois temps :

- 1 – un temps de médiation en amont du spectacle par le biais d'une forme courte impromptue : 30 minutes in situ dans les classes par les 2 comédiennes, en complicité avec les enseignants. Un impromptu. L'idée est que le théâtre surgisse à un moment donné alors que les élèves ne sont pas informés;
- 2 – le temps de la représentation du spectacle Jo et Léo dans les collèges (en période covid) et au centre culturel Jean Ferrat. « Parfois on entend des choses difficiles et on manque de mots sur le coup. On ne sait pas toujours quoi opposer à la violence », Jo & Léo est une réponse. C'est un spectacle sur l'adolescence. Celle qu'on a perdue ou celle que l'on vit. Ce moment où l'on commence à dessiner les contours de ce que l'on souhaite être, à tout prix. Où l'on fait des rencontres qui changent des vies. Jo & Léo est un diptyque. Il se présente sous deux formes et vient questionner la place du théâtre dans notre vie et notre société;
- 3 – des ateliers d'écriture dans les collèges en aval du spectacle : les comédiennes sont revenues dans les collèges pour 4 groupes de collégiens autour d'ateliers d'écriture sur les thématiques abordées dans le spectacle.

Ainsi, 18 impromptus, 8 représentations et 4 ateliers d'écritures, 1 représentation et 1 débat tout public à Avion. Partenaires : collèges Rousseau et Langevin d'Avion, Jean de Saint-Aubert de Libercourt et Paul Duez de Leforest, centre culturel Jean Ferrat d'Avion.

Développer les bibliothèques et la lecture publique dans les territoires !

Le Département a accompagné en investissement le projet de bibliothèque de Libercourt qui regroupe un pôle consultation, une artothèque et une ludothèque, un espace numérique dans lequel est prévu un FABLAB, un pôle « musical » (auditorium), des locaux administratifs.

La citoyenneté au plus proche des territoires

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire de Lens-Hénin
- **Le territoire du Montreuillois -Ternois**

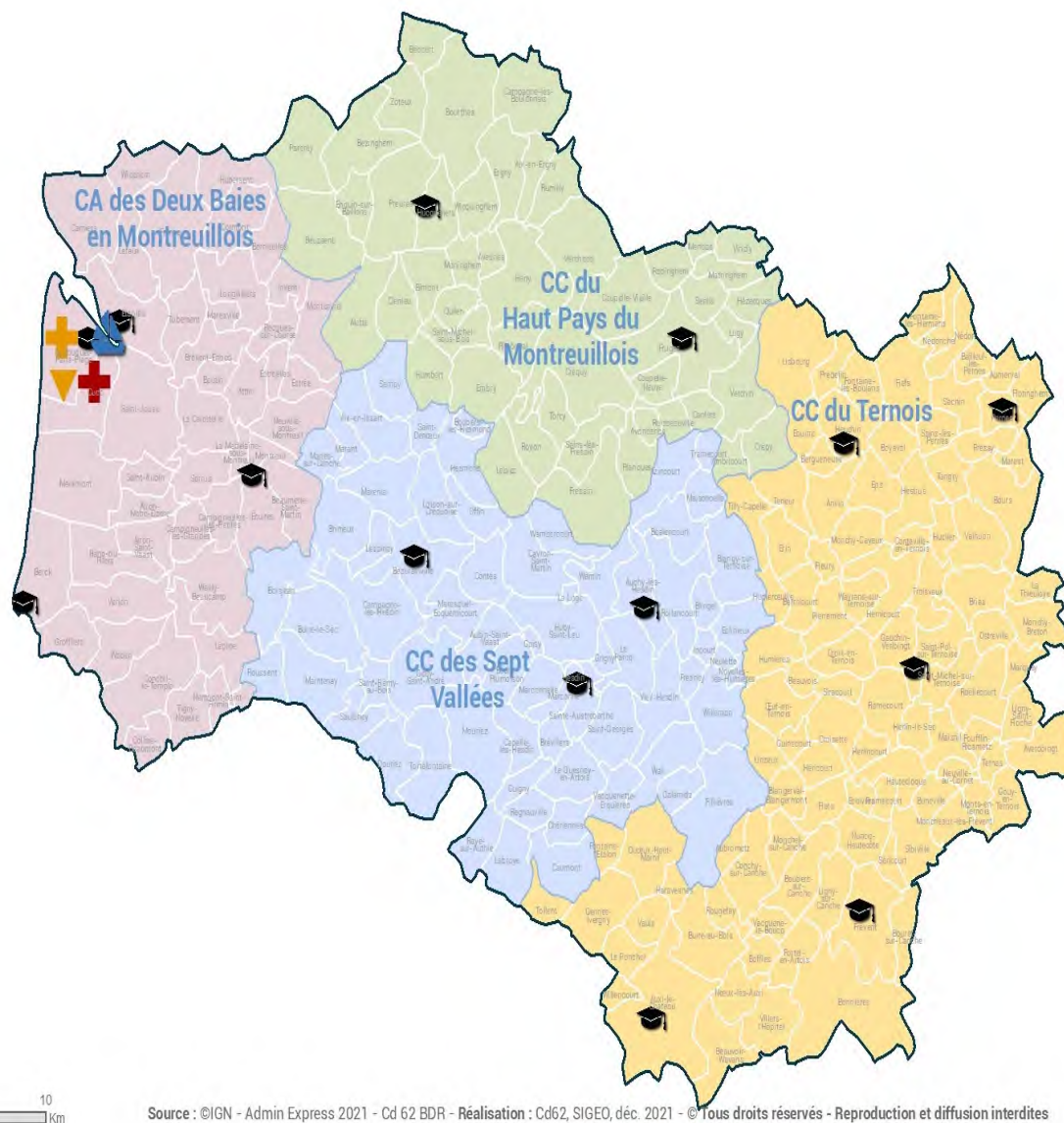
Thématiques et territoires d'affectation des chargés de mission PRC

Territoire (forme)

- Arrageois
- Artois
- ▲ Audomarois
- ▼ Boulonnais
- ★ Calaisis
- ◆ Lens-Hénin
- ✚ Montreuillois-Ternois

Thématique (couleur)

-  Education
-  Sport
-  Culture
-  Port d'Étaples
-  Collège
-  Territoire d'intervention du département
-  EPCI
-  Commune



Source : © IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

2021 ... Un fort investissement du Département pour permettre au territoire de disposer d'équipements sportifs de proximité et de valoriser son patrimoine culturel.

Les réussites citoyennes

- Le territoire de l'Arrageois
- Le territoire de l'Artois
- Le territoire de l'Audomarois
- Le territoire du Boulonnais
- Le territoire du Calaisis
- Le territoire de Lens-Hénin
- **Le territoire du Montreuillois -Ternois**



Les réalisations majeures

La maison de l'archéologie accompagne les projets

Le Département a accompagné la CC2BM pour le projet de construction de digues retro-littorale. Un diagnostic archéologique a été conduit.

Exposition « les enfants de la mer : les peintres de la côte d'Opale »

Dès la fin du XIX^e siècle, les artistes brossent la vie des habitants du littoral de la Côte d'Opale. Une attention toute particulière est portée sur le quotidien des enfants : jeux de plage, joie des baignades et instants de repos après une journée de labeur ravissent leurs œuvres, souvent évoquées dans un cadre naturel. Mais les peintres représentent également les enfants au travail, parfois très jeunes, participant avec leurs parents aux activités liées à la pêche.

Des œuvres intimistes qui dévoilent le quotidien des enfants de la mer.

Les 73 œuvres présentées sont issues des collections départementales, des musées de la région Hauts-de-France et de collections privées.

4 105 visiteurs ont bénéficié de cette exposition départementale et ont pu prolonger leur visite sur le port départemental afin de découvrir une étape de l'exposition parcours extérieur « *chemin des peintres de la Côte d'Opale* ». Maison du port départemental d'Étaples du 26 juin au 28 novembre.

Partenariat avec l'institut pour la photographie et le collège Jacques Brel de Fruges entre octobre 2021 et mai 2022

Les internes du collège ont organisé l'exposition de photographies issues de la série *Odyssees et Horizons* de Cédric Gerbehaye au sein du collège. Il ont également bénéficié d'une visite du lieu, à Lille, d'interventions et d'accompagnement du photographe et de l'institut pour la photo pour la mise en œuvre, la sensibilisation à l'image, à la lecture d'image et aux métiers, et d'ateliers de pratique.

Le saviez-vous? En 2021, la direction de l'évènementiel a « piloté » le car podium logoté aux couleurs du Département sur 18 événements. Il s'est notamment arrêté sur le territoire du Montreuillois -Ternois à l'occasion du rallye du Touquet du 27 au 29 mai et du beach cross de Berck les 16 et 17 octobre.



LES SOLIDARITES TERRITORIALES

Aménager au quotidien les espaces de vie

- 72 Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier
- 74 Aménager le territoire et préserver l'environnement
- 76 Optimiser la gestion du patrimoine départemental
- 78 Grand Site de France Les Deux Caps
- 80 Le Laboratoire Départemental d'Analyses

Servir les populations des territoires

- 82 Cartographie des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial
- 83 Les MDADT dans les territoires

Nouer des partenariats et développer de grands projets

- 98 Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations
- 101 Le canal Seine-Nord-Europe
- 103 Favoriser l'économie sociale et solidaire
- 105 Des EPOA partenaires de l'institution



Le Département est un acteur majeur de l'aménagement du territoire. Il assure la mobilité de tous en entretenant un réseau routier de plus de 6000 km. Il contribue à préserver l'environnement en conduisant des politiques volontaristes dans le domaine. Le Département entretient un parc immobilier de près d'1 million de m² pour offrir des conditions d'accueil de qualité aux collégiens, usagers et agents.

Acteur engagé auprès des territoires, le Département dispose de 7 Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial (MDADT). C'est ainsi l'ensemble du département qui est maillé par ces structures et leurs Centres d'Entretien Routiers (CER), dont les agents assurent la sécurité de tous.

Le Grand Site de France Les Deux Caps, comme le port d'Étaples et la Maison du port, constituent des valeurs sûres de l'attractivité du territoire. Le Laboratoire Départemental d'Analyses, par sa qualification et son expertise est au service des populations. Il est un acteur de la vie économique du Pas-de-Calais.

Le Département est enfin un véritable partenaire pour accueillir les services aux populations. Des critères à passer avec les intercommunalités, les communes, les associations, aux partenariats avec l'Europe, au titre de l'Économie Sociale et Solidaire ou les Établissements Publics et Organismes Associés (EPOA), en passant par le Canal Seine-Nord, le Département négocie au mieux les intérêts des habitants des territoires.

Les solidarités territoriales

Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier

Aménager le territoire et préserver l'environnement

Optimiser la gestion du patrimoine départemental

Grand Site de France Les Deux Caps

Le Laboratoire Départemental d'Analyses

Les chiffres clés de la mobilité et du réseau routier :

- ◆ Gestion patrimoniale sur l'ensemble du réseau routier départemental : **41 M€**, dont :
 - chaussées : 32,2 M€;
 - ouvrages d'art : 4,5 M€;
 - équipement de la route : 4,3 M€
- ◆ Investissements pour la modernisation et la sécurisation du réseau routier : **16,1 M€**, dont :
 - voirie : 11 M€;
 - mobilité : 5,1 M€
- ◆ Réalisation en régie **d'1,4 millions de m²** d'enduits superficiels d'usure
- ◆ Renouvellement du matériel de la régie routière : **2,5 M€**
- ◆ Veille qualifiée : **1961 appels** reçus pour des interventions d'urgence sur le réseau (accidents, coulées de boue...)

Développer les mobilités pour favoriser les déplacements de tous les habitants et visiteurs

En 2021, le Département a maintenu son action au service des usagers de la route et contribué au développement de toutes les formes de mobilités pour favoriser les déplacements des habitants et visiteurs du Département.

Un service assuré 7j/7 et 24h/24

En matière d'exploitation de la route et en partenariat avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours et les forces de l'ordre, les équipes du Département ont contribué à assurer un réseau routier circulaire 7j/7 et 24h/24.

Développer les voies de circulation douces et la mobilité au quotidien

Le Département a encore renforcé son action au sein du développement des mobilités alternatives à la voiture, en assurant la mise en œuvre de plus de 30 km de nouvelles voies douces aux cyclistes, avec une volonté de développer la mobilité du quotidien.

Aménager des aires de co-voiturage

L'effort en matière d'accompagnement des partenaires pour la réalisation de nouvelles aires de co-voiturage a également été maintenu.

Améliorer le cadre de vie des riverains

Le Département a contribué à l'aménagement et la sécurisation de ses 6 000 km de routes en aménageant plusieurs carrefours préalablement identifiés, en poursuivant la réalisation d'opérations routières visant à améliorer le cadre de vie des riverains : déviation de Courrières (travaux en cours), déviation ouest d'Aire-sur-la-Lys (études/procédures), déviation de Samer (études/procédures), déviation de Tilloy-les-Mofflaines (études/procédures), déviation de Divion/Ourton (études/procédures).

Les solidarités territoriales

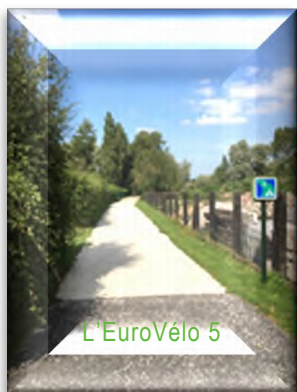
Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier

Aménager le territoire et préserver l'environnement

Optimiser la gestion du patrimoine départemental

Grand Site de France Les Deux Caps

Le Laboratoire Départemental d'Analyses



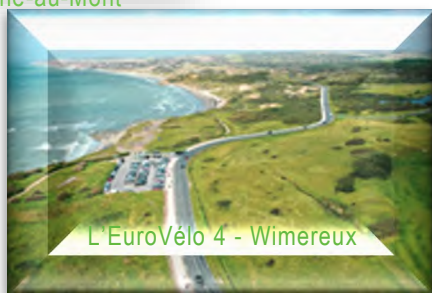
L'EuroVélo 5



Pont (bow string) Courrières



Giratoire de Saint-Etienne-au-Mont



L'EuroVélo 4 - Wimereux

Les réalisations majeures

Sécuriser et fluidifier le trafic par des aménagements de voirie

- ◆ Poursuite du contournement de Courrières avec la construction du pont (bow string) sur la Souchez
- ◆ Sécurisation de plusieurs carrefours :
 - aménagement d'un carrefour giratoire à Saint-Etienne-Au-Mont en entrée sud de l'agglomération boulonnaise ;
 - création de 2 giratoires sur la RD 939 à Bailleul-aux-Cornailles et au niveau de l'échangeur de l'A 26 à Marquion.

Porter l'accent sur les mobilités douces et le co-voiturage pour les usagers

- ◆ Mise en œuvre de 31 km de nouveaux itinéraires cyclables :
 - 17 km sur la vélomaritime (EuroVélo 4) avec notamment la réalisation du Pont-à-Cailloux et le démarrage de la voie douce entre Wimereux et Ambleteuse sur un linéaire de 1,5 km en site propre;
 - 14 km sur l'EuroVélo 5 avec des sections entre le parc d'Olhain et Houdain.
- ◆ Ouverture de 5 aires de covoiturage (aire de la zone d'activités Dainville, aire d'Étaples/Le Touquet, extension de l'aire de covoiturage de Lillers, aire de Saint-Pol-sur-Ternoise sud et aire et parking relais d'Arras-Churchill et Arras-dojo) représentant 1855 places.
- ◆ Résorption des points noirs en mode doux : reconstruction du passage souterrain sous la RD 945 à Beuvry.

Les solidarités territoriales

Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier

Aménager le territoire et préserver l'environnement

Optimiser la gestion du patrimoine départemental

Grand Site de France Les Deux Caps

Le Laboratoire Départemental d'Analyses

Les chiffres clés de l'aménagement du territoire :

BP 2021: 33,19 M€ - Invest: 20,73 M€ - Fonct :12,46 M€

Fonds pêche - Subventions : **156 501 €**

FARDA - Subv: **7,81 M€** - Travaux : **40,32 M€**

Fonds alimentation durable - Subv : **227 549 €** pour **1,1 M€** de travaux

AAPIT : Subv : **278 576 €** - travaux : **1,53 M€**

Espaces naturels sensibles (ENS) : Surface acquise en 2021 → **3,57 ha** - **1 825 ha** de propriété départementale - **6 355 ha** gérés

Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) - Travaux : **272 032 €** pour 3 055 kms.

Subventions aux partenariats : **1,23 M€**

Schéma durable de la route (SDR) - Travaux :

218 000 € pour améliorer la transparence écologique des routes.

Assistance technique réglementaire : **183 interventions** :

→ 22 % pour la ressource en eau potable

→ 78% pour l'assainissement

Tourisme : **7** dossiers traités, avec convention de partenariat pluriannuelle.

Urbanisme : **47** dossiers suivis + 10 dossiers de projets éoliens traités.

Aménagement foncier lié au Canal Seine-Nord Europe (**4 lots, 45 communes et 23 400 hectares**).

Aménagement foncier haute qualité environnementale (HQE): **9 opérations, sur 24 communes** en cours

Sensibiliser, informer les usagers par des animations de partenariat

Animation des partenariats (EDEN 62, Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale, centre régional de phytosociologie, fédérations de chasse et de pêche, centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE), association de gestion des bois Durieux...) dans le cadre des politiques réglementaires du Département en matière d'aménagement foncier, d'espaces naturels périurbains, de réglementation de boisement, d'espaces naturels sensibles et de randonnée (suivi et évolution du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)) qui permettent d'offrir aux usagers des actions de sensibilisation, d'animations et de contribuer aux connaissances faune/flore.

Développement durable, agriculture, pêche, et tourisme, autant de politiques volontaristes déployées

Pilotage des actions volontaristes et des politiques internes à la collectivité en faveur du développement durable (rapport annuel en matière de développement durable, plan climat air énergie, actions de préservation des pollinisateurs, déclinaison départementale du PPA) et mise en œuvre de partenariats associés : centre ressource du développement durable (Cerdd), association de surveillance de la qualité de l'air (ATMO*), etc. Pilotage des politiques volontaristes connexes aux solidarités territoriales (agriculture, pêche, tourisme et développement local).

La démarche « alimentation durable » pour offrir aux populations « le meilleur produit, au plus près »

Coordination et appui technique de la démarche alimentation durable « Le meilleur produit au plus près », avec un soutien aux collectivités, restaurations collectives (dont les collèges), agriculteurs, etc. Cette année marque la première programmation de cette démarche.

Aider les communes en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et d'enjeu environnemental

Développement de l'assistance technique réglementaire (ATR*) « assainissement » et « protection de la ressource en eau », à destination de 32 collectivités.

Appui technique (expertise) et animation de réseau auprès des services départementaux en matière de stratégie globale de développement durable, eau, érosion/inondation, défense incendie, déchets, alimentation durable, climat, air, aménagement et développement des territoires ruraux, boisement, écologie, randonnée.

Déploiement des actions du schéma durable de la route (SDR), permettant l'intégration de l'enjeu environnemental dans l'aménagement et la gestion des routes.

Les solidarités territoriales

Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier

Aménager le territoire et préserver l'environnement

Optimiser la gestion du patrimoine départemental

Grand Site de France Les Deux Caps

Le Laboratoire Départemental d'Analyses

Carrière Wellington



Marais du Romelaëre



Signalétique GRP sites de mémoire



Renforcement des berges
Calaisis



Maréis

Les réalisations majeures

Aménager les ouvrages et sensibiliser les élus et collégiens au climat

- ◆ Aménagement d'un ouvrage (Créquy) pour le rétablissement de la libre circulation piscicole sur la Créquoise, ainsi que la réalisation des premiers travaux de renforcement de berges dans le cadre du schéma durable de la route (SDR);
- ◆ Sensibilisation des élus départementaux et de collégiens du Ternois (6 ateliers, 55 collégiens) au climat, avec la parution du feuillet climat départemental, réalisé par le CERDD;
- ◆ Réalisation de la signalétique de l'itinéraire de grande randonnée de pays (GRP) des sites de mémoire;
- ◆ Poursuite de l'opération d'aménagement foncier lié au CSNE Canal Seine-Nord-Europe ;
- ◆ Acquisition d'1,5 ha sur la réserve du Romelaëre.

Aider les professionnels du tourisme

Aide au financement pour des projets d'hébergements touristiques et d'innovation touristiques :

- ◆ aux camping municipaux de Plouvain et d'Audresselles;
- ◆ Maréis → Développement d'une plateforme de vente en ligne/Carrière Wellington → Rénovation de la scénographie.

Mise en œuvre de nouveaux partenariats avec des associations comme ADOPTA, SOLAAL, etc.

Soutenir l'alimentation durable et les producteurs locaux

Instruction de 4 dossiers au titre de l'appel à projets de la filière halieutique.

Mise en œuvre du fonds alimentation durable. Première programmation du fond dédié au financement de projets en faveur de l'alimentation durable

Mise en place des ateliers cuisine « protéines végétales » avec Aprobio pour les chefs de cuisine des collèges.

Les solidarités territoriales

Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier
Aménager le territoire et préserver l'environnement

Optimiser la gestion du patrimoine départemental

Grand Site de France Les Deux Caps
Le Laboratoire Départemental d'Analyses

Les chiffres clés de la gestion patrimoniale :

1,2 million d'€ de surface de plancher

59.6 M€ de crédits d'investissement

24 opérations PPI* collèges

17 opérations PPI* bâtiments

2.7 M€ dépensés pour l'énergie dans les bâtiments départementaux

6.3 M€ dépensés pour l'énergie dans les collèges

567 000 € de dépenses de loyers

866 000 € de recettes de loyers

559 000 € de recettes en subventions FEDER**, revente d'électricité et CEE***

48 000 € de revente de patrimoine

* - PPI - Plan Pluriannuel d'Investissement

** - FEDER - Fonds Européens de Développement Régional

*** - CEE - Certificats d'Economies d'Energie

Une stratégie patrimoniale réfléchie pour maintenir les investissements et optimiser les dépenses

Le renouvellement du patrimoine est une finalité, avec, notamment, la disparition progressive des collèges métalliques et la gestion du vieillissement des structures. L'objectif de la gestion patrimoniale est d'améliorer la qualité de l'accueil des usagers mais également le cadre de vie des agents.

Cet objectif passe par une offre d'équipements de proximité pour optimiser le service rendu. Lorsque le Département construit les Maisons du Département Solidarités, les Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial ou encore les Centres d'Entretien Routiers, c'est en privilégiant la proximité à l'utilisateur, aux zones d'intervention, pour assurer la réactivité des équipes.

Par ailleurs, le Département investit dans les équipements et réalise des bâtiments neufs, à haute performance énergétique. La pose de panneaux photovoltaïques, l'installation de dispositifs (EnR : énergie renouvelable) contribuent à une gestion environnementale et financière des deniers publics exemplaire, en optimisant les rendements des structures. Ainsi, la pose des panneaux photovoltaïques sur les 3 bâtiments départementaux en 2021 s'inscrit, elle aussi, dans une démarche écoresponsable, permettant une consommation d'électricité provenant d'énergies 100% renouvelables, avec des composants 100% recyclables. Cela permet de réduire la consommation d'énergie et l'empreinte carbone. Enfin, l'énergie photovoltaïque assure une grande autonomie face aux fournisseurs d'électricité et à l'augmentation annuelle des tarifs et la collectivité peut revendre l'électricité produite et l'ajouter aux recettes issues des certificats d'économies d'énergie (CEE) et des subventions FEDER.

Des clauses d'insertion sociale dans les marchés, au bénéfice des demandeurs d'emploi

Ces investissements font l'objet de marchés publics assortis de clauses d'insertion sociale permettant de lutter contre les exclusions. Ainsi, sur le chantier du collège George Sand de Béthune, un gardien de chantier particulièrement efficace, s'est vu proposer un contrat intérimaire. Pour la caserne des sapeurs-pompiers d'Arras, un contrat à durée déterminée a été proposé à l'un des intervenants.

Le bien être des populations à mobilité réduite, un enjeu départemental majeur

La qualité d'accueil passe également par la mise en accessibilité du patrimoine départemental, afin de garantir aux personnes à mobilité réduite, ou en situation de handicap, un juste accès au service public.

Les solidarités territoriales

Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier
Aménager le territoire et préserver l'environnement

Optimiser la gestion du patrimoine départemental

Grand Site de France Les Deux Caps

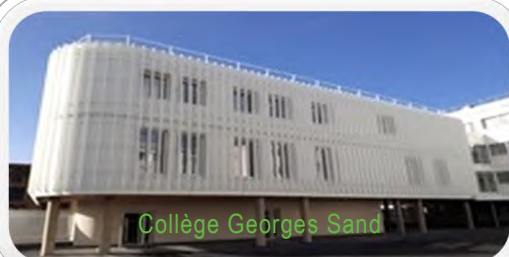
Le Laboratoire Départemental d'Analyses



Conseil départemental - Arras



Collège Romain Rolland



Collège Georges Sand



Reconstruction du Centre d'Incendie et de Secours

Les réalisations majeures

Arras - Pose de panneaux photovoltaïques sur les sites départementaux

L'objectif est de développer et d'inciter l'usage des énergies renouvelables, dans un souci d'exemplarité et d'économie, mais également dans le but de réduire notre impact environnemental. Les dépenses s'élèvent à 122 073 € pour le pôle logistique, le bâtiment des services et l'hôtel du Département. Les travaux des 3 sites ont été achevés en juin 2021.

Hersin-Coupigny - « Reconstruction du collège Romain Rolland »

16 millions d'euros ont été investis pour améliorer les conditions de travail des collégiens. Le collège a été livré en août 2021. Cette opération a permis :

- ◆ la création des aménagements extérieurs (parking, accès, parvis, clôtures...);
- ◆ l'amélioration de la qualité de l'air intérieur et de la performance énergétique des bâtiments : isolation par l'extérieur et gain sur les consommations d'énergie;
- ◆ le développement de la biodiversité (jardin pédagogique);
- ◆ la mise en avant de l'insertion professionnelle avec l'embauche de 26 compagnons intégrés dans un parcours d'insertion, sur la période des 29 mois.

Réhabilitation énergétique de 8 sites - MDS & MDADT avec objectif de performance

Ces 8 sites sont les MDADT de l'Audomarois (Lumbres), du Montreuillois-Ternois et le CER (Marconnelle) ainsi que la MDS de Marconne, les MDADT de Bruay-la-Buissière, Bully-les-Mines, Saint-Omer, Bapaume et Calais. Les travaux ont été finalisés en novembre 2021 sur ces 8 sites. Le contrat d'exploitation a débuté en septembre 2019. Ce contrat permet d'accompagner les usagers afin de mieux préserver le patrimoine départemental et de réduire les dépenses énergétiques en fixant des objectifs à atteindre.

Béthune - Réhabilitation du collège Georges Sand

27,9 millions d'euros ont été investis pour améliorer le confort et la sécurité des collégiens.

- ◆ L'externat sera reconstruit partiellement, les bâtiments existants démolis et la demi-pension étendue;
 - ◆ Le collège s'inscrit dans la lignée des bâtiments écoresponsables avec le respect du label BEPOS Effi-nergie 2017, le label BBC Rénovation et la mise en œuvre d'une isolation par l'extérieur sur l'ensemble des bâtiments (neufs et restructurés), ainsi qu'une ventilation double flux.
- La livraison du mobilier pour la 1^{ère} phase s'est déroulée en décembre 2021.

Arras - « Reconstruction du Centre d'Incendie et de Secours »

14,6 M€ ont été investis pour reconstruire la caserne vétuste des sapeurs pompiers d'Arras. La construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours illustre la politique de sécurité civile du Département, tout comme elle caractérise le choix d'une politique immobilière, visant à la fois à donner les meilleures conditions de travail aux pompiers, à rechercher la performance environnementale du bâtiment et à recourir aux dispositifs d'insertion pour que le chantier bénéficie aux demandeurs d'emplois locaux. La mise en service est prévue le 11 janvier 2022

Les solidarités territoriales

Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier
Aménager le territoire et préserver l'environnement
Optimiser la gestion du patrimoine départemental

Grand Site de France Les Deux Caps

Le Laboratoire Départemental d'Analyses

Les chiffres clés du Grand Site de France Les Deux Caps :

14, comme le nombre de bacs à marée installés en partenariat avec les associations « Nature Libre » et « Rivages Propres » sur le littoral du grand site de France (GSF).

8210...nombre de plants du programme développé en 2021 sur les différentes aires d'accueil du GSF.

537 288...le total cumulé de la fréquentation observée en 2021 sur les trois mobiliers de comptage installés sur le GSF, au Blanc-Nez, au Gris-Nez et dans les dunes de la Slack. De son côté, les deux mobiliers installés sur la Vélomaritime (Wissant et Audresselles) comptabilisent plus de **36 000** passages de cyclistes.

Grand site de France (GSF), un label reconnu, une image à valoriser

La mise en œuvre de la démarche liée à l'obtention par le Département du Pas-de-Calais du label (GSF*) grand site de France s'est déclinée autour de 3 axes retenus dans le dossier de candidature validé en 2018 pour 6 ans.

Préserver, gérer et valoriser les paysages emblématiques du « grand site de France Les Deux-Caps »

L'enquête publique sur le classement de la Pointe de la Crèche a généré plus de 200 contributions citoyennes... une mobilisation que l'on retrouve sur l'enjeu de l'évolution du trait de côte, tant sur les falaises que dans les massifs du-naires.

Proposer une nouvelle expérience de découverte du grand site de France Les Deux-Caps

Un axe de travail soutenu en 2021 par la réalisation d'un tronçon de la Vélomaritime en site propre le long de la RD 940 entre le nord de Wimereux et le parking des Allemands au cœur des dunes de la Slack. Une nouvelle aire d'accueil au Cran d'Escalles, complétée par l'aménagement de la place du village d'Escalles. Un accompagnement des prestataires de l'offre d'accueil, concrétisé par la parution du guide « cap sur l'hôtellerie de plein-air » soutenant la politique départementale d'aide aux équipements communaux.

Faire du grand site de France un laboratoire de l'innovation territoriale

A ce titre plusieurs opérations ont été menées :

- ◆ le partenariat exemplaire avec la profession agricole présente sur le GSF (60 % de la superficie du périmètre du GSF) illustré par la politique départementale « 2 Caps en Fermes » d'intégration paysagère des corps de ferme;
- ◆ la 1ère édition du "Deux-Caps Photos Festival" composée de 21 expositions in situ, conçue en cohérence avec une gestion des flux pour la seconde saison estivale post-Covid 19.

Les solidarités territoriales

Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier
Aménager le territoire et préserver l'environnement
Optimiser la gestion du patrimoine départemental

Grand Site de France Les Deux Caps

Le Laboratoire Départemental d'Analyses



Aire d'accueil
Cran d'Escalles



EuroVélo 4
Pointe aux Oies



Festival photographique 2021



Guide Cap
sur l'hôtellerie
de plein air



Plantations ACI



Chantier ACI—Bacs à marées

Les réalisations majeures

Un guide destiné aux gestionnaires publics et privés de campings

Diffusion partagée du guide « cap sur l'hôtellerie de plein air » réalisé conjointement par le Département du Pas-de-Calais, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement 62 (CAUE 62), Pas-de-Calais Tourisme et le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale.

Cinq fiches de recommandations complètent ce document destiné aux gestionnaires publics et privés de campings.

« Deux Caps Photos Festival », une réussite plébiscitée par les habitants du Grand Site

Première édition réussie du "Deux-Caps Photos Festival" de mai à septembre. Le volet éducation a mobilisé 3 collèges : Marquise, Wimille et Sangatte Blériot-plage; concrétisé par une participation active à l'élection du prix des collégiens.

Même succès pour le prix du public, conforté par une forte participation des visiteurs et des habitants du grand site de France Les Deux-Caps.

Le label « grand site de France Les Deux-Caps », évalué par les élus, les partenaires et les habitants

Une démarche d'évaluation à mi-parcours de la période de labellisation grand site de France Les Deux-Caps (2018/2024), avec une forte mobilisation des élus locaux, des 21 partenaires de la démarche, mais aussi de la part des habitants au travers du conseil consultatif associatif.

Des aménagements de qualité pour les usagers des espaces ...

Des aménagements de qualité à l'image du nouveau tronçon de la Vélomaritime, de Wimereux vers Ambleteuse et une offre de service aux usagers du site illustrée par la mise en service de toilettes publiques au Cran d'Escalles et sur l'aire Hubert Latham de Sangatte Blériot-plage

Les solidarités territoriales

Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier
Aménager le territoire et préserver l'environnement
Optimiser la gestion du patrimoine départemental
Grand Site de France Les Deux Caps

Le Laboratoire Départemental d'Analyses

Les chiffres clés du Laboratoire Départemental d'Analyses :

Budget :

Budget de fonctionnement : **2,53 M€**

Budget investissement : **68 090 €**

Effectif : **30 personnes**

Administratif :

Environ **6 500** clients, **70 000** dossiers, près
de **16 300** factures clients et **1 000** factures
fournisseurs

Activités :

Hygiène alimentaire :

11 450 analyses + **3 500** contrôles de sur-
face + contrôles équilibre alimentaire

181 audits hygiène + **198** visites de suivi

Santé animale :

365 000 analyses + **93** autopsies

Eau :

7 540 analyses chimiques

4 320 analyses microbiologiques

Le laboratoire départemental d'analyses (LDA) : un véritable couteau suisse, outil au service de tous ...

Un outil au service de la population

Laboratoire de proximité, il est doté d'une équipe de 4 agents qui sillonnent le territoire chaque jour.

Un outil au service de la qualité de la restauration collective

Que ce soit la demi-pension des 115 collèges du département, la restauration à la charge des communes ou de type ESMS (établissements et services médico-sociaux), le LDA réalise, à intervalle régulier, des prélèvements et analyses sur les aliments, des contrôles de surface, des formations, des audits et des visites de suivi pour conseiller sur les actions à mettre en place. Doté de la compétence diététique, il participe au contrôle de l'équilibre alimentaire des menus.

Un outil au service des agents de restauration scolaire

Le laboratoire est un outil partenarial avec les autres directions opérationnelles, en matière de formation des personnels intervenant en restauration scolaire. Il intervient également dans les études ponctuelles en matière environnementale.

Un outil au service des collectivités

Le LDA réalise les analyses de contrôle des stations d'épuration pour le compte de certaines collectivités.

Un outil au service de la profession agricole

Le laboratoire participe au service public de veille sanitaire, en lien avec la Direction Départementale de Protection des Populations, les éleveurs, la fédération des chasseurs, le groupement de défense sanitaire, l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, la profession vétérinaire, la chambre d'agriculture.

Un outil au service des acteurs économiques du territoire

En réalisant des prélèvements, des analyses et en prodiguant des conseils auprès des petites entreprises (bouchers-charcutiers, traiteurs), le LDA contribue à assurer la sécurité sanitaire de leur production alimentaire.

Un outil au service de l'État

Le laboratoire départemental d'analyses est un outil de veille sanitaire qui se doit d'être opérationnel pour faire face aux crises sanitaires (TIAC* Toxi-Infection Alimentaire Collective, grippe aviaire,...).

Les solidarités territoriales

Favoriser la mobilité et entretenir le réseau routier
Aménager le territoire et préserver l'environnement
Optimiser la gestion du patrimoine départemental
Grand Site de France Les Deux Caps

Le Laboratoire Départemental d'Analyses



Sécurité et qualité alimentaire

Analyses



Prélèvements



Prophylaxie



Agriculture

Les réalisations majeures

Un laboratoire qui poursuit sa modernisation

- ◆ Mise en place d'outils informatiques permettant de diminuer très fortement le temps d'enregistrement et de préparation des boucles auriculaires en santé animale (122 500 échantillons par an);
- ◆ Dématérialisation du système de management qualité avec l'acquisition d'un logiciel qui permettra la gestion électronique documentaire de l'ensemble des procédures du laboratoire, ainsi que l'intégration de l'ensemble des documents de traçabilité (audits, fiches d'écarts, suivi des réclamations...);
- ◆ un travail d'optimisation budgétaire a été initié dès 2010. Dans ce cadre notamment, en 2021, une optimisation de l'organisation technique et la suppression d'un poste suite à un départ en retraite ont permis une baisse des frais de fonctionnement. Les frais d'affranchissement sont également en forte baisse compte tenu de la systématisation de l'envoi des résultats et factures par mail.

Mise en place de la mutualisation avec les laboratoires de la Somme et du Nord

Depuis début 2017, le processus de mutualisation des fonctions supports (achat - qualité/métrie - comptabilité analytique) s'est progressivement mis en place avec les groupes de travail notamment. Les arbitrages sont actés lors des comités de pilotage auxquels participent les élus en charge des 3 laboratoires.

Servir les population des territoires, Les Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial



Les Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial (MDADT) font partie des services territorialisés du Département du Pas-de-Calais, aux côtés des Maisons du Département Solidarités (MDS).

Le territoire départemental est structuré par **7 MDADT** qui assurent les missions suivantes :

- ◆ élaborer le « cadre d'intervention territoriale » et l'adaptation des politiques départementales au contexte territorial et aux partenariats locaux, et conduire la contractualisation dans les champs de compétence du pôle;
- ◆ conduire des opérations d'études et de travaux concernant le patrimoine bâti et le patrimoine routier du Département;
- ◆ conduire, sur le territoire, la politique d'exploitation et de maintenance du patrimoine routier, bâti et naturel du Département, et la gestion du domaine public routier;
- ◆ porter les enjeux départementaux d'aménagement et d'attractivité du territoire, incluant la préservation de l'environnement;
- ◆ accompagner les projets d'investissement des collectivités, en particulier les communes rurales, dans la prise en compte des politiques départementales, notamment par la gestion des subventions d'investissement relevant du pôle;
- ◆ animer le partenariat territorial dans l'esprit des délibérations relatives aux solidarités territoriales;
- ◆ conforter le rôle d'interlocuteur de proximité sur l'ensemble des champs de compétence du pôle et de « porte d'entrée » en matière d'ingénierie publique.

Chaque Maison du Département Aménagement et Développement Territorial est structurée en quatre unités : immobilier, aménagement et animation territoriale, routes et mobilités, études et ressources.



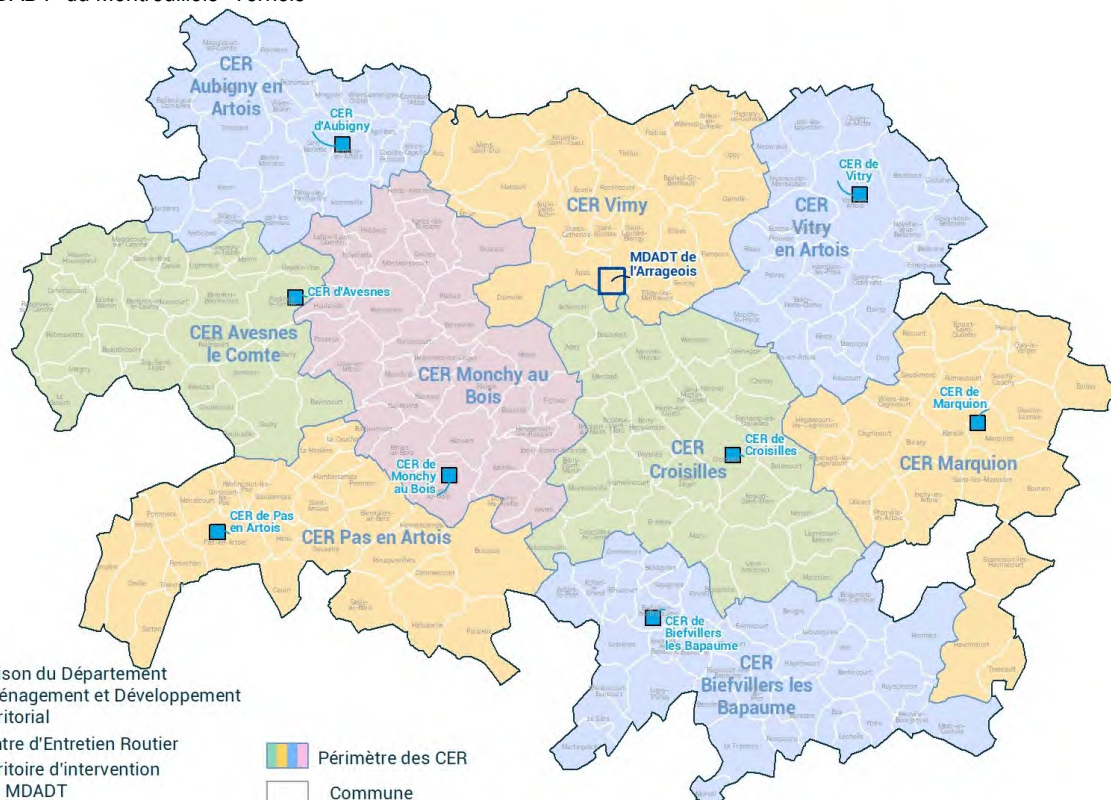
Pour les MDADT, 2021 est marquée par un niveau d'investissement élevé pour les travaux sous maîtrise d'ouvrage départementale, malgré le contexte sanitaire et un accompagnement fort des collectivités dans le développement des projets, avec une action soutenue des politiques de développement durable.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites

des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- **MDADT de l'Arrageois**
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois -Ternois



Montant de subventions versées	3,38 M€
Nombre d'équipes d'exploitation	15 (9 Centres d'Entretien Routiers)

Crédits de paiement dépensés en Maîtrise d'Ouvrage	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
	Routes Départementales	5,3 M€
Collèges et bâtiments	1 M€	616 893 €

Projets	Nbre
FARDA Équipement et aménagement	38
Bourg-centre / Équipement structurant	2
Aide voirie communale (AVC)	49
AVC inondations	/
Défense extérieure contre l'incendie (DECI)	/
FARDA – Aribus	4
Fonds d'intervention pour les enjeux écologiques territoriaux (FIEET)	18

2021 ... Dans un contexte de crise sanitaire et économique inédit, la M.D.A.D.T a su impulser une dynamique d'innovation et d'expérimentation visant à changer de paradigme. L'exemple du chantier de la RD 9 à Ervillers met en avant l'économie circulaire de développement durable que le Département devrait impulser demain. Autre exemple avec la redéfinition des usages sur les RD de 3^{ème} catégorie sur le territoire de la CCSA, permettant d'offrir aux habitants une mobilité durable en milieu rural.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- **MDADT de l'Arrageois**
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois - Ternois



Réfection d'étanchéité / externat collège Mitterrand Arras



Boisieux-au-Mont / Espace intergénérationnel



Grincourt-les-Pas / Verger



Beaurains / Hôtel à insectes



Installation d'un module / collège Monnet Aubigny

Les réalisations majeures

La contractualisation, outil de développement au service des territoires et de ses habitants

Pilote de la démarche de contractualisation, la MDADT poursuit son action auprès des 12 collectivités ayant contractualisé avec le Département. Signés pour 3 ans, 2021 est la dernière année de mise en œuvre des contrats. Lors de la Commission Permanente du 12 avril, deux opérations ont été accompagnées financièrement via le FIT (fonds d'intervention territoriale). Une subvention de 211 570 € a été accordée à Magnicourt-en-Comté pour la construction d'un tiers lieu numérique afin de renforcer l'offre de service sur le territoire. La communauté de communes du Sud-Artois a obtenu une participation financière de 35 900 € pour la mise en valeur et la sécurisation des lieux de mémoire le long des routes départementales, cette première phase de travaux a permis d'améliorer l'accessibilité aux cimetières militaires de Serre-les-Puisieux.

L'accompagnement des projets situés en QPV, pour améliorer le quotidien des élèves et des habitants

Le Département a mis en œuvre un appel à projets dédié aux actions favorisant les apprentissages et le bien-être des enfants des écoles en quartiers prioritaires (QPV). 4 dossiers de subventions ont été instruits. A Saint-Laurent-Blangy pour des travaux à l'école Paul Langevin, afin d'améliorer l'accueil des élèves; à Saint-Nicolas, pour l'installation d'un jeu extérieur, à l'école maternelle Henri Grenier, à Achicourt pour l'achat de TBI et pour tous les quartiers d'Arras, un achat de mobilier éducatif et des travaux de réfection des cours d'écoles. La participation globale du Département est de 70 427,52 €.

Les subventions FARDA, pour accompagner les projets essentiels aux habitants des zones rurales

Le territoire de l'Arrageois comprend 240 communes de moins de 2000 habitants et 4 bourgs centres sur les 4 EPCI. L'accompagnement financier s'est porté à plus de 2,2 M€ de subventions, pour un coût de travaux de 9 M €. Cet investissement en matière d'aménagements du territoire est primordial au travers de l'ensemble des dispositifs dédiés. Toute l'économie locale bénéficie des services entre maître d'ouvrage, entreprises, et artisans locaux. Le ratio représente 1 € de subvention pour 4 € de travaux et permet également de générer des heures d'insertion : à hauteur de 3 970 heures.

Des travaux dans les collèges, pour améliorer l'accueil et le confort de tous, élèves et personnels

La MDADT a traité le chaud et le froid pour le confort thermique des collégiens et de l'équipe éducative du collège Germinal à BIACHE. Des films solaires ont été placés sur la façade plein sud de l'externat. Une nouvelle chaudière a été installée. L'augmentation des effectifs a nécessité la création d'installations sanitaires avec mise en place d'un bâtiment modulaire. Au collège Jean Monnet à Aubigny, compte tenu de la fragilisation du bâtiment de la demi pension, une partie du réfectoire a été fermée et un bâtiment modulaire aménagé pour assurer la sécurité des élèves, en poursuivant la restauration.

La mobilité au cœur de l'action de la MDADT : assurer sécurité et confort des usagers de la route

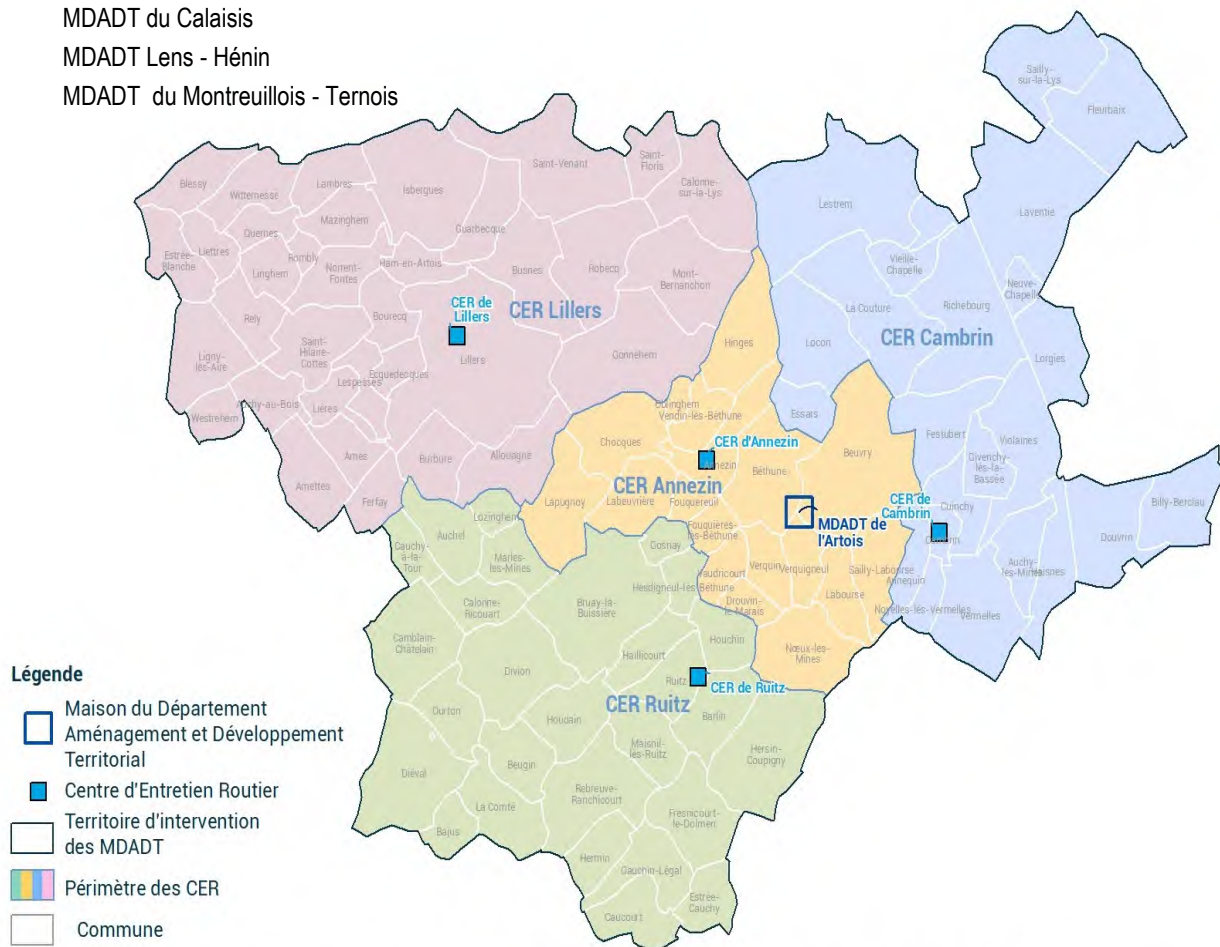
La MDADT a réalisé deux chantiers expérimentaux sur les RD 9 Ervillers / Gomiécourt et 24 Amplier / Terramesnil. Ces chantiers ont permis de réutiliser plus de 3 000 tonnes d'agrégats d'enrobés pour constituer une grave émulsion à plus de 90% recyclée. Cette technique a permis de remettre en état 4 km de réseau routier secondaire, à moindre coût et de réutiliser les agrégats d'enrobés provenant du réseau routier principal. Cette stratégie de gestion patrimoniale routière permettra de tendre progressivement vers une économie circulaire. Par ailleurs, en partenariat avec la communauté de communes du Sud-Artois, une étude expérimentale a été menée pour réfléchir à un meilleur partage du réseau routier secondaire (RD de 3^{ème} catégorie et route communale) avec les mobilités actives. Enfin, une étude de sécurisation de la desserte cyclable du collège Carlin Legrand de Bapaume a également été pilotée en partenariat avec l'EPCI et les communes concernées, l'association Droit au Vélo et l'équipe pédagogique de l'établissement scolaire.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites

des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- **MDADT de l'Artois**
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois - Ternois



0 5 10 Source : IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

Montant de subventions versées	1,51 M€
Nombre d'équipes d'exploitation	10 équipes—4 Centres d'Entretien Routiers—69 agents

Crédits de paiement dépensés en Maîtrise d'Ouvrage	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
	Routes Départementales	3,2 M€
Collèges et bâtiments	2,3 M€	530 000 €

Projets	Nombre
FARDA Équipement et aménagement	9
Bourg-centre / Équipement structurant	/
Aide voirie communale (AVC)	13
AVC inondations	/
Défense extérieure contre l'incendie (DECI)	/
FARDA – Atribus	2
Fonds d'intervention pour les enjeux écologiques territoriaux (FIEET)	3

2021 ... « Transversalité », c'est le maître-mot de l'année 2021 en Artois. Plus que jamais il a fallu travailler ensemble.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- **MDADT de l'Artois**
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois -Ternois



Requalification et isolation des façades du collège Maurice Picquet /Isbergues



Requalification du passage piétons sous RD 945



Requalification de la RD 301 section Hersin-Coupigny/Barlin



Réfection de l'ouvrage d'art de Mazinghem RD 186

Les réalisations majeures

La contractualisation, outil de développement au service des territoires et de ses habitants

Adoptés en 2019, les 13 contrats liant le Département aux partenaires du territoire se sont achevés cette année. Signe de la dynamique partenariale initiée, de nombreux projets ont bénéficié d'un accompagnement du Conseil départemental pour un montant total de 1 574 055 €. La commune de Saint-Venant a notamment bénéficié d'un accompagnement pour la réalisation d'une épicerie solidaire, autour de laquelle une dimension partenariale s'est engagée. Ce projet est une des composantes de l'ambitieuse réhabilitation patrimoniale de l'ancien hospice, qui se poursuivra jusqu'en 2024.

L'accompagnement des projets situés en QPV, pour améliorer le quotidien des élèves et des habitants

Avec 15 quartiers, l'Artois est le deuxième territoire départemental (en nombre de quartiers reconnus) au titre de la politique de la ville. Ce sont 11 projets soutenus par le Département, soit 182 966,66 €, qui ont permis aux communes d'améliorer les équipements et le cadre de vie des écoles du territoire.

Les subventions FARDA, pour accompagner les projets essentiels aux habitants des zones rurales

Avec 24 dossiers accompagnés au titre du FARDA, ce sont 368 453 € d'aides que le Département a accordé aux communes rurales du territoire (61 communes éligibles). Parmi les projets, la rénovation de l'école Marcel Pagnol à Calonne-sur-la-Lys, des travaux d'accessibilité à Fresnicourt-le-Dolmen, ou encore la création d'un parking paysager à Lozinghem.

Des travaux dans les collèges, pour améliorer l'accueil et le confort de tous, élèves et personnels

Parmi les nombreux chantiers réalisés, on peut retenir :

- ◆ les travaux de mise en accessibilité du collège Léo Lagrange de Lillers, comportant en particulier la réalisation d'une passerelle reliant deux bâtiments, pour un coût de 850 000€;
- ◆ la réfection de la demi-pension du collège Georges Brassens de Saint-Venant, pour un coût de 48 000€, améliorant la qualité d'accueil des demi pensionnaires sur le temps méridien;
- ◆ la réfection des enduits extérieurs du collège Jean Wallon de Divion, améliorant l'esthétisme du bâtiment et le cadre de vie, pour un coût de 48 000 €.

La mobilité au cœur de l'action de la MDADT : assurer sécurité et confort des usagers de la route

Au sortir de la crise sanitaire, les modes doux et actifs ont connu un véritable engouement, incitant le développement des structures et aménagements.

Dans le cadre de l'EuroVéloroute N°5, le Département a réalisé un tronçon reliant le parc départemental d'Olhain aux pistes du BHNS situées à Houdain. Par ailleurs, la communauté d'agglomération et le Conseil départemental ont conjointement délibéré pour assurer une répartition des tronçons à réaliser sur cette même EuroVéloroute. Cette démarche permet de démontrer l'étroit partenariat et la complémentarité entre les collectivités, notamment sur cette thématique.

Le Département accompagne la définition, le tracé du schéma cyclable porté par le SMT-AG* (syndicat mixte des transports Artois-Gohelle), et qui donnera, à long terme, les axes à développer pour assurer un maillage dynamique et cohérent du territoire.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites

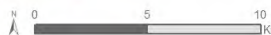
des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- MDADT de l'Artois
- **MDADT de l'Audomarois**
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois -Ternois



Légende

-  Maison du Département Aménagement et Développement Territorial
-  Centre d'Entretien Routier
-  Territoire d'intervention des MDADT
-  Périmètre des CER
-  Commune



Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

Montant de subventions versées	2,32 M€
Nombre d'équipes d'exploitation	8 (4 Centres d'Entretien Routier)

Crédits de paiement dépensés en Maîtrise d'Ouvrage	INVESTISSEMENT	
	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
Routes Départementales	3,96 M€	304 237 €
Collèges et bâtiments	2,33 M€	122 511 €

Projets	Nombre
FARDA Équipement et aménagement	26
Bourg-centre / Équipement structurant	2
Aide voirie communale (AVC)	31
AVC inondations	/
Défense extérieure contre l'incendie (DECI)	3
FARDA – Atribus	2
Fonds d'intervention pour les enjeux écologiques territoriaux (FIEET)	6

2021 ... L'activité de la MDADT a contribué à améliorer la qualité de vie des citoyens, en milieu rural comme urbain, en accompagnant des projets comme des maisons de services ou de santé, en confortant l'accueil scolaire et périscolaire (restructuration école, aménagements sportifs), en développant la mobilité douce, ou en préservant la biodiversité (marais audomarois).

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- MDADT de l'Artois
- **MDADT de l'Audomarois**
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois -Ternois



Aménagement plateaux collège Jaurès / Aire-sur-la-Lys



Réfection étanchéité planétarium / Coupole d'Helfaut

Les réalisations majeures

La contractualisation, outil de développement au service des territoires et de ses habitants

Avec la contractualisation, les collectivités ont contribué à la préservation et la promotion de l'emblématique marais audomarois. Le syndicat mixte de gestion des eaux de l'Aa, le syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale, les communes de Houlle, Saint-Martin-lez-Tatinghem et Saint-Omer, la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer et le Département, ont décidé la mise en œuvre d'un programme opérationnel diversifié. Le sentier de la Houlle, prisé des randonneurs et amateurs de nature sera réhabilité, le pont Kempoucke à Saint-Omer a été remis en état, assurant la desserte d'un quartier de la ville et le maintien de l'activité agricole, tout comme la place du rivage de Saint-Martin-lez-Tatinghem renouvellera la réunion des paysages urbains et maraîchers. Enfin, le Département s'engage dans la surveillance de la qualité de l'eau dans le marais, et la protection des amphibiens dans un site proche de la Grange Nature.

L'accompagnement des projets situés en QPV, pour améliorer le quotidien des élèves et des habitants

Les quatre communes audomaroises disposant de quartiers politique de la ville (QPV) ont bénéficié d'un accompagnement du Département dans le cadre de l'amélioration de la qualité de vie scolaire. L'école Dannel d'Aire-sur-la-Lys a été équipée de nouvelles menuiseries, des travaux de peinture ont été menés à l'école Léon Blum de Longuenesse, les écoles Perrault et Montaigne à Saint-Omer ont bénéficié d'équipements de confort (stores, capteurs acoustiques). Le groupe scolaire Albert Camus à Arques a pu renouveler le parc de trottinettes.

Les subventions FARDA, pour accompagner les projets essentiels aux habitants des zones rurales

Cette année, quelques équipements structurants en matière de services à la population ont été accompagnés, à l'image du futur espace France services à Fauquembergues (Enerlya) et de la Maison de Santé de Lumbres. De nombreuses communes ont également engagé des programmes de travaux dans leurs écoles : Bayenghem-les-Seninghem, Cléty, Coulomby, Fléchin, Nordausques, Quercamps, Renty, Wismes et Wittes.

Des travaux dans les collèges, pour améliorer l'accueil et le confort de tous, élèves et personnels

La MDADT est intervenue au collège Jean Jaurès à Aire-sur-la-Lys pour la création d'un plateau multisports en revêtement synthétique et d'une piste d'athlétisme non normalisée. Ces aménagements offrent une variété de sports notamment d'équipe (basket, handball et football). Les études techniques et graphiques ont été confiées à un bureau d'études. Le montant de l'opération s'élève à 295 000 € TTC. Des travaux de réfection de l'étanchéité du collège Pierre Mendès-France d'Arques ont été réalisés entre juillet et septembre. L'étanchéité des bâtiments de la demi-pension et des logements a été rénovée sur environ 1 650 m². Les toitures et leur accès ont été mis en sécurité par l'installation de garde-corps, pour 300 000 € TTC.

La mobilité au cœur de l'action de la MDADT : assurer sécurité et confort des usagers de la route

Afin d'encourager la pratique des mobilités douces, notamment auprès des collégiens de Lumbres, il a été proposé une journée de pratique du vélo sur une nouvelle voie verte reliant Lumbres à Remilly-Wirquin. Cette portion de 5 km, aménagée par la Communauté de Communes du Pays de Lumbres (CCPL), fait partie intégrante des préconisations portées par le Département dans son étude des mobilités douces dans ce secteur. 3 classes de 6^{ème} ont été sensibilisées et initiées à la pratique du vélo et aux règles de sécurité routière. L'objectif final : les encourager à utiliser l'itinéraire sécurisé pour venir au collège ou lors de leurs autres déplacements. Le travail entrepris va permettre aux professeurs d'éducation physique de proposer cette action à l'ensemble des classes et ainsi faire connaître cette nouvelle liaison à un maximum d'élèves. La mobilité a été affirmée comme un enjeu important pour la CCPL et le Département. L'idée est de poursuivre les aménagements d'itinéraires sécurisés pour favoriser l'utilisation des modes doux.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites

des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- **MDADT du Boulonnais**
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois -Ternois



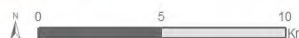
Montant de subventions versées	608 491 €
Nombre d'équipes d'exploitation	6 (3 Centres d'Entretien Routier)

Crédits de paiement dépensés en Maîtrise d'Ouvrage	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
Routes Départementales	3,81 M€	287 000 €		
Collèges et bâtiments	1,71 M€	450 954 €		

Projets	Nombre
FARDA Équipement et aménagement	18
Bourg-centre / Équipement structurant	2
Aide voirie communale (AVC)	21
AVC inondations	/
Défense extérieure contre l'incendie (DECI)	6
FARDA – Atribus	2
Fonds d'intervention pour les enjeux écologiques territoriaux (FIEET)	12

Légende

- Maison du Département Aménagement et Développement Territorial
- Centre d'Entretien Routier
- ▭ Territoire d'intervention des MDADT
- ▨ Périmètre des CER
- Commune



Source : ©IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

2021 ... Accompagner les collectivités pour la mise en place de nouveaux services à destination de la population (ex: création de tiers-lieu), pour la rénovation de nouvelles voiries afin d'offrir sécurité et confort aux usagers lors de leurs déplacements et décliner les mobilités douces afin de sécuriser les déplacements (modes doux, cyclables, équestres) et plus particulièrement à destination des plus jeunes aux abords des collèges.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- **MDADT du Boulonnais**
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois -Ternois

Mare pédagogique / Outreau



Rénovation de la salle des professeurs / collège Jean Moulin Outreau

Rénovation de la salle Ulysse / Collège Pierre Daunou Boulogne-sur-Mer



Création d'un giratoire / Saint-Etienne-au-Mont

Les réalisations majeures

La contractualisation, outil de développement au service des territoires et de ses habitants

4 opérations ont été inscrites dans la contractualisation : la réalisation d'un complexe aqua ludique « NATUREO » en lien avec la direction des sports, la communauté de communes de Desvres-Samer (CCDS), équipement pour les collégiens de Desvres et alentours (1 500 000 €). L'EPCI de la Terre des 2 Caps a bénéficié d'une ingénierie technique et financière pour une étude permettant de mesurer l'attractivité du pôle gare et décliner des modes doux et liaisonnés (42 800 €). La communauté d'agglomération du Boulonnais (CAB) a été accompagnée pour la construction d'un parking relais multimodal (400 000 €). Neufchâtel-Hardelot, accompagné des services, a transformé un bâtiment communal en centre culturel (141 000 €).

L'accompagnement des projets situés en QPV, pour améliorer le quotidien des élèves et des habitants

Marquise, Boulogne-sur-Mer, Le Portel, Outreau et Saint-Martin-Boulogne ont au moins un quartier politique de la ville. En lien avec la Maison du Département Solidarité, la MDADT a initié des projets de réhabilitation d'écoles (94 387 €). Les services participent aux dispositifs « cœur de ville » (Boulogne-sur-Mer) et « petites villes de demain », dispositif d'accompagnement financier aux projets des communes retenues : Saint-Martin-Boulogne, Le Portel, Wimille, Marquise et Desvres.

Les subventions FARDA, pour accompagner les projets essentiels aux habitants des zones rurales

Malgré une façade littorale, le Boulonnais est à dominante rurale, comprenant 58 communes éligibles au FARDA. 37 dossiers ont été retenus pour un total de 807 043 €. A souligner une forte mobilisation des services en accompagnement technique et financier pour la réalisation des études bourg-centre de Samer et Marquise (28 000 € chacune). Par le biais du fonds d'intervention sur les enjeux écologiques territoriaux, une mare pédagogique a vu le jour à Outreau (18 000€ de subvention).

Dans le cadre de l'appel à projets innovation territoriale, un soutien de 50 000 € a été apporté en terme de maraîchage et d'alimentation durable à Capelle-les-Boulogne.

Des travaux dans les collèges, pour améliorer l'accueil et le confort de tous, élèves et personnels

918 demandes d'interventions ont été traitées. On retiendra : la rénovation des salles de technologie au collège Eluard de St Etienne-au-Mont (170 000 €); la réfection des plafonds et le remplacement des éclairages des salles de restauration du collège Langevin de Boulogne-sur-Mer (205 000 €); la rénovation de la salle ULIS du collège Daunou (20 400 €); la rénovation des sanitaires et de la salle des professeurs au collège Jean Moulin de Le Portel (210 000 €) la réfection du réseau de chauffage, l'isolation des plafonds dans les cuisines, le remplacement des limiteurs d'ouverture de fenêtres au collège Rostand de Marquise (73 300 €), le remplacement du réseau de chauffage au collège Pilâtre-de-Rozier de Wimille (55 300 €) ainsi qu'un désamiantage du logement du principal du collège Le Trion de Samer (50 000 €).

La mobilité au cœur de l'action de la MDADT : assurer sécurité et confort des usagers de la route

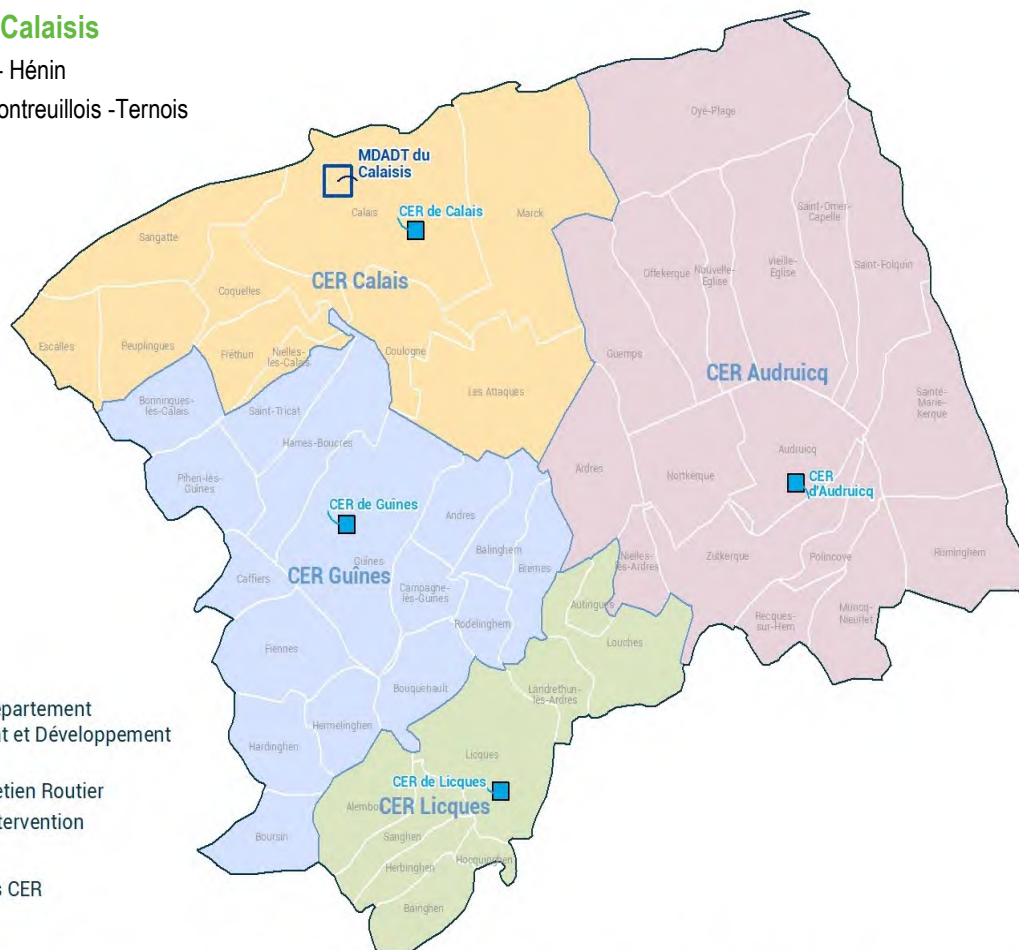
Des études de sécurisation aux abords des collèges Langevin de Boulogne-sur-Mer et Salengro de Saint-Martin-Boulogne ont été réalisées : 7 800 € HT par collège. Un accompagnement des mobilités pédestres, cyclables et équestres a été entrepris au profit de la CAB et de la CCDS. L'objectif était d'identifier les points de rupture de la continuité de l'itinéraire et d'assurer les liaisons avec les structures communautaires et intra-communautaires. Des sections ont été réalisées sur la Vélo-maritime : RD 119 entre Condette et Ecault et sur la RD 940 à la sortie de Wimereux vers Ambleteuse. De même, la RD 119, a fait l'objet d'un aménagement global (Département, CAB et Outreau) avec la réalisation d'une liaison cyclable vers le collège Camus. Pour fluidifier le trafic, au sud de l'agglomération boulonnaise, un giratoire a été créé entre la RD 940 et la RD 52 à Saint-Etienne-au-Mont, en lieu et place d'un feu tricolore. Enfin, poursuite des travaux de réfection des couches de roulement de la RD 231; itinéraire structurant pour l'activité du bassin carrier - 266 228 €

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites

des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- **MDADT du Calaisis**
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois -Ternois



Montant de subventions versées	1,41 M€
Nombre d'équipes d'exploitation	6 (4 Centres d'Entretien Routier)

Crédits de paiement dépensés en Maîtrise d'Ouvrage	INVESTISSEMENT	
	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
Routes Départementales	2,86 M€	294 000 €
Collèges et bâti- ments	2,26 M€	264 750 €

Projets	Nombre
FARDA Équipement et aménagement	9
Bourg-centre / Équipement structurant	1
Aide voirie communale (AVC)	11
AVC inondations	1
Défense extérieure contre l'incendie (DECI)	/
FARDA – Atribus	1
Fonds d'intervention pour les enjeux écologiques territo- riaux (FIEET)	2

Légende

- Maison du Département Aménagement et Développement Territorial
- Centre d'Entretien Routier
- Territoire d'intervention des MDADT
- Périmètre des CER
- Commune

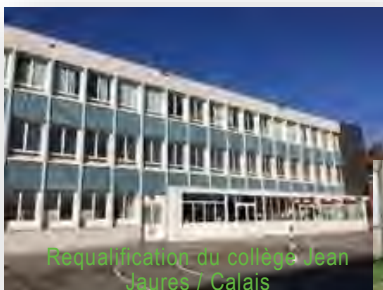
0 4.75 9.5
Sources : ©IGN - Admin Express 2021 - Cd 62 BDR - Réalisation : Cd62, SIGEO, déc. 2021 - © Tous droits réservés - Reproduction et diffusion interdites

2021 ... L'aide à l'ingénierie a permis d'être au service, de façon plus proche, des collectivités et des usagers de la route.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- **MDADT du Calaisais**
- MDADT Lens - Hénin
- MDADT du Montreuillois -Ternois



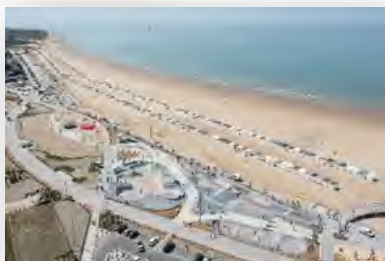
Requalification du collège Jean Jaures à Calais



Déplacement d'une péniche au Pont Valois à Guînes



Travaux d'enrobés au collège de Guînes



Skate-park sur le front de mer de Calais

Les réalisations majeures

La contractualisation, outil de développement au service des territoires et de ses habitants

4 dossiers de contractualisation ont été soldés : la création d'un skate-park sur le front de mer de Calais (400 000€), la transformation d'un ancien café en espace culturel « Le Bôbar » à Ruminghem (111 219,50€), la Maison de Services au Public d'Audruicq (200 000€), le film de la tour de l'horloge à Guînes (22 078,59€). 2 conventions ont été signées entre le Département et ses co-contractants : la Maison de Pays de Licques portée par la communauté de communes Pays d'Opale, la Maison dans la Dune, portée par la communauté de communes de la Région d'Audruicq.

L'accompagnement des projets situés en QPV, pour améliorer le quotidien des élèves et des habitants

Le Département a accompagné la ville de Calais à hauteur de 79 295,42€ pour des travaux de désamiantage dans 4 écoles élémentaires en quartier prioritaire (écoles Gagarine, Condé, Constantine et Curie) dans le cadre de son appel à projet QPV.

Les subventions FARDA, pour accompagner les projets essentiels aux habitants des zones rurales

23 dossiers ont bénéficié d'une subvention au titre du FARDA pour 720 310€ : 1 subvention bourg-centre (200 000€), 9 subventions équipements et aménagements (357 281,25€), 1 subvention aribus (2750€), 11 subventions aide à la voirie communale (152 737€), 1 subvention ponts et berges (7 532€). Des subventions ont également été attribuées au titre des amendes de police pour 11 dossiers (121 092,65€), au titre du fonds d'intervention pour les enjeux écologiques territoriaux pour 2 dossiers (21 525€) et au titre du Fonds Alimentation Durable pour 2 dossiers (40 802€). Quelques exemples de projets subventionnés en 2021 : réaménagement de la place Foch à Guînes, rénovation du réfectoire scolaire de Caffiers, rénovation de la salle communale de Nielles-lès-Calais, réhabilitation du groupe scolaire de Fréthun, aménagement qualitatif d'un espace public à Bonningues-les-Calais, aménagement d'un espace nature à Polincove, création par le CIAS d'une épicerie sociale itinérante, région d'Audruicq.

Des travaux dans les collèges, pour améliorer l'accueil et le confort de tous, élèves et personnels

2,261 millions d'euros ont été investis dans la réhabilitation et le gros entretien des bâtiments du territoire. Le collège Jean Jaures de Calais a bénéficié d'une importante réhabilitation avec l'étanchéité de la toiture, la rénovation de la façade, l'installation d'un ascenseur pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, salles de musique et sciences pour un montant de 2 millions d'euros sur 2 ans de chantier. Afin de répondre à des problématiques de vétusté et de mise aux normes de la demi-pension du collège Jean Monnet de Coulogne, la ligne de self a été remplacée pour 40 000€. Les verrières des collèges Monnet de Coulogne et des Argousiers à Oye-Plage ont été remplacées pour, respectivement, 260 000€ et 270 000€. Enfin, le collège République de Calais, classé Bâtiments de France, a subi un ravalement par hydrogommage et la réparation des bétons pour 84 000€.

La mobilité au cœur de l'action de la MDADT : assurer sécurité et confort des usagers de la route

La programmation routes et mobilités a eu pour objectif de soutenir et d'accompagner les communes du territoire dans leur stratégie de requalification des réseaux routiers, notamment sur le volet mobilité :

- ◆ accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur stratégie : par exemple une aide technique et administrative pour la commune d'Hames-Boucres, lors des importantes inondations de fin d'année;
- ◆ appui des communes par des missions confiées en direct : exemple de Guînes dans le cadre de la stratégie de mobilité douce en complément du remplacement du Pont Valois;
- ◆ sur le plan technique, la réhabilitation et la restructuration du réseau routier en lien avec les communes et le réseau autoroutier comme pour le chantier du giratoire de TransMarck (très grande zone de passage reliant une zone d'activité, la commune, et l'autoroute).

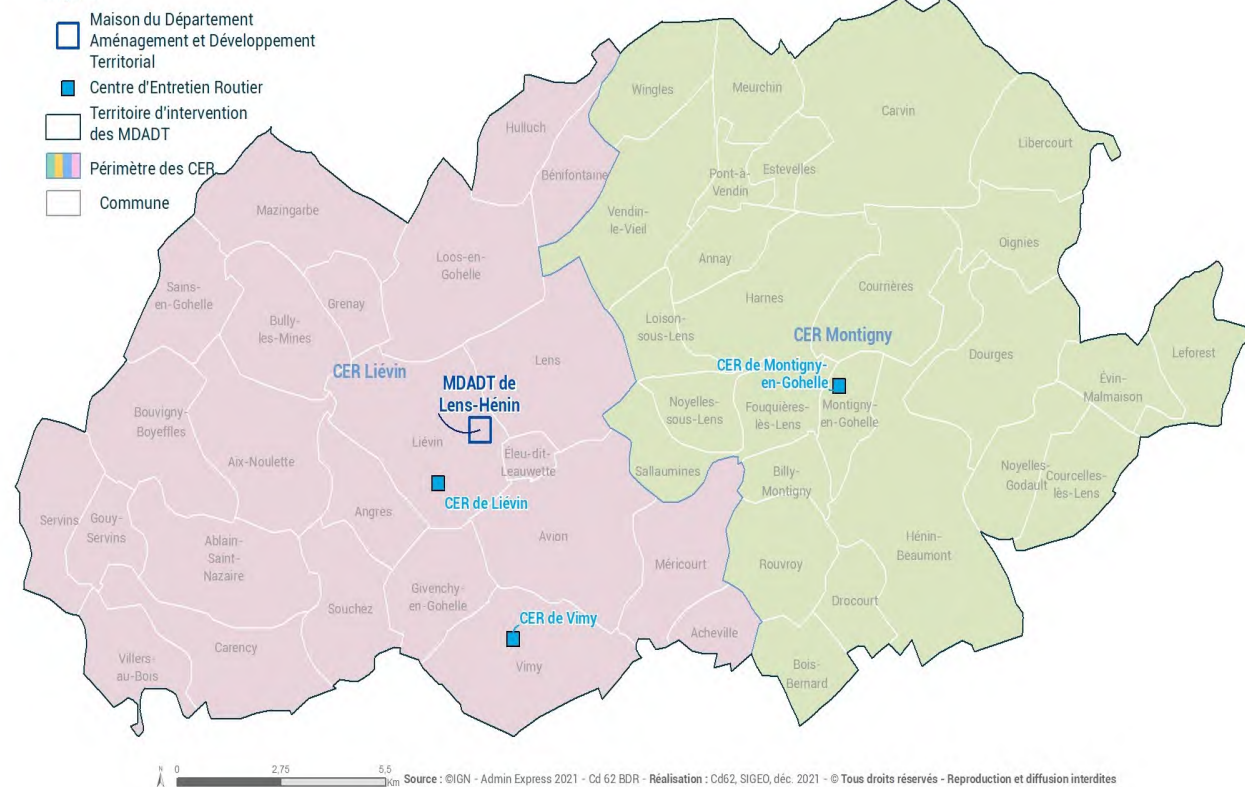
Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites

des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- **MDADT Lens - Hénin**
- MDADT du Montreuillois -Ternois

Légende



Montant de subventions versées	2,38 €
Nombre d'équipes d'exploitation	4 (2 Centres d'Entretien Routier)

Crédits de paiement dépensés en Maîtrise d'Ouvrage	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
	Routes Départementales	3,84 M€
Collèges et bâtiments	3,27 M€	636 091 €

Projets	Nombre
FARDA Équipement et aménagement	1
FARDA Bourg-centre / Équipement structurant	0
FARDA aide voirie communale (AVC)	5
OSMOC	3
MMU	2
Amendes de police	12
Fonds d'intervention pour les enjeux écologiques territoriaux (FIEET)	7
AAP QPV 2021	23
Modes doux	4
Fonds d'initiatives pour les espaces naturels (FIEN)	4
Fonds alimentation durable	1

2021 ... Le contexte sanitaire a néanmoins permis d'accompagner 62 projets dans les différentes politiques départementales. Avec l'ambition de l'éco-transition, la coopération territoriale vise à sécuriser et améliorer le cadre de vie des habitants du bassin minier. Les 21 chantiers des collèges réalisés en 2021, participent à l'amélioration du cadre de vie des collégiens, vecteurs d'un cadre propice à l'apprentissage et l'accès à la connaissance essentielle pour l'avenir de ce territoire et de ses habitants.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites
des Maisons du Département Aménagement
et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- **MDADT Lens - Hénin**
- MDADT du Montreuillois - Ternois



Aménagements cyclables au
collège Jean-Jacques Rousseau
à Avion



Renouvellement de chaussée à
Méricourt / D262



Le collège René Cassin à ÉOOS - équi-
pé de panneaux
photovoltaïques

Plantation d'espèces locales « ceinture
gourmande » (FIEET) à Loos-en-Gohelle



Les réalisations majeures

La contractualisation, outil de développement au service des territoires et de ses habitants

Quelques exemples de projets accompagnés par le Département en soutien des communes et tiers au travers de la démarche de contractualisation : Sallaumines - Aménagement de 2 classes supplémentaires à l'école maternelle Basly, l'association Porte Mine pour la rénovation de la maison d'ingénieur dans la cité 12/14 à Loos-en-Gohelle, la construction d'une bibliothèque à Courcelles-lès-Lens, l'accompagnement pour la construction d'un espace à vocation touristique et sportive à Souchez, ou encore la construction du centre nautique et aménagement des abords à Carvin.

L'accompagnement des projets situés en QPV, pour améliorer le quotidien des élèves et des habitants

Afin de compléter l'action sociale essentielle au quotidien, la Commission Permanente a voté la création d'un appel à projet intitulé « modernisation de l'offre de services offerte aux habitants en quartier prioritaire et quartier de veille active ». L'enjeu est de promouvoir des améliorations concrètes dans le quotidien des enfants, dans leur classe et dans les salles de restauration, d'éveil ou encore les espaces récréatifs. Ainsi, à Grenay : remplacement de mobilier dans les classes et embellissement des cours d'écoles, à Lens : mise aux normes des groupes scolaires Pasteur et Berthelot, à Angres agrandissement d'une micro-crèche et écoles, et à Rouvroy, soutien à la construction d'un pôle social.

Les subventions FARDA, pour accompagner les projets essentiels aux habitants des zones rurales

Afin de soutenir les communes rurales, le Département confirme son engagement en faveur de la ruralité au travers des aides accordées au titre du FARDA (Ingénierie déployée auprès des équipes municipales) :

- ◆ aménagement et équipement à Carency : soutien à la construction des ateliers municipaux;
- ◆ aide à la voirie communale à Bois-Bernard, pour l'aménagement de la voirie aux abords de la salle polyvalente.

Des travaux dans les collèges, pour améliorer l'accueil et le confort de tous, élèves et personnels

Parmi les 21 opérations réalisées : la mise en accessibilité du collège Michelet de Lens et la construction de sanitaires au collège Zola à Fouquières-lès-Lens. Les élèves de SEGPA du collège Darras-Riaumont ont également pu redécouvrir leurs locaux intégralement rénovés. L'amélioration énergétique des bâtiments et le développement durable sont autant de principes déclinés dans les travaux de réfection des couvertures des collèges Macé à Hénin-Beaumont et Langevin d'Avion où l'isolation a été renforcée. Le collège René Cassin de Loos-en-Gohelle a bénéficié d'une installation de panneaux photovoltaïques, permettant l'autoconsommation de l'électricité produite par ces nouveaux équipements.

La mobilité au cœur de l'action de la MDADT : assurer sécurité et confort des usagers de la route

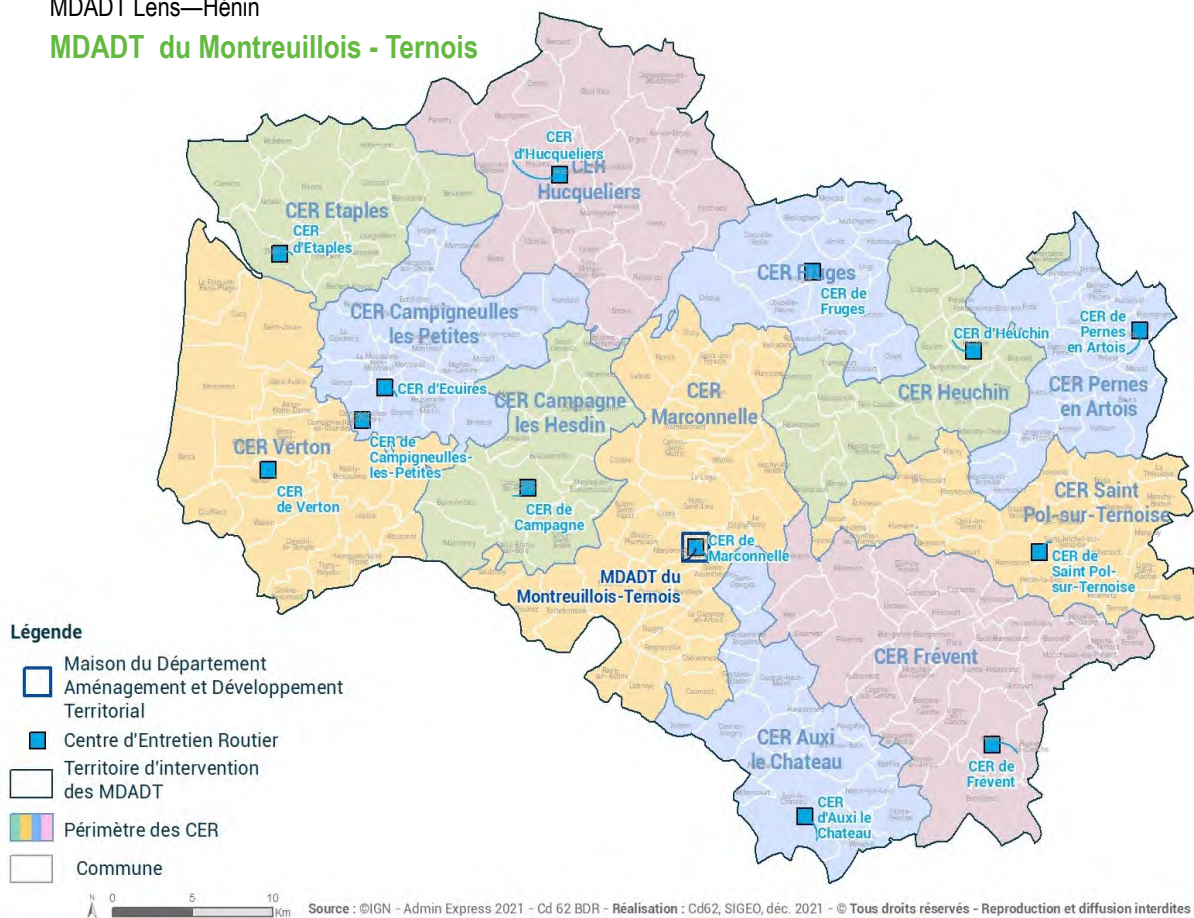
Les nouvelles mobilités sont un véritable enjeu dans ce territoire très urbain. La concertation avec les acteurs de la mobilité est essentielle pour rendre cohérente cette action. Pour sa part, La MDADT réalise depuis plusieurs années 4 études de mobilité collèges pour aider les communes à entreprendre des aménagements. Une aire de covoiturage a été créée à Noyelles-Godault. Les opérations de réfection de chaussée sur routes départementales sont souvent l'occasion de réaliser des aménagements cyclables (D 937 Sains-en-Gohelle, D 919 Bois-Bernard, D 51 Givenchy-en-Gohelle, D 166 Mazingarbe) et d'apaiser les vitesses de circulation, y compris sur voies communales, par le biais des études collège et d'ingénierie 62. Afin de protéger et valoriser la biodiversité du territoire, le Département du Pas-de-Calais accompagne les communes, les EPCI et les associations sur des projets d'aménagement paysager : habitat pour les oiseaux, vergers conservatoires, plantations d'espèces locales, restauration de zones humides ou d'arbres remarquables. Ce sont plus de 78 000 € d'accompagnement financier sur les projets du territoire Lens - Hénin.

Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites

des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arageois
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens—Hénin
- **MDADT du Montreuillois - Ternois**



Montant de subventions versées	2,75 M€
Nombre d'équipes d'exploitation	20 (12 Centres d'Entretien Routier)

Crédits de paiement dé- pensés en Maîtrise d'Ou-	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
	Routes Départementales	8,84 M€
Collèges et bâtiments	1,92 M€	278 775 €

Projets	Nombre
FARDA Équipement et aménagement	41
Bourg-centre / Équipement structurant	1
Aide voirie communale (AVC)	46
AVC inondations	4
Défense extérieure contre l'incendie (DECI)	6
FARDA - Abrisbus	7
Fonds d'intervention pour les enjeux écologiques territoriaux (FIEET)	8

2021 ... 404 appels dans le cadre de la veille qualifiée (+47% par rapport à 2020) mobilisant les équipes pour des interventions de mise en sécurité du patrimoine routier et immobilier. 40 accompagnements des collectivités du territoire dans le cadre du dispositif Ingénierie 62

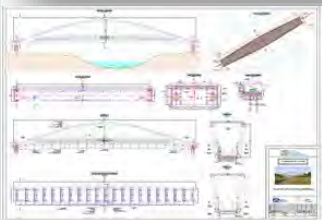
Les solidarités territoriales

La couverture géographique des sites des Maisons du Département Aménagement et Développement Territorial

- MDADT de l'Arrageois
- MDADT de l'Artois
- MDADT de l'Audomarois
- MDADT du Boulonnais
- MDADT du Calaisis
- MDADT Lens—Hénin
- **MDADT du Montreuillois -Ternois**



Aménagement d'une aire de co-voiturage de 40 places / Étapes-sur-Mer



Réalisation d'une liaison cyclable Pas-de-Calais Somme : Pont-à-Cailloux / Conchil-le-Temple



Travaux de maintenance du réseau routier RD 901 / Attin

Les réalisations majeures

La contractualisation, outil de développement au service des territoires et de ses habitants

4 projets inscrits dans la contractualisation ont été finalisés. En particulier un accompagnement de la communauté de communes des 7 Vallées dans le projet de rénovation de la salle de sports de Beaurainville. Cet équipement, bénéficiant aux collégiens, a reçu un soutien financier au titre du fonds d'innovation territoriale de 152 785 €. Dans la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois, la création d'un guichet unique de la politique sociale à Étapes-sur-Mer va voir le jour et a bénéficié de 156 908 € de subvention départementale. Le milieu associatif a également profité de la contractualisation : l'association ATRE a ainsi été soutenue dans son projet de réhabilitation de friche, à hauteur de 100 000 €. Enfin, la commune de Fressin et les services de la MDADT ont travaillé activement tout au long de l'année à la création d'une école innovante en milieu rural, véritable laboratoire d'innovation pédagogique. Ce projet a reçu un soutien de 87 500 € dans le cadre du FARDA et 380 000 € dans le cadre de la contractualisation.

L'accompagnement des projets situés en QPV, pour améliorer le quotidien des élèves et des habitants

Seule la commune d'Étapes-sur-Mer compte un quartier politique de la ville. La commune a été accompagnée dans le cadre de la modernisation des écoles Jean Moulin et Rombly. Il s'agissait de remplacer des moyens d'éclairage énergivores et vieillissants par de l'éclairage LED. Le projet a ainsi pu bénéficier d'une subvention départementale de 7 242 €.

Les subventions FARDA, pour accompagner les projets essentiels aux habitants des zones rurales

A dominante rurale, le territoire nécessite une forte mobilisation en ingénierie des services du Département et un important soutien financier dans le cadre du FARDA. Parmi les projets accompagnés, les réhabilitations des bâtiments mairie-école de Flers et d'Alette, la rénovation du groupe scolaire de Beussent, la construction d'une nouvelle mairie à Campagne-Boulonnais ou encore la construction d'une salle multi-activités à Boisjean s'illustrent par leur caractère structurant. La création d'une halle polyvalente à Auxi-le-Château a intégré le dispositif FARDA bourg-centre, à hauteur de 200 000 €.

Des travaux dans les collèges, pour améliorer l'accueil et le confort de tous, élèves et personnels

1 025 demandes d'intervention sur le patrimoine immobilier. Parmi les réalisations majeures d'investissement : la rénovation de la cuisine au collège le Bellimont de Pernes, la réfection de l'enveloppe extérieure du bâtiment administration au collège de la Gorce à Hucquelières, la mise en place d'une ventilation intérieure dans l'externat au collège Rostand à Auchy-les-Hesdin et le remplacement du système de sécurité incendie, le remplacement des paillasses dans les 3 salles de sciences et le démarrage des travaux de mise en conformité du bâtiment H au collège Salengro de St-Pol-sur-Ternoise.

La mobilité au cœur de l'action de la MDADT : assurer sécurité et confort des usagers de la route

La réalisation et la mise en service d'une aire de co-voiturage de 49 places sur le territoire d'Étapes, à la jonction de la RD 939 et du diffuseur n°26 de l'autoroute A16, avec co-financement tripartite (Département du Pas-de-Calais, communauté de communes CA2BM, SANEF) pour un montant total de l'opération de 394 500 euros HT. L'engagement et le démarrage des travaux de réalisation d'une passerelle franchissant l'Authie au Pont-à-cailloux sur le territoire des communes de Conchil-le-temple et Quend répond à la volonté des 2 Départements (Pas-de-Calais et Somme) de raccorder les aménagements cyclables interrompus par l'Authie qui délimite leurs territoires respectifs. L'objectif est d'offrir une infrastructure continue et sécurisée de l'Eurovéloroute n°4 pour une mise en service courant 2022. Co-financé par le Département du Pas-de-Calais et le syndicat mixte des baies de Somme grand Littoral Picard (SMBS-GLP), délégataire du Département de la Somme sur la compétence relative à l'aménagement des espaces ayant pour objet de favoriser le développement touristique, le montant global estimé de l'opération représente 1 240 000 euros HT, reprise à hauteur de 50% chacun.

Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution

Les chiffres clés des partenariats :

860 216 € au titre de l'appel à projets Modernisation de l'offre de services offerte aux habitants en quartier prioritaire pour 49 projets;

406 accompagnements (au titre de la plateforme d'ingénierie 62) d'intercommunalités et de communes dont 82% de moins de 2000 habitants;

4 871 732 € au titre de la contractualisation pour le soutien à 24 opérations;

90 000 € pour le soutien aux 3 agences d'urbanisme du département;

182 828 € de soutien à l'association Mission bassin minier;

30 000 € de soutien à l'association Euralens;

165 000 € pour le soutien aux 2 pôles métropolitains du département;

170 000 € au titre de l'appel à projets soutenons la vie étudiante du Pas-de-Calais pour 27 projets;

4 000 € au titre de l'appel à manifestation d'initiatives jumelages innovants pour 2 projets;

8 685 € au titre de l'appel à projets soutien aux initiatives transfrontalières locales pour 1 projet

Des partenariats territoriaux

Les partenariats établis depuis de nombreuses années avec les agences d'urbanisme, la Mission bassin minier, Euralens et les pôles métropolitains ont été renouvelés. Ils vont être réinterrogés afin de répondre davantage aux attentes des collectivités et des acteurs des territoires.

L'implication du Département dans la démarche de Renouveau du Bassin Minier avec l'État, la Région Hauts-de-France et le Département du Nord, en lien avec les communes, les bailleurs, les structures d'ingénierie et les opérateurs du territoire, se poursuit avec une action forte en direction de la rénovation intégrée des cités minières.

Un accompagnement au déploiement des « Maisons France services » (initié en 2019 par l'État) par l'analyse des candidatures pour garantir l'adéquation des nouvelles maisons labellisées avec les objectifs du SDAASP et les projets de territoires, a été réalisé.

L'accompagnement des services de l'État dans l'identification de secteurs clés et l'implantation de nouveaux pylônes pour résorber les « zones blanches », dans le cadre du « new deal mobile », s'est prolongé en 2021.

Veille et observation à l'échelle départementale

La constitution d'un observatoire départemental doté de moyens d'informations et d'observation partagés, ainsi que le lancement d'études partenariales au bénéfice de l'évolution des politiques publiques départementales ont été engagés.

La production cartographique et le développement d'applications de cartographie dynamique sur le web pour l'ensemble des services départementaux ont été amplifiés au bénéfice de l'exercice des politiques publiques départementales.

Enfin, le suivi et la veille sur des sujets transversaux à même d'impacter les politiques publiques départementales est poursuivi et développé (ruralité, loi 3DS, loi climat et résilience ...).

Partenariats aux échelles régionale, nationale et européenne

Le contrat de plan État-Région (CPER) 2021-2027 et la préparation des programmes européens post 2020 ont fait l'objet d'un travail transversal permettant une forte contribution du Département aux documents stratégiques et conventions régionales.

La représentation du Département dans la gouvernance des programmes européens (FEDER/FSE/IEJ) est régulière et poursuivie.

Le Comité du Détroit, initiative de coopération transfrontalière lancée en 2020 avec le Comté du Kent, le Département du Nord, les Provinces de Flandre orientale et occidentale et la Province de Zélande, a lancé son 1^{er} appel à projets « fonds de soutien aux initiatives transfrontalières locales ».

Les plans de relance, national (France Relance), et européen (REACT-EU), outils de relance en réponse à la crise sanitaire ont fait l'objet d'un suivi spécifique incluant le développement d'une culture de la recette.

Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution



Les réalisations majeures

La contractualisation, outil de développement au service des territoires et de ses habitants

En 2021, la contractualisation a mobilisé plus de 4,8M€ pour accompagner 24 projets de territoire représentant plus de 54,9M€ d'investissement public. Ces projets contribuent au renforcement de l'attractivité des territoires (valorisation des lieux de mémoire, création d'espaces culturels ou à vocation touristique et sportive...), à la préservation de l'environnement (parking relais multimodal, liaisons douces, sentiers pour randonneurs, ...), et au développement des services aux habitants (tiers lieu numérique, épicerie solidaire, accès aux services publics...).

A l'échelle départementale cette politique s'adapte, au cas par cas, aux réalités et besoins des différents territoires du département.

Un soutien aux écoles en quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville

En 2021, le Département a choisi de concentrer les moyens de l'appel à projets existant « modernisation de l'offre de services publics pour les habitants des quartiers prioritaires » vers le soutien de projets communaux favorisant l'embellissement et la réhabilitation des écoles maternelles et élémentaires de ces quartiers. 80% des communes éligibles ont reçu une subvention pour un total de 860 216€.

Ingénierie 62 : témoignage d'une commune de 200 habitants

« L'accompagnement a commencé par une visite de la mission ingénierie 62, de la MDADT et du CAUE. Lors de plusieurs temps d'échanges, les conseils nous ont été très utiles pour prendre en compte l'ensemble des enjeux (devenir de l'ancienne école, sécurité routière, valorisation du patrimoine, aire de jeu ...), bénéficier de propositions techniques, connaître les financements mobilisables et prioriser nos actions. Ce fut une réelle collaboration dans un souci d'opérationnalité et de simplicité. Un accompagnement personnalisé prenant en compte les difficultés et les attentes des petites communes ».

Mécénat : du nouveau avec la Coupole d'Helfaut et la direction opération grand site de France

Le travail opéré avec la direction de la Coupole a donné des résultats concrets : un apport de 100 000 € de mécénat (fondations Crédit Agricole, Mutualiste de France, entreprise Sony...), un partenariat avec Universcience (la Villette), et des liens étroits avec les entreprises locales ou nationales.

Celui avec la direction opération grand site de France s'est concrétisé par le soutien au festival photo des paysages sur le site des Deux Caps - groupe ARTE (prix du public 3 000 €).

La création d'un appel à projets en soutien aux étudiants fragilisés par la crise sanitaire

Un travail spécifique avec le service jeunesse a permis de mettre en place, dans des délais contraints, un appel à projets pour répondre aux difficultés sociales rencontrées par les étudiants pendant la crise sanitaire : fourniture de produits de première nécessité, recherche de stage et d'emploi, reprise de la vie étudiante et du lien social. Cette politique a permis de soutenir les associations étudiantes et la création de nouveaux liens entre les étudiants et des structures qu'ils ne fréquentaient pas, telles que les centres sociaux.

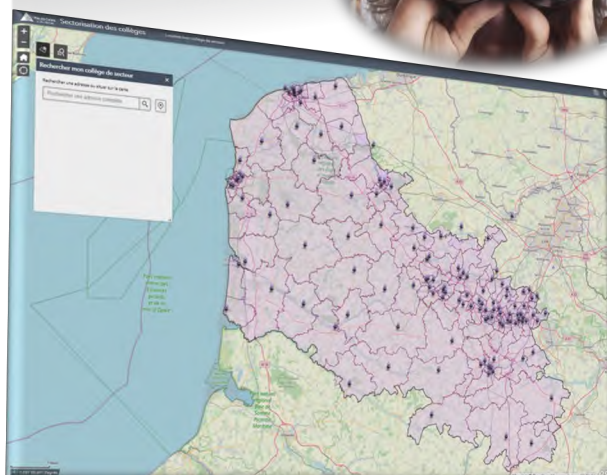
Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution



Les réalisations majeures

A l'échelle départementale

Réalisation de l'étude « BRSa: regards croisés sur le territoire de Lens-Liévin (2017-2021) »

Cette étude, menée de manière partenariale par la Maison du Département Solidarités de Lens-Liévin et le pôle partenariats et ingénierie, a permis de comprendre les ressorts de l'évolution à la hausse ou à la baisse du nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) sur douze communes de ce territoire. Dès à présent, l'étude a favorisé une évolution des pratiques locales d'accompagnement du Département (en lien avec les mairies, les associations et structures avec lesquelles le Département conventionne pour accompagner les bénéficiaires).

Des moyens pour une connaissance plus fine en matière d'accessibilité des services aux équipements et services

L'observatoire départemental a poursuivi son travail d'analyse de l'accessibilité pour la population aux services et aux équipements. Il a notamment actualisé le diagnostic du schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public et mené un travail de qualification de l'armature des pôles de services et des zones grises. Il a enfin conçu des outils d'exploration immédiate, simplifiée et intuitive de la base permanente des équipements à destination des services départementaux. Ces outils (actuellement en phase de test et de finalisation) faciliteront une connaissance plus fine des secteurs à enjeux forts en matière d'accessibilité des services au public.

Mise en place d'une application pour la sectorisation des collèges

Cette application cartographique, développée en collaboration avec la direction de l'éducation et des collèges, permet aux parents de connaître précisément le collège d'affectation de leurs enfants et différentes informations (adresse, contacts, accès à l'ENT...) après avoir saisi une adresse postale.

Cartes, système d'information géographique (SIG) et mise en place de l'espace collaboratif Géo Pas-de-Calais dans l'intranet

A l'échelle départementale, 340 cartes ont été réalisées en 2021. 14 agents ont été formés aux outils SIG. L'espace collaboratif Géo Pas-de-Calais, dédié aux agents départementaux, a été créé pour renforcer et faire vivre le réseau des référents SIG de la collectivité. Il est une véritable porte d'entrée vers la connaissance, l'information et les outils en matière de géomatique (applications métiers de cartographies dynamiques, supports et tutos, cartes...). Cet espace favorise l'expertise des agents départementaux au bénéfice de leurs missions et des politiques publiques départementales.

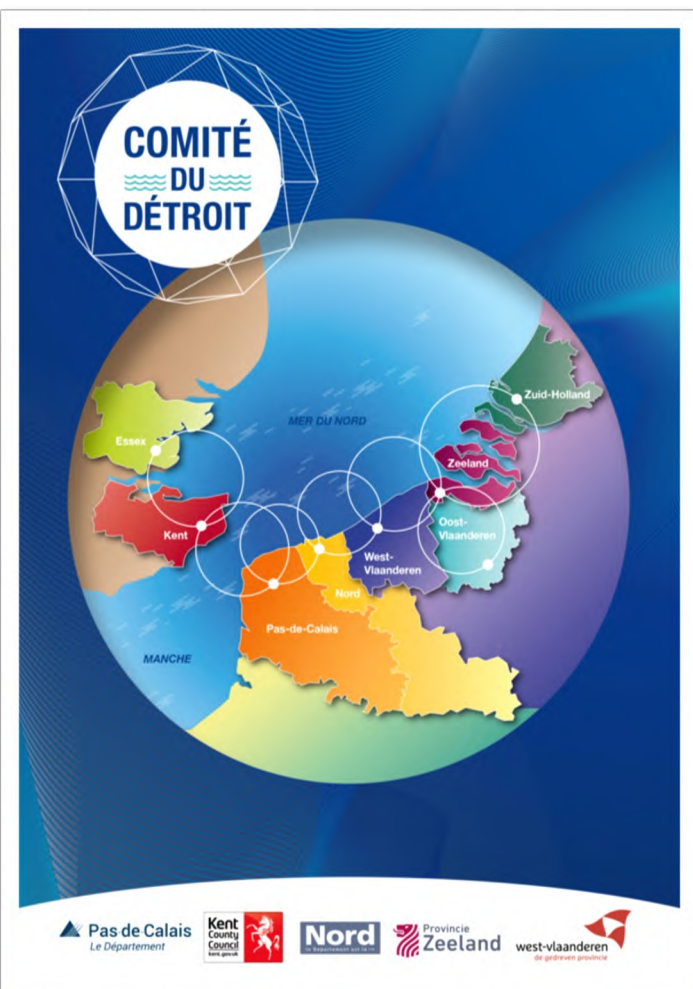
Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution



Les réalisations majeures

Aux échelles régionale, nationale et européenne

Comité du Déroit: approfondissement de la coopération entre 6 collectivités locales de France, du Royaume-Uni, de Belgique et des Pays-Bas.

Le travail partenarial dans le cadre du Comité du Déroit a permis de resserrer les liens avec le Comité du Kent, partenaire historique du Pas-de-Calais, malgré la crise du Brexit. Quelques jours à peine après la sortie effective du Royaume-Uni de l'Union européenne, deux élus du Pas-de-Calais et du Nord ont participé à la conférence des Kent Ambassadors, rassemblant des représentants des élus et de la société civile du Kent afin de témoigner et d'échanger autour des difficultés concrètes et des perspectives rencontrées sur les deux rives du Déroit du Pas-de-Calais.

Un an après la tenue de la conférence de lancement du Comité qui avait permis de recueillir les besoins et les attentes des acteurs des 6 territoires rassemblés dans cette initiative de coopération, le Comité du Déroit a adopté, depuis 2020, une stratégie et une vision commune pour guider son action et la rendre visible auprès de tous ses partenaires. Cette stratégie s'articule autour de 5 axes: instaurer un cadre de coopération efficace, faire face à la rupture provoquée par le Brexit et la crise du Covid-19, maintenir les liens nécessaires à une économie qui se renforce mutuellement, œuvrer conjointement face aux défis du changement climatique et créer un espace d'opportunité conçu pour les jeunes et avec les jeunes.

Afin de réaliser son ambition d'ouvrir la coopération au-delà des seuls échanges interinstitutionnels, le Comité du Déroit a mis en place un appel à projet commun à ses 6 territoires pour soutenir les initiatives transfrontalières des structures publiques comme privées qui la composent. Doté d'un budget cumulé de 180 000 €, cet appel à projet vise à rendre les projets transfrontaliers accessibles à tous.

Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution

Les chiffres clés du Canal Seine-Nord Europe :

5.12 milliards d'euros HT : coût du projet

141 millions d'euros HT : contribution du Département du Pas-de-Calais soit **12.9%** du financement du projet

11,5 millions d'euros HT : montant de la participation départementale à la fin 2021

4 délibérations adoptées par l'assemblée départementale relatives au projet

4 réunions du conseil de surveillance de la Société du Canal Seine-Nord Europe

4 réunions du comité des engagements et des risques

Une soixantaine de réunions dans le cadre de la « démarche grand chantier » du projet

Le bilan cumulé du dispositif « Canal Solidaire » à fin 2021 : **79** marchés analysés , **29** marchés en cours intégrant une clause d'insertion par l'activité économique (CIAE) pour **42** personnes bénéficiaires en parcours au total, dont **8** résident dans le Pas-de-Calais

Plus de **840** personnes ont été rencontrées sur les stands info mobile ou lors de permanences en mairie, organisées sur les territoires, dans le cadre de la concertation « grand public ».

L'accompagnement du grand projet « Canal Seine-Nord Europe » s'est traduit par:

- ◆ la poursuite du soutien départemental à la réalisation du Canal Seine-Nord Europe (CSNE), matérialisée par différentes délibérations et une contribution financière significative. Le Département considère en effet le projet comme structurant en matière d'aménagement du territoire et vertueux pour le report modal. Le projet constitue aussi une opportunité en matière d'emplois et d'insertion professionnelle et un vecteur de développement économique pour les territoires;
- ◆ la poursuite du travail de représentation du Département et de suivi global du projet par la mission Canal Seine-Nord Europe qui exerce un rôle de coordination et de gestion des interfaces nécessaires entre l'ensemble du réseau d'acteurs : la Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE), maître d'ouvrage, les collectivités territoriales et les partenaires extérieurs impliqués dans le projet;
- ◆ la poursuite du pilotage par la mission Canal Seine-Nord Europe de la coordination interdépartementale (Nord, Oise, Somme, Aisne et Val d'Oise) garante des solidarités humaines et territoriales dans le cadre de la « démarche grand chantier » (DGC). La coordination permet le fonctionnement d'un réseau de référents techniques-experts afin d'intégrer des clauses d'insertion par l'activité économique (CIAE) dans les marchés du projet et proposer à la maîtrise d'ouvrage une offre de service harmonisée à l'échelle de tout le chantier pour ainsi faire bénéficier leurs publics des opportunités d'insertion et d'emploi, à travers le dispositif « Canal Solidaire »;
- ◆ la conduite des opérations d'aménagement foncier du projet pour les Départements du Pas-de-Calais et du Nord, en amont de la réalisation de l'infrastructure;
- ◆ l'attention portée par le Département, sur le volet infrastructures, à la meilleure insertion possible du projet dans son environnement et sur les territoires en prêtant attention aux différentes formes de mobilité notamment autour des rétablissements routiers.

Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution

Zoom sur le secteur 4 - Artois-Cambrésis du projet

- ◆ 28 kilomètres de linéaire entre Ytres et le débouché dans le canal de la Sensée
- ◆ 10 communes et 2 intercommunalités (communauté de communes Osartis-Marquion et communauté de commune Sud Artois) traversées dans le Pas-de-Calais, ainsi que 2 communes dans le Nord
- ◆ 2 écluses l'une à Marquion-Bourlon et l'autre à Oisy-le-Verger (hauteur de chute de 25 mètres)
- ◆ 2 quais, l'un pour le futur port intérieur de "Marquion-Cambrai" et l'autre à Graincourt-les-Havrincourt.
- ◆ 11 rétablissements de voiries départementales
- ◆ Démarrage des travaux préalables en 2023 – Echelonnement des travaux principaux de 2024 à 2027 – Mise en service fin 2028

Les chiffres clés sur l'Artois-Cambrésis



Vitry-en-Artois

Concertation Artois-Cambrésis
Septembre 2021



Bapaume

Les réalisations majeures

Validation de l'avant-projet pour le secteur 4 Travaux conduits par le Département en tant que « chef de file régional » du dispositif « Canal Solidaire » et dans le cadre de la « démarche grand chantier »

Un processus innovant en matière de clauses d'insertion dans les marchés d'études et de prestations intellectuelles du chantier a permis d'inscrire durablement l'offre de service du dispositif dans le cadre de la politique achat de la SCSNE et de favoriser ainsi l'emploi local pour les publics cibles. Les Départements ont adapté le guide méthodologique de référence « Les Cahiers du Canal Solidaire » dans la perspective des marchés de travaux dont le montant est estimé à plus de 3.5 milliards d'euros hors taxes. Les premières informations auprès des publics ou des acteurs locaux se sont traduites par la participation à des webinaires ou via des supports de communication disponibles sur le site internet de la SCSNE.

Les projets de territoire des contrats territoriaux de développement (CTD)

La loi d'orientation des mobilités a prévu la possibilité d'élaborer des CTD, visant à intégrer le Canal Seine Nord-Europe dans les territoires traversés et à apporter une plus-value à la réalisation de l'infrastructure (développement économique, attractivité touristique, mobilités actives). Des réunions d'échanges ont permis de structurer la démarche et vont se poursuivre autour des projets identifiés. Le Département accompagne ces réflexions dans l'objectif d'assurer un lien étroit avec les politiques publiques départementales.

La phase de concertation et d'appropriation du projet par les habitants des territoires

Des stands d'information et des permanences se sont tenus dans les communes traversées par l'infrastructure en janvier et septembre 2021. Près de 800 personnes ont été rencontrées. Les élus et les services du Département se sont associés à ces rencontres organisées par la SCSNE.

Le port intérieur de Marquion-Cambrai

La réalisation des 4 ports intérieurs a été laissée à l'initiative des collectivités territoriales ou de leurs groupements. Le port intérieur de Marquion-Cambrai (le plus vaste avec ses 1 000 mètres de quais et ses 156 hectares), est entré en 2021 dans sa phase de définition (études d'avant-projet menées par la Région et les 2 EPCI concernés). Le Département participe au suivi du dossier dans le cadre des opérations d'aménagement foncier et des futures connexions de dessertes routières. La proximité avec le site d'activités logistiques « e-valley » est également suivie par le Département. La concertation avec les habitants se poursuivra en 2022.

Projets d'aménagement et de développement

Le Département est attentif à tous les projets d'aménagement et de développement en lien avec le CSNE, qu'ils soient du domaine fluvial, portuaire ou logistique. Il est également attentif aux réflexions stratégiques d'aménagement réalisées au niveau régional (comité technique thématique fluvial et portuaire, CPER, ...) et participe régulièrement aux travaux de « Norlink fluvial » et d'« Alliance Seine-Escaut », deux associations dont le Département est membre.

Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution

Les chiffres clés de L'économie sociale et solidaire

1 494 623 € de budget consacré à la politique ESS

4^{ème} édition du Budget citoyen

- ◆ 120 idées déposées
- ◆ 55 temps de rencontres et ateliers organisés
- ◆ 11 825 votants
- ◆ 49 lauréats dont
 - 27 Pratiques ESS
 - 4 Coopérations
 - 10 innovations sociales
 - 1 Innovations sociales et Coopérations
 - 7 Transformations économiques, environnementales et sociétales



La mission du Département en matière d'économie sociale et solidaire (ESS) s'est traduite par :

- ◆ la promotion de l'ESS, le soutien et l'accompagnement des acteurs et des structures de l'ESS;
- ◆ le développement de nouvelles actions d'intérêt départemental apportant une réponse aux besoins exprimés par les acteurs du conseil départemental de l'économie sociale et solidaire (CDESS) qui favorise, ainsi, les logiques communes et collectives;
- ◆ la mise en œuvre annuelle du budget citoyen du Pas-de-Calais. Le budget citoyen permet aux habitants du Pas-de-Calais, par leur vote, de flécher l'affectation d'une partie du budget de fonctionnement de la collectivité dédié à l'économie sociale et solidaire vers des projets proposés par des citoyens du Pas-de-Calais. L'objectif est de soutenir les projets relevant des compétences de la collectivité et dont la finalité est de mettre en œuvre des initiatives innovantes socialement, de développer la coopération et le respect des pratiques de l'ESS afin d'accompagner la transformation économique, environnementale et sociétale du département;
- ◆ le partenariat formalisé avec une diversité de partenaires (Pas-de-Calais Actif, APES, Institut Godin, Propulsons!, Les Cigales Hauts-de-France, Les Maisons de l'ESS - Manufacture de l'initiative citoyenne) et onze fondations dans le cadre de l'accompagnement des projets du budget citoyen. A ce sujet, le budget citoyen s'est adapté à la situation sanitaire: les comptoirs à initiatives citoyennes, lieux de rencontres entre porteurs et partenaires, se sont déroulés en visioconférence ;
- ◆ l'organisation des séances du CDESS et de ses ateliers. Le CDESS est un lieu d'expression, d'échanges, d'information et de propositions pour co-construire avec les entreprises de l'ESS la mise en œuvre des orientations, dans le souci d'une économie inclusive. Il a pour ambition de mobiliser et fédérer les acteurs de l'ESS autour du Département et de l'accompagner dans ses orientations vers le développement de ce secteur. Le 27 mai 2021, le CDESS était diffusé en direct sur internet et reste disponible en visionnage sur la chaîne YouTube du Département. A ce jour, plus de 600 personnes ont visionné cet événement. Organisé en présentiel, le CDESS du 25 novembre 2021 a mis à l'honneur les lauréats du budget citoyen 2021 ainsi que l'engagement du Département dans son partenariat avec les SCIC du Pas-de-Calais.

Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution



Les réalisations majeures

Participation du Département du Pas-de-Calais au capital des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC)

Par la participation au capital des SCIC, la collectivité devient un associé à part entière du projet. Elle est invitée à prendre part aux orientations stratégiques du projet et s'inscrit dans une démarche de coopération démocratique, au même rang que les autres associés.

Cette posture, inhabituelle pour les collectivités, permet de repenser le lien avec la société civile et les modalités de mise en œuvre des politiques publiques. Le choix d'entrer au capital d'une SCIC va au-delà du soutien au développement d'une politique publique. Il représente un engagement fort et de long-terme auprès d'une structure à caractère économique.

Les SCIC se caractérisent par l'égalité d'ambition entre la qualité d'un service économique et les objectifs d'intérêt collectif; le multi-sociétariat avec trois types d'associés obligatoires répartis dans des catégories distinctes : les salariés ou les producteurs de biens, les bénéficiaires du bien ou du service et toute autre personne physique ou morale fédérés autour d'un projet économique commun et enfin, un mode d'organisation basé sur le principe « d'un associé, une voix ».

Comme toutes les entreprises de l'économie sociale et solidaire, les SCIC développent une viabilité économique au service de l'intérêt général en mobilisant toutes les parties prenantes et en réinvestissant les bénéfices au service du projet social.

En 2021, le Département a formalisé son partenariat avec 3 SCIC du Pas-de-Calais (participation au capital de « Super'Ecques », « le Toit commun » et « les Cousalis »).

Budget citoyen 2021

Cette 4^{ème} édition du budget citoyen a permis à près de 150 porteurs de projets de participer aux 55 temps de rencontre et d'ateliers organisés dans le cadre des comptoirs à initiatives citoyennes de février à avril 2021. En septembre 2021, plus de 11 000 habitants du Pas-de-Calais ont voté pour leurs projets préférés et 49 lauréats ont été récompensés et mis à l'honneur lors du Conseil départemental de l'ESS du 25 novembre 2021.

Maison de l'ESS du Calaisis - Manufacture de l'initiative citoyenne

Les manufactures de l'initiative citoyenne sont portées par des structures de l'ESS qui en assurent l'organisation et l'animation de façon collective et collégiale. Elles assurent un rôle d'incubateur local d'initiatives citoyennes. La Commission Permanente du 22 novembre 2021 a décidé d'apporter un soutien à un collectif d'acteurs du Calaisis proposant de mettre en œuvre une manufacture d'initiative citoyenne sur leur territoire.

Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution

Les chiffres clés des principaux partenaires :



2 220 partenaires sous contrat avec le Département



18 partenaires institutionnels



8 400 emplois



795 M€ d'emprunts garantis par le Département



139 M€ d'aide départementale



134 277 interventions



Plus de 661 000 visiteurs



Un parc locatif social composé de plus de 160 000 logements

Des établissements publics et organismes associés (EPOA), véritables partenaires du Département

Les établissements publics et organismes associés (EPOA) sont des partenaires majeurs dans la mise en œuvre des politiques publiques portées par le Département. Dans leur domaine de compétence, ils constituent des relais à l'action de la collectivité, au service des habitants et des territoires.

Les relations entre les services départementaux et les EPOA prennent donc des formes multiples mais s'appuient sur un objectif prioritaire : garantir les risques administratifs, juridiques et financiers des partenaires.

Cet accompagnement des EPOA permet également de veiller à la bonne articulation des interventions avec le Département, dans un souci de préservation de la qualité de la mission de service public. L'efficacité de ce travail de conseil s'appuie sur un esprit de co-construction, une fluidité et une permanence des échanges entre les partenaires.

Des EPOA au cœur du service aux populations du Département

L'initiative publique portée par ces acteurs revêt plusieurs formes, mais une seule finalité : le service aux populations comme en témoigne explicitement l'énumération ci-après :

- ◆ l'aide et le secours à personne menée par nos sapeurs-pompiers (SDIS 62);
- ◆ l'amélioration et le développement de l'habitat social avec les bailleurs comme *Pas-de-Calais-Habitat / Maisons et Cités*, et les aides pour le maintien à domicile avec le fonds solidarité logement (FSL);
- ◆ la mise en valeur de nos territoires, en matière touristique avec *l'Agence Départementale de Réservation Touristique (Pas-de-Calais-Tourisme)*, et environnementale avec *EDEN62*, ou encore *le Parc Naturel des Caps et Marais d'Opale*, chacun offrant aux citoyens la possibilité de se promener au sein de sites tout à fait exceptionnels ;
- ◆ l'accueil du public sur des lieux incontournables en termes de loisirs de proximité et d'activités de pleine nature (*parc d'Olhain*), de culture (*le musée du Louvre-Lens*), de mémoire (*la Coupole d'Helfaut*), ou encore des lieux dédiés à la pratique sportive (*l'Arena Stade Couvert de Liévin*) ;
- ◆ l'aménagement et la préservation de nos territoires (*le CAUE*, *la Fibre Numérique 59/62*, *Territoires 62*, ou encore *la Mission bassin minier*) ;
- ◆ les solidarités humaines par l'aide à la personne vulnérable ou en souffrance (*la MDPH* et *l'EPDAHAA* sur le champ du handicap, *l'EPDEF* pour l'aide sociale à l'enfance).

Les solidarités territoriales

Du territoire à l'Europe, des partenariats essentiels pour les populations

Le canal Seine-Nord Europe

Favoriser l'économie sociale et solidaire

Des EPOA partenaires de l'institution

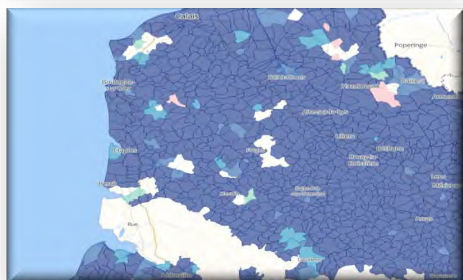


Le renouvellement de 18 véhicules de secours du SDIS

La résidence d'accueil et de séjour du parc départemental d'Olhain



Le planétarium 3D de la Coupole d'Helfaut



Le déploiement de la Fibre en zone d'initiative publique

Les réalisations majeures

Au cours de l'année 2021, le Département et ses partenaires ont poursuivi, voire développé un grand nombre de chantiers, qui concourent à renforcer l'attractivité de nos territoires, dans un contexte sanitaire contraint qui a, hélas, limité les interventions.

En pleine crise du Covid 19, les partenaires ont néanmoins été suivis avec une attention particulière. La situation financière des EPOA a ainsi été accompagnée afin de limiter les risques financiers. Ces analyses affinées ont donc contribué à la sécurisation financière des organismes partenaires.

Les accompagnements ont également porté sur la réalisation d'analyses financières partagées de cinq établissements de l'aide sociale à l'enfance, dans la perspective de la conclusion de contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM).

Dans le cadre de la réalisation des rapports d'activité, nos partenaires, établissements publics et organismes associés, ont bénéficié de l'élaboration de fiches d'identité et financières, récapitulant en une page la situation de chacun d'eux et leur permettant ainsi de disposer d'une vision claire et concise de leur structure, dans ses aspects notoires.

En parallèle, des fiches stratégiques ont également été réalisées pour chacun des EPOA. Ces fiches synthétisent les enjeux et projets clés de nos partenaires et permettent une gestion des risques plus éclairée.

Enfin, l'examen et le suivi des structures bénéficiaires de fonds européens, notamment dans le cadre des programmes nationaux du fonds social européen (FSE), permet de fiabiliser les processus et les procédures d'instruction des dossiers, avec une production de pièces justificatives plus qualitatives. L'instruction est réalisée au moyen de « MaDemarcheFSE », en dématérialisant le traitement et le suivi, en totale concertation avec la mission pilotage FSE et projets, pour un service optimisé des professionnels et des bénéficiaires, en particulier ceux en situation de précarité ou d'exclusion.



VERS UNE ADMINISTRATION MODERNISÉE

Un projet collectif pour accompagner l'évolution de l'administration

107 Le projet collectif de l'administration

*Des ressources au service des publics
et pour accompagner les directions*

110 Optimiser les ressources humaines et collaborer avec les personnels

111 Des ressources numériques au service de l'efficacité territoriale

112 Des ressources au service des publics et force d'appui des directions



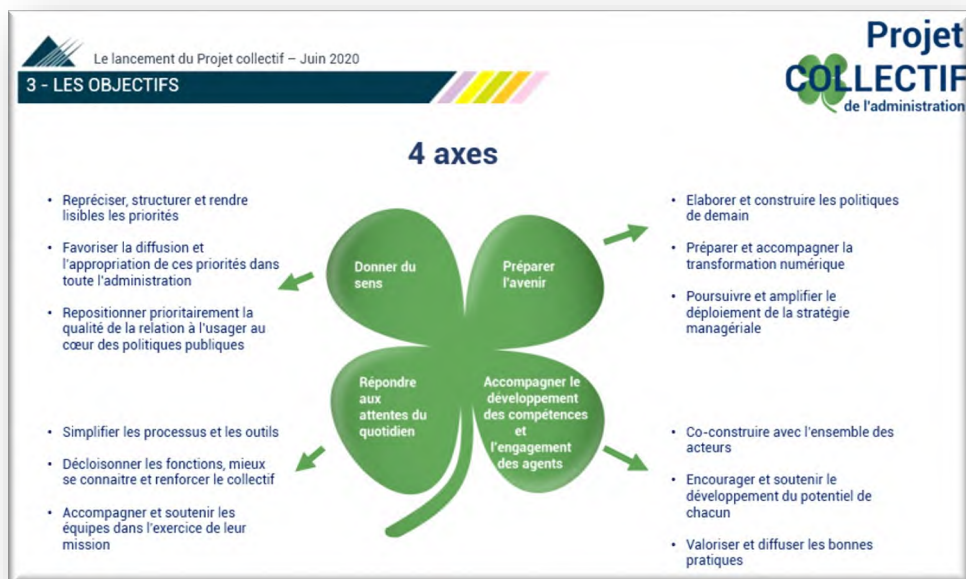
Une administration modernisée permet de recentrer le service public, sur les nouveaux enjeux sociétaux, dans le respect des contraintes de coûts et d'efficacité. En complément de la proximité offerte par les services territorialisés, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication vise à rendre les services publics plus accessibles et efficaces. Communiquer au travers d'un intranet professionnel, conduire le changement en accompagnant pleinement les personnels au moyen d'une politique de ressources humaines volontariste, sont autant d'objectifs poursuivis par le projet collectif de l'administration, pour conduire les indispensables évolutions de l'administration.



La Lettre du Projet COLLECTIF n°1

Vers une administration modernisée

Le projet collectif de l'administration



Un projet collectif afin de répondre aux enjeux de transformation de l'organisation pour un service public de plus grande qualité

Lancé il y a un peu plus de 2 ans, le projet collectif a pour principale vocation de répondre aux enjeux de transformation de l'organisation sur la durée du nouveau mandat et selon les orientations stratégiques et priorités fixées par le Comité de Direction Générale. En effet, il convient de faire évoluer la collectivité pour une administration moderne, efficiente et en capacité de répondre aux enjeux de politique publique de demain.

Il s'agit notamment de pouvoir adresser aux habitants du Pas-de-Calais un service public de plus grande qualité et répondant aux nouvelles attentes sociales et humaines sur notre territoire.

Faire évoluer les pratiques à l'interne de notre organisation, conduire le changement

Parallèlement, une démarche de travail interne a été menée pour faire évoluer les pratiques et les conditions d'exercice des missions de chacun.

Un travail de fond a ainsi été engagé sur des sujets jugés prioritaires dont :

- ♦ la clarification de la répartition des fonctions supports et d'appui au sein de l'organigramme, dans un souci de simplification mais aussi de sens, de cohérence et de plus grande lisibilité pour les agents dont ils sont les interlocuteurs au quotidien. Cette restructuration a été conçue pour faciliter la coopération entre les différentes entités concernées;
- ♦ l'élaboration de nouvelles stratégies RH, sur les domaines qui ont été jugés prioritaires par le Comité de Direction Générale, à savoir, la formation, le recrutement et la mobilité et ce afin de pouvoir reconsidérer les parcours professionnels des agents de la collectivité sur la base d'un plan d'action à mener à partir de 2022;
- ♦ le repositionnement de la ligne managériale selon les différentes strates comme acteur principal au pilotage du projet collectif et à l'accompagnement des équipes. Les travaux engagés reposent sur les éléments de diagnostic posés en 2018 et permettent d'approfondir certaines thématiques : circulation de l'information, pilotage et animation des équipes, simplification...

Vers une administration modernisée

Le projet collectif de l'administration

Les chiffres clés du projet collectif

- ◆ L'intranet : 150 espaces collaboratifs, dont 35 espaces projet et 35 espaces réseau professionnel.
- ◆ Réalisation et diffusion de 10 numéros du « 6.2 cœur numérique », lettre d'information mensuelle (sur 6 pages) des agents du Département.
- ◆ 10 numéros de la « lettre du projet collectif », newsletter particulièrement destinée à l'encadrement.
- ◆ Plus de 350 cadres associés aux comités de pôle élargis.
- ◆ Quelques 150 agents rencontrés dans le cadre des séquences « ensemble parlons métier ».

Des outils modernes au service des agents et du collectif ...

Sous l'impulsion de la direction générale, le projet d'administration est une démarche menée de manière participative, en ayant le souci d'accompagner et de faire évoluer chaque agent à son niveau pour répondre aux défis posés par le collectif.

◆ Différents outils d'animation et de communication ont été mobilisés pour favoriser l'adhésion et la mobilisation de chacun dans une démarche plus globale de conduite du changement.

Les actions suivantes ont permis de valoriser de nombreuses initiatives prises par les services et agents, de rendre visible et lisible l'action et l'engagement au quotidien de chacun, de développer une culture managériale commune basée sur un socle de valeurs partagées, de travailler le sentiment d'appartenance à l'administration et favoriser le bien vivre au travail, de permettre à chacun, à son niveau, de s'inscrire et d'être acteur du projet collectif et ainsi améliorer le service rendu aux habitants :

- ◆ l'intranet départemental dont la dynamique de déploiement de la nouvelle plateforme a connu une accélération en 2021. Différents espaces animés par les services et directions permettent ainsi de fédérer des groupes d'agents autour de projets communs, de réseaux professionnels, de thématiques d'échanges...;
- ◆ la poursuite des actions d'animation du collectif managérial, en particulier la tenue à fréquence mensuelle des comités des directeurs, de l'organisation des comités de pôle élargis à l'ensemble des cadres de chacune des entités, ou encore de la planification de séminaires de directions à destination de l'ensemble des agents;

◆ la production de supports de partage et de diffusion d'information à destination des cadres ou élargis à l'ensemble des agents de la collectivité : la lettre du projet collectif, le 6.2 cœur numérique, rubriques « à deux c'est mieux » et « 2 minutes papillon »...;

◆ l'animation de temps de concertation et d'écoute par la direction générale en proximité avec les agents via des visites de sites ou de lieux d'exercice des missions et intitulés « ensemble parlons métier »...;



Vers une administration modernisée

Optimiser les ressources humaines et collaborer avec les personnels

Des ressources numériques au service de l'efficacité territoriale

Des ressources au service des publics et force d'appui des directions

Les chiffres clés des Ressources Humaines

- **240M€** de masse salariale
- **7 462** agents dont **1 856** assistants familiaux

Gestion des collègues :

- **1 139** agents

Gestion du réseau routier :

- **657** agents

Gestion de l'accompagnement des aînés et des enfants :

- **3 683** agents

Gestion de la culture, du sport et des aides aux communes :

- **1 392** agents

Télétravailleurs au Département

- **2103** pendant la crise vs **209** auparavant !



Accueil des apprentis du pôle Réussites Citoyennes

Un organigramme adapté aux besoins de coordination générale et de travail en réseau

Des secrétariats généraux ont été créés, dans chaque pôle, pour accompagner les directions et les alléger d'un certain nombre de tâches. Ils se mobilisent sur les projets transversaux pouvant concerner plusieurs directions. Les secrétaires généraux, interlocuteurs privilégiés des directions supports, coordonnent la construction budgétaire, le suivi des situations en terme de ressources humaines ou des marchés publics de leur pôle. Ils contribuent également à la modernisation de la collectivité en portant des démarches de transformations spécifiques à leur pôle, ou en étant référents des démarches structurantes initiées par le Comité de Direction Générale. Travaillant en réseau, les secrétaires généraux facilitent les collaborations et la transversalité.

Le Département, un employeur solidaire à l'égard des jeunes

Face à la crise sanitaire impactant particulièrement les jeunes, le Département a décidé d'agir à travers une politique ambitieuse en faveur des étudiants. L'«objectif 100 apprentis(es) et 300 stagiaires», lui a permis d'accueillir 52 nouveaux apprentis(es), pour la rentrée scolaire 2021-2022, auxquels s'ajoutent les 17, en 2ème année de formation. 243 stagiaires ont été accueillis(es) depuis le 1er janvier 2021. L'effort se poursuit, avec comme objectif, l'accueil de 100 apprentis(es) en 2022. Le service civique renforce la cohésion nationale et favorise la mixité sociale. Il offre la possibilité aux jeunes de 16 à 25 ans de s'engager, de 6 à 12 mois, dans une mission d'intérêt général. 9 jeunes sont ainsi arrivés en novembre 2021 pour 8 mois.

Le Département, un employeur engagé, mobilisé et soucieux de la qualité de vie au travail

Dès le 1^{er} confinement, le Département s'est mobilisé pour garantir la continuité du service rendu, tout en préservant la santé des agents. Le télétravail généralisé a permis de maintenir la qualité du service et le lien avec les usagers grâce aux nouveaux outils. Avec 209 télétravailleurs avant la pandémie, puis, 2103 au plus fort de la crise sanitaire, c'est aujourd'hui un dispositif qui perdure dans de nombreux services. La préservation du capital humain et le management des risques constituent donc des clés essentielles pour garantir la qualité et la continuité de la mission d'intérêt général.

Un des axes du projet collectif participatif porte sur la qualité de vie au travail. Les garanties collectives en protection sociale ont été renforcées afin d'assurer un climat favorable, fidéliser les agents et renforcer l'attractivité du Département.

Les mesures déployées en faveur du maintien dans l'emploi et l'intégration des personnes en situation de handicap, tel que le recrutement sur les emplois vacants, portent le taux d'emploi des travailleurs handicapés à 7,15 %, au-delà de l'obligation légale de 6 % de l'effectif total des agents rémunérés. Lors de la 25ème semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées, un «Duoday» (découverte d'un métier ou service durant une journée) a été organisé, permettant de découvrir les métiers de la fonction publique ne nécessitant pas de concours.

Vers une administration modernisée

Optimiser les ressources humaines et collaborer avec les personnels

Des ressources numériques au service de l'efficacité territoriale

Des ressources au service des publics et force d'appui des directions

Les chiffres clés des Ressources numériques

3 plateformes numériques à disposition des usagers :

- ◆ MonJob62
- ◆ MERcredis de l'été
- ◆ Coupons sports PASS 62 de 15€



- ◆ 2/3 des réservations en ligne pour les mercredis de l'été
- ◆ 300 000 € de coupons sport distribués
- ◆ 9 928 demandes en ligne

- ◆ 2 140 demandes de subventions en ligne pour 1 500 structures

L'inclusion numérique au cœur des évolutions, tout en préservant le lien avec les usagers

Dans le cadre de l'aménagement numérique du territoire, en complément du déploiement du Très Haut Débit (THD), le Département s'est doté d'une stratégie territoriale qui place le « citoyen usager » au cœur des priorités des politiques départementales, afin de concevoir et favoriser des outils plus utiles, simples et visibles, en complément des services de proximité existants. Cette politique transversale se décline autour de cinq objectifs : simplifier les démarches pour les usagers ; rendre 100% des services aux usagers du Département accessibles en ligne, tout en préservant un accueil physique en tout point du territoire; améliorer l'accompagnement des usagers, de nos partenaires et de nos agents et favoriser l'inclusion numérique; accroître la visibilité du Département et faire de l'institution une collectivité remarquable sur le plan des usages numériques; développer de nouveaux services en restant à l'écoute des citoyens du Département.

En 2021, le Département a développé de nouveaux services en ligne et poursuivi les actions liées à l'inclusion numérique. Trois plateformes numériques ont été mises à disposition des usagers pour faciliter l'accès aux services proposés :

- monJob62, facilite la recherche d'emploi en mettant en relation les entreprises et les bénéficiaires du RSA.
- mercredis de l'été, permet de réserver en ligne un trajet gratuit vers les plages et les parcs du département.
- coupons sports PASS62, de 15 euros, permet de demander un coupon numérique d'aide à la prise de licences sportives pour les collégiens de 6ème et 5ème.

Un paiement en ligne, sécurisé !

Le Département a également proposé le paiement en ligne de titres de recette pour l'utilisateur. Ce dispositif, conçu par la Direction Générale des Finances Publiques, permet aux débiteurs du Département de payer en ligne, dans des conditions de souplesse et de sécurisation optimisées, les sommes dues (ex : analyse réalisée par le laboratoire départemental d'analyses ; règlement d'une participation dans le cadre d'une obligation alimentaire,...).

Une sécurisation des données informatiques en faveur de la continuité des services

Une démarche de sécurisation des systèmes d'information accrue est mise en place pour garantir la continuité des politiques publiques, la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données des concitoyens. Cette démarche permet d'attester du niveau de sécurité et d'apporter aux usagers et aux partenaires la confiance en l'administration électronique.

Vers une administration modernisée

Optimiser les ressources humaines et collaborer avec les personnels

Des ressources numériques au service de l'efficacité territoriale

Des ressources au service des publics et force d'appui des directions

Les chiffres clés des directions ressources, force d'appui du collectif

- **542** véhicules dont **38** électriques et **14** hybrides
- **67 288** repas servis
- **47 000 m²** de locaux
- **65 000** plis entrants (siège)
- **420 000** plis affranchis
- **88 000** appels téléphoniques pour l'APA, les mesures jeunes, la PCH...
- **15 200** appels téléphoniques au titre des CPEF
- **8 800** prises de rendez-vous
- **4 961** usagers accueillis physiquement
- **2 740** saisines électroniques

Le Département, une collectivité qui investit pour les habitants, aux côtés des entreprises

Le Département a investi près de 190 M€ en 2021 pour entretenir le réseau de routes départementales, les collèges, entretenir et aménager des espaces naturels sensibles, ou soutenir des projets communaux et intercommunaux. Ces investissements contribuent à améliorer le cadre de vie de chaque habitant du Pas-de-Calais. Ils sont également générateurs d'emploi indirects. Ainsi, en 2021, la commande publique portée par le Département a encouragé l'activité de 1 182 structures du Pas-de-Calais, 742 structures des autres départements de la région Hauts-de-France et 902 pour le reste du territoire français. 2 466 marchés ont été notifiés par le Département, dont 1 214 à des entreprises du Pas-de-Calais.

Piloter, optimiser les coûts pour garantir le meilleur service à l'utilisateur

Dans une recherche permanente d'efficacité et d'efficience en terme de pilotage et d'optimisation des coûts, le Département a mis en place des outils de pilotage, éléments d'aide à la décision et au dialogue de gestion.

Ces outils de gestion permettent un regard partagé et une vue d'ensemble sur les données opérationnelles, stratégiques et financières, relatives aux grandes orientations des politiques publiques du Département.

L'idée est d'accompagner les démarches d'optimisation des dépenses afin de garantir le meilleur service possible à l'utilisateur.

Moderniser la gestion du domaine public départemental avec une version des demandes d'autorisations en ligne

Un projet de modernisation de la gestion du domaine public a mobilisé transversalement des directions opérationnelles et des fonctions supports, avec l'objectif de rendre les démarches administratives des usagers du domaine public (particuliers, opérateurs privés, partenaires publics, organisateurs d'événements sur la voie publique départementale...) plus simples, plus lisibles, plus efficaces et 100% dématérialisées.

Pour les usagers, c'est une demande d'autorisation en ligne pour les différents usages du domaine public (travaux, stationnement, aménagement de la circulation, « privatisation » temporaire...), via un espace personnel, qui offre désormais un suivi de l'avancement de l'instruction. Par ce biais, l'utilisateur se verra également délivrer son autorisation. Les contraintes de sécurisation et de modernisation de ces actes ont été transformées en opportunités de fluidification des procédures. Le service ainsi rendu à l'utilisateur est qualitatif, tout en étant plus accessible et transparent.

Vers une administration modernisée

Optimiser les ressources humaines et collaborer avec les personnels

Des ressources numériques au service de l'efficacité territoriale

Des ressources au service des publics et force d'appui des directions

Les chiffres clés des directions ressources, force d'appui du collectif

- **3 400** personnes accueillies en salle de lecture et au cybercentre
- **886** personnes, agents de la collectivité et usagers, formés et accompagnés
- **16 853** demandes de recherches et analyses documentaires
- **1 491** élèves transportés
- **5 628** bénéficiaires des MERcredis de l'été



Le Département, une collectivité soucieuse de sa relation à l'utilisateur

La qualité de l'accueil et des services rendus aux usagers est une préoccupation permanente des services du Département. Malgré un contexte sanitaire toujours difficile au cours de l'année 2021, les agents sont restés mobilisés chaque jour, afin que l'accueil téléphonique soit maintenu à un haut niveau qualitatif, y compris en période de confinement. Les services départementaux se sont cependant structurés au cours de l'année 2021 pour intégrer encore plus pleinement le sujet dans leur fonctionnement quotidien. Une mission dédiée à la relation aux usagers a ainsi été créée pour permettre une meilleure coordination et cohérence des nombreuses initiatives prises par la collectivité en la matière.

Le Département, une collectivité au service de l'égalité des chances

- ◆ Dans le cadre de sa compétence en matière de prise en charge des frais de déplacement des élèves en situation de handicap et pour l'organisation du transport scolaire adapté, le Département a assuré le transport. Ainsi, 1 491 élèves ont été transportés quotidiennement vers 360 établissements scolaires différents au cours de l'année 2021.
- ◆ L'opération « les MERcredis de l'été » menée par le Département permet à l'ensemble des habitants du Pas-de-Calais de prendre le bus gratuitement, les mercredis des mois de juillet et août, afin de passer une journée à la mer ou découvrir, voire redécouvrir, les nombreux joyaux culturels et touristiques qui font la fierté du Pas-de-Calais. En 2021, ce sont 5 628 habitants qui ont pu profiter des 56 itinéraires pour découvrir notre département, au cours des 8 mercredis d'été. Terre ou mer, parc ou musée, chacun a pu apprécier cette offre évaluée à 126 000 € pour le Département.
- ◆ Afin de moderniser et sécuriser les modalités de paiement des aides financières individuelles attribuées aux personnes en situation de fragilité (dispositifs secours et Aides Financières de l'Aide Sociale à l'Enfance), le Département met à disposition des bénéficiaires, depuis octobre 2021, une carte de paiement qui peut être utilisée chez les commerçants, et ouvre droit à des retraits dans les distributeurs automatiques. Les travaux inhérents à la mise en œuvre de ce nouveau dispositif ont mobilisé pendant plusieurs mois, notamment, les directions du Pôle Solidarités et du Pôle Ressources et Accompagnement et les territoires. Les pratiques des différentes équipes ont ainsi été revues, de l'instruction du dossier jusqu'aux étapes de commande et « chargement » des cartes auprès de l'opérateur retenu. A l'issue du premier trimestre d'utilisation, près d'un millier de cartes ont ainsi pu être remises.

Vers une administration modernisée

Optimiser les ressources humaines et collaborer avec les personnels

Des ressources numériques au service de l'efficacité territoriale

Des ressources au service des publics et force d'appui des directions

Les chiffres clés de la communication, au service du public et du collectif

Drone : 22 heures de vol

Reportages photos : 28 000 km

Pas-de-Calais Urban Trail : 2 500 inscrits (en seulement 10 minutes !)

110 vidéos réalisées

680 000 : le nombre d'exemplaires de l'Echo du Pas-de-Calais diffusés chaque mois (10 numéros)

81 239 : le nombre d'abonnés au compte Facebook du Département (+ 11 828)

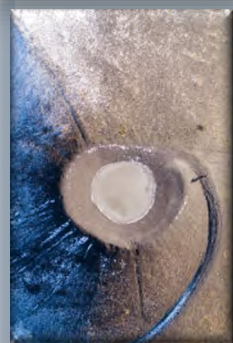
13 400 : Twitter (+ 2 800)

15 046 : Instagram (+ 2 168)

78 : commandes d'achat d'espaces publicitaires

25 : le nombre de campagnes d'affichage

93 % du budget total communication consommé



Communiquer pour rendre lisible l'action départementale

Communiquer pour proposer une lecture claire et lisible de l'action départementale, tel est le credo qui sous tend les actions de communication institutionnelle. Pour cela il s'agit de s'appuyer sur 3 logiques de travail, l'expertise et le savoir-faire interne, mais aussi l'échange inter services permanent pour capter l'information utile et fiable à la mise en place d'actions de communication et enfin, l'appui de prestataires de service spécialisés pour optimiser l'efficacité des actions de communications (vidéo—ex : séances plénières, achat d'espaces publicitaires, production signalétique...).

Tous les services départementaux le souhaitant sont accompagnés dans la réalisation de supports à destination des publics. Quelques exemples en 2021 : plaquette « panache l'Ecureuil » : outil pédagogique pour les enfants de l'Aide Sociale à l'Enfance / MonJob62 et Mamobilité62 : affiches et plaquettes pour faciliter le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA / Escapade62 : visuel et outils de promotion de la nouvelle application des sports de nature en Pas-de-Calais...

Les actions phares en 2021 ...

2021 a été une année qui a permis de mettre l'accent sur plusieurs politiques départementales. Particulièrement celles dédiées à la petite enfance (PMI), à l'économie sociale et solidaire et à l'insertion par l'emploi.

C'est aussi le développement de solutions numériques de services à l'utilisateur. Quelques exemples : version 2 de Pasdecalais.fr avec une entrée par profil d'utilisateur / capsules vidéo courtes et concrètes / sites Portes ouvertes ateliers d'artistes, comité du Détroit, formulaire quinzaine des pollinisateurs à destination des porteurs de projets...

Enfin, ce sont des échanges permanents avec les partenaires du Département dans une logique de confiance, de co-construction et de communications communes et partagées (Louvre-Lens, Mission Bassin Minier, Racing club de Lens, Pas-de-Calais habitat, CAUE62...) au bénéfice des usagers du Pas-de-Calais.

Photos : CD62, Jérôme Pouille, Yannick Cadart, Adobestock, Christophe Kicien / Le 5 Studio, D. R.



62 **Pas-de-Calais**
Mon Département

pasdecalais.fr •    



Pas·de·Calais

Mon Département

RAPPORT FINANCIER 2021

Table des matières

A.	PRESENTATION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT	4
B.	EQUILIBRE GENERAL DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021	6
C.	ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	7
1.	Les recettes de fonctionnement	7
a.	<i>La fiscalité directe (68 M€, soit - 298 M€ par rapport à 2020)</i>	7
b.	<i>La fiscalité indirecte (977 M€, soit + 352 M€ par rapport à 2020)</i>	7
c.	<i>Les dotations et participations de l'Etat (389 M€, soit + 8 M€ par rapport à 2020)</i>	7
d.	<i>Les compensations et les attributions de péréquation (215 M€, soit + 1 M€ par rapport à 2020)</i>	8
e.	<i>Autres recettes (56 M€ en hausse de 6 M€ par rapport à 2020)</i>	9
2.	Les dépenses de fonctionnement	9
D.	LE ROLE CENTRAL DE L'EPARGNE BRUTE	11
E.	ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	12
1.	Les dépenses d'investissement	12
2.	Les recettes d'investissement	14
F.	ÉTAT DE LA DETTE PROPRE ET DE LA DETTE GARANTIE.....	14
1.	La dette départementale.....	14
a.	<i>Répartition de l'encours</i>	15
b.	<i>Les frais financiers</i>	17
c.	<i>Les ratios d'analyse de la dette</i>	17
2.	La dette garantie	18
	ANNEXE 1 : TABLEAU DE SYNTHÈSE DES GRANDS AGREGATS BUDGETAIRES EN MILLIONS €	20
	LEXIQUE D'ANALYSE FINANCIERE	21

Après une année 2020 atypique, les comptes de l'exercice 2021 mettent en exergue deux constats majeurs.

D'une part, la volonté d'un investissement fort s'est poursuivie (194 M€ réalisés), prolongeant ainsi l'ambition atteinte sur la période 2015-2020 au cours de laquelle un milliard d'euros d'investissement s'est exécuté.

D'autre part, l'épargne brute a atteint un niveau inédit, portée par les effets conjoints :

- D'une baisse de l'allocation RSA, conséquence positive du contexte de retour à l'emploi et des actions impulsées par la collectivité départementale ;
- Et d'une nouvelle poussée des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) qui ont atteint un niveau inédit (198 M€) ; la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM) annonçant dans son bilan 2021 un record absolu de transactions réalisées au niveau national (soit 1 200 000).

2021 EN QUELQUES CHIFFRES CLES

Dépenses d'investissement (hors remboursement de la dette) : 194 M€

Epargne brute : 223 M€

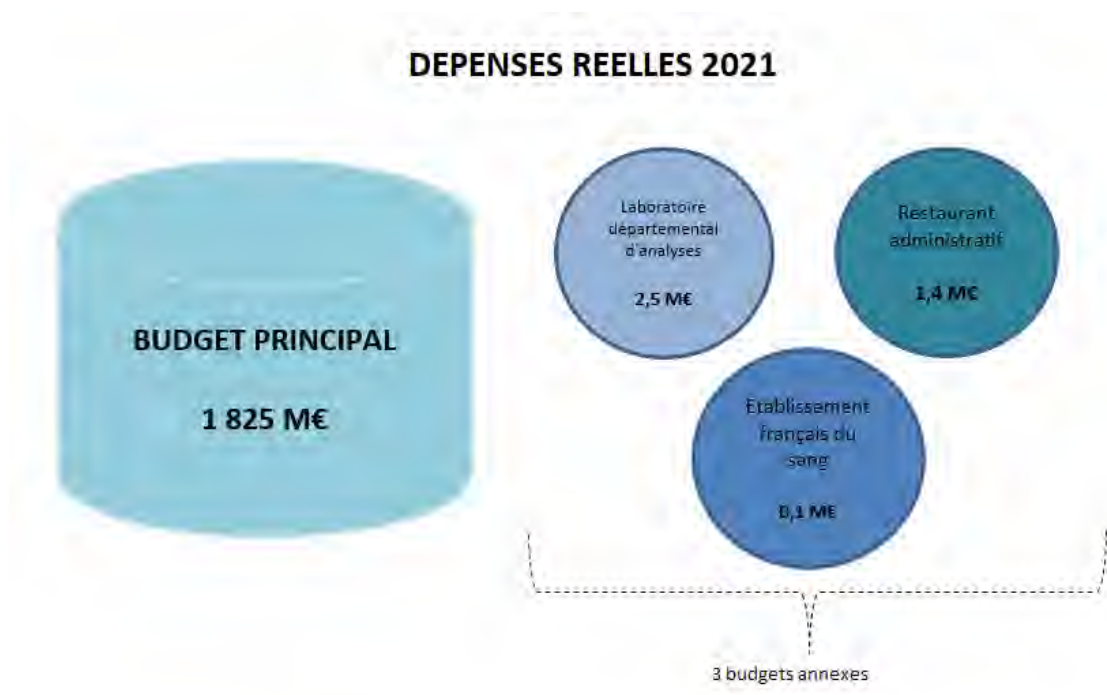
Epargne nette : 116 M€ utilisés pour l'autofinancement de l'investissement

Ratio de capacité de désendettement : 3 ans

Recettes de fonctionnement : 1 705 M€

Dépenses réelles de fonctionnement : 1 492 M€

La structure budgétaire du Département est organisée autour d'un budget principal et de trois budgets annexes. Le schéma ci-dessous illustre **le montant cumulé des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement** de chacun des budgets de la collectivité.



Le présent rapport financier porte sur l'analyse des réalisations du seul budget principal de la collectivité. Ce dernier intègre les contributions à l'équilibre des budgets annexes, qui constituent une dépense de fonctionnement.

En outre, pour assurer une plus grande lisibilité, dans l'ensemble de ce document, les opérations relatives aux mouvements sur crédits revolving sont neutralisées. Ces opérations, équilibrées en dépenses et en recettes, ressortent à 41,66 M€ pour l'exercice 2021.

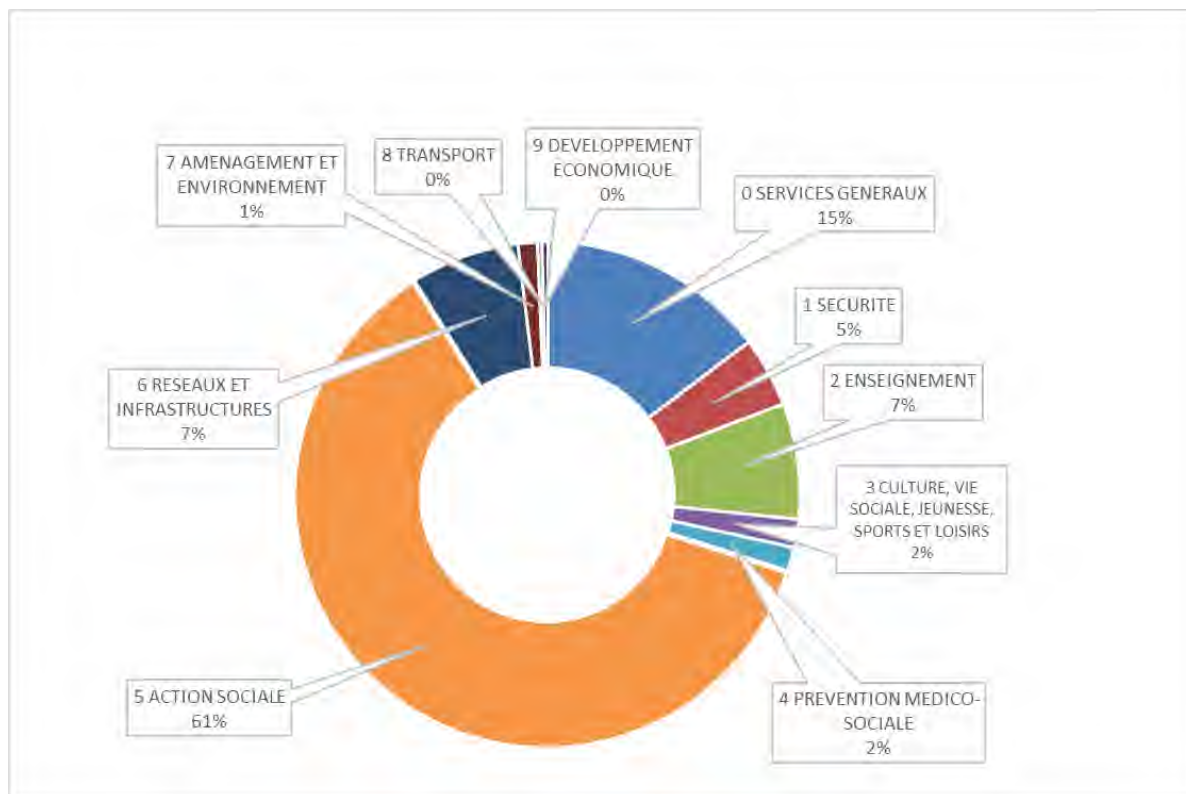
A. PRESENTATION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
[hors mouvements sur crédits revolving]

Les dépenses totales de l'exercice 2021 ressortent à **1 783 M€**, en augmentation de 13 M€ par rapport à l'année précédente. L'augmentation des dépenses porte essentiellement sur la section d'investissement.

Dépenses	CA 2020	CA 2021	Variation
Fonctionnement	1 518 M€	1 492 M€	- 26 M€
Investissement	252 M€	291 M€	+ 39 M€
TOTAL	1 770 M€	1 783 M€	+ 13 M€

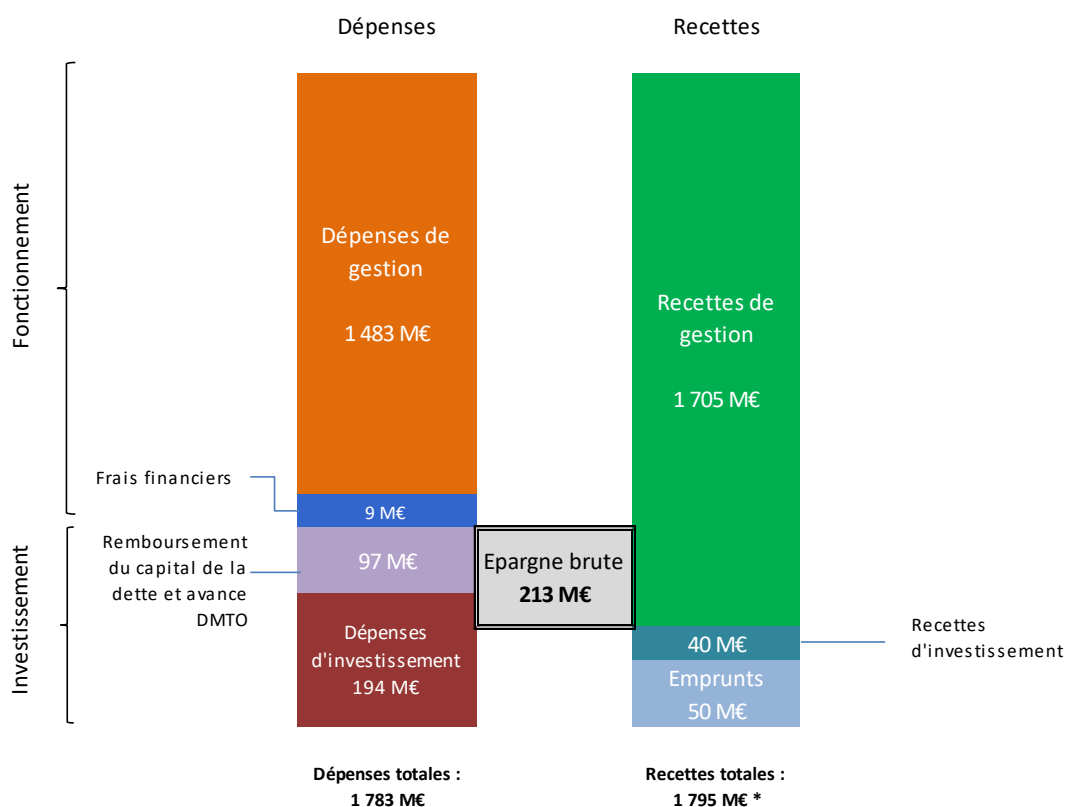
Les dépenses de fonctionnement affichent une baisse de 26 M€ d'un exercice à l'autre. En section d'investissement, le niveau des dépenses d'investissement a augmenté de 39 M€.

Le graphique ci-dessous détaille la présentation par fonction M.52 des dépenses cumulées en investissement et en fonctionnement au cours de l'année 2021 :



Le poids déjà prépondérant des politiques de solidarité (fonctions 4 et 5) dans le budget départemental continue de se renforcer, comme l'illustre la représentation ci-dessus. Les politiques sociales représentent en 2021 63 % du total des moyens alloués aux politiques publiques départementales. En 2021, 1,04 Md€ auront ainsi été consacrés aux politiques publiques de solidarité. L'évolution des moyens alloués à ces politiques s'explique par des besoins croissants, notamment en matière d'allocations d'APA et de PCH.

B. EQUILIBRE GENERAL DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021



* L'écart entre dépenses et recettes s'explique par l'affectation de 12 M€ au fonds de roulement de la collectivité.

En 2021, les dépenses de fonctionnement constatées au compte administratif s'établissent à 1 492 M€, tandis que les recettes atteignent 1 705 M€. Le Département dégage donc une épargne brute de 213 M€, en hausse de 80 % par rapport à 2020 (118 M€), ainsi qu'une épargne nette de 116 M€, déduction faite des 97 M€ de remboursement du capital de la dette (87 M€) et avance DMTO (10 M€).

Outre la mobilisation de l'épargne nette, le Département a financé la section d'investissement en utilisant :

- 50 M€ de ressources liées à l'emprunt ;
- 41 M€ de recettes d'investissement propres, dont une part importante relève du FCTVA.

Ce faisant, le fonds de roulement a progressé de 12 M€, ce qui sera naturellement bénéfique à la capacité de financement du programme d'investissement des prochains exercices.

C. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1. Les recettes de fonctionnement

En 2021, le Département a perçu 1 705 M€ de recettes de fonctionnement, **en augmentation de 69 M€ par rapport à 2020.**

Dans le détail, les évolutions des principales recettes sont les suivantes.

a. La fiscalité directe (68 M€, soit - 298 M€ par rapport à 2020)

La contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (62 M€) reste stable.

Le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (299 M€ en 2020) a été remplacé par une quote-part de TVA.

b. La fiscalité indirecte (977 M€, soit + 352 M€ par rapport à 2020)

La quote-part de TVA, remplaçant le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties est de 299 M€ en 2021, un complément de TVA de 14 M€ a été perçu par le Département en 2021.

Le produit des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), par nature très volatil, est dépendant du dynamisme du marché immobilier. Depuis plusieurs années, l'ensemble des départements constate une hausse significative de ces recettes. C'est également le cas pour le Pas-de-Calais, avec un produit de DMTO qui s'élève à 198 M€ en 2021 contre 164 M€ en 2020, soit une hausse précieuse de 34 M€.

La taxe d'aménagement reste stable et représente 11 M€.

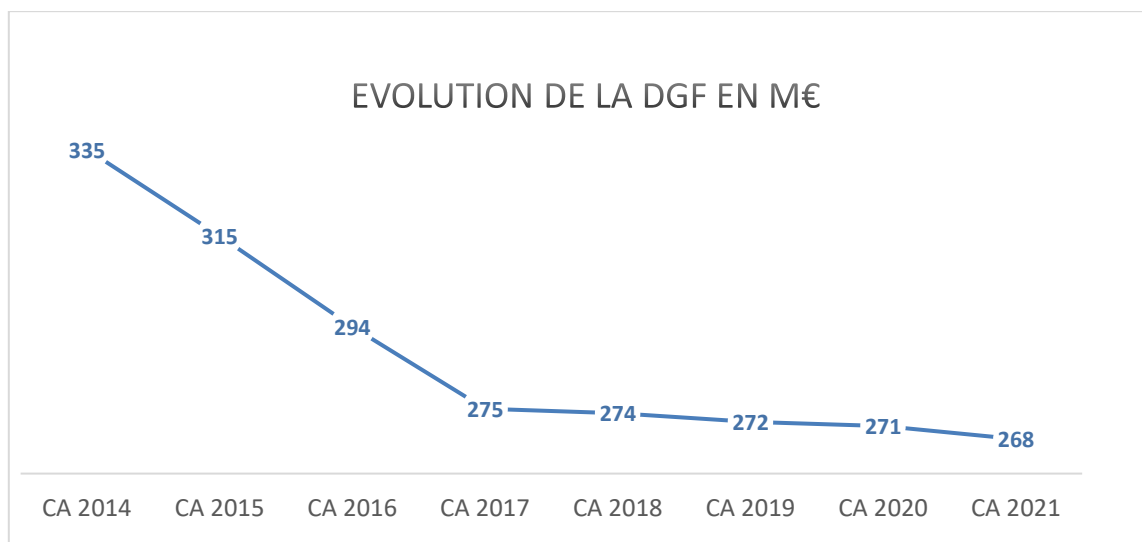
La taxe spéciale sur les conventions d'assurance (239 M€) est stable par rapport à l'exercice précédent. Cette recette permet aux départements de financer certains transferts de compétences, le fonctionnement d'une partie des dépenses du SDIS, et de compenser la perte de recettes engendrée par la réforme de la fiscalité locale.

La taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, qui vient compenser partiellement le financement du revenu de solidarité active, représente 197 M€ et la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité approche les 14 M€.

c. Les dotations et participations de l'Etat (389 M€, soit + 8 M€ par rapport à 2020)

Entre 2015 et 2019, le Département a subi chaque année une diminution importante de sa dotation globale de fonctionnement (DGF). Le montant perçu en 2021 s'établit à 268 M€, en baisse de 3 M€ par rapport à 2020. Cette réfaction résulte d'une mesure nationale d'écêtement d'une partie de la DGF appliquée aux collectivités qui dépassent un certain seuil de potentiel financier par habitant.

Au total, depuis le début du cycle de diminution de ce concours versé par l'Etat entamé en 2014, le Département a perdu 376 M€ de recettes, ce qui représente plus de 4 % du total des recettes de fonctionnement de l'exercice 2021.



Concernant les dotations perçues, il convient de souligner la hausse de 10 M€ des recettes versées par la CNSA au titre de la compensation des dépenses complémentaires consécutives à l'entrée en vigueur de l'avenant 43 de la branche d'aide à domicile ainsi qu'au titre de la PCH. Ces dotations représentent 89 M€ en 2021.

d. Les compensations et les attributions de péréquation (215 M€, soit + 1 M€ par rapport à 2020)

Au titre du Fonds national de péréquation des DMTO, le Département est un **bénéficiaire net** qui a touché un peu plus de **52 M€** en 2021 soit 6 M€ de moins qu'en 2020.

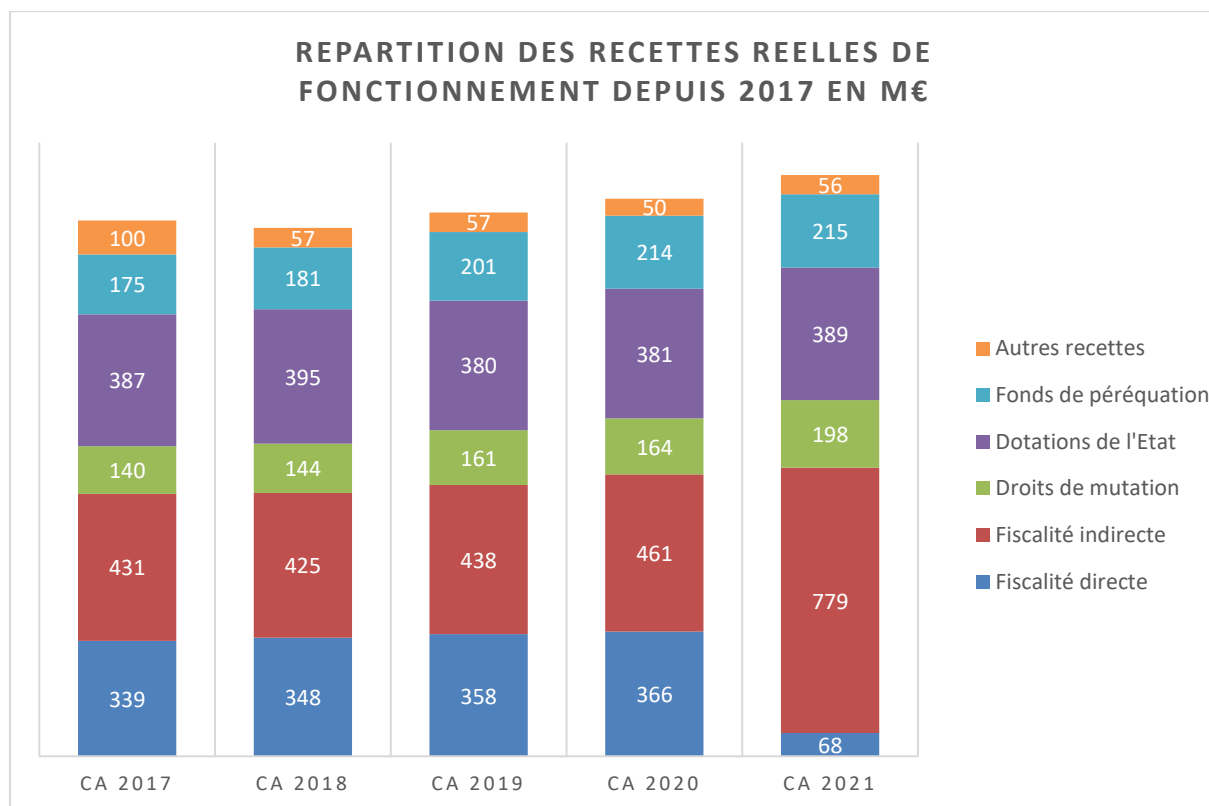
En 2021, il a également perçu de la Région l'attribution de compensation financière de 4,5 M€ actée depuis le transfert de la compétence transport intervenu en 2017.

La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que la dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale, sont stables pour atteindre 58 M€.

Enfin, le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) demeure stable à hauteur de 42 M€, alors que le produit perçu au titre du reversement des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties ressort à 29 M€, en légère progression par rapport à 2020.

e. Autres recettes (56 M€ en hausse de 6 M€ par rapport à 2020)

Les autres recettes sont en hausse de 6 M€ dont + 4 M€ identifiés sur les financements FSE et FEDER.



Le graphique ci-dessus, qui détaille la répartition par catégorie de recettes, illustre le faible poids désormais de la fiscalité directe dans les recettes de la collectivité, ainsi que sa forte dépendance aux dotations versées par l'Etat. Le Département dispose donc de marges de manœuvre limitées sur ses recettes de fonctionnement et se trouve fortement pénalisé par la diminution récurrente des concours versés par l'Etat.

2. Les dépenses de fonctionnement

Le total des dépenses de fonctionnement du budget principal s'établit à 1 492 M€ fin 2021, en baisse de 26 M€ par rapport à l'exercice précédent comme le montre le tableau suivant détaillé par fonction.

FONCTION	CA 2020	CA 2021	Variation
0 SERVICES GENERAUX	116 M€	112 M€	-4 M€
1 SECURITE	73 M€	76 M€	3 M€
2 ENSEIGNEMENT	86 M€	87 M€	1 M€
3 CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	19 M€	18 M€	-1 M€
4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	27 M€	27 M€	M€
5 ACTION SOCIALE	1135 M€	1107 M€	-28 M€
6 RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	43 M€	46 M€	2 M€
7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	9 M€	9 M€	M€
8 TRANSPORT	5 M€	5 M€	M€
9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	5 M€	4 M€	M€
TOTAL	1518 M€	1492 M€	-26 M€

En ce qui concerne la fonction 5, les dépenses baissent de 28 M€. Les principales variations sur cette fonction s'expliquent par :

- Une diminution de 25 M€ du poids des allocations individuelles de solidarité (AIS). Le RSA diminue de 19 M€ par rapport à 2020, dans un contexte favorable de retour à l'emploi ; la PCH a augmenté de 3 M€ sous le double effet de l'accroissement du nombre de bénéficiaires et du renforcement des plans d'aide. L'APA a baissé de 9 M€. Pour rappel, 2020 avait été marqué par un dispositif d'aides exceptionnelles orientées vers les établissements sociaux et médico-sociaux.

AIS	CA 2020	CA 2021	Variation en M€	Variation en %
APA	205 M€	196 M€	-9 M€	-4%
PCH	45 M€	48 M€	3 M€	5%
RSA	347 M€	328 M€	-19 M€	-6%
TOTAL	597 M€	571 M€	-25 M€	-4%

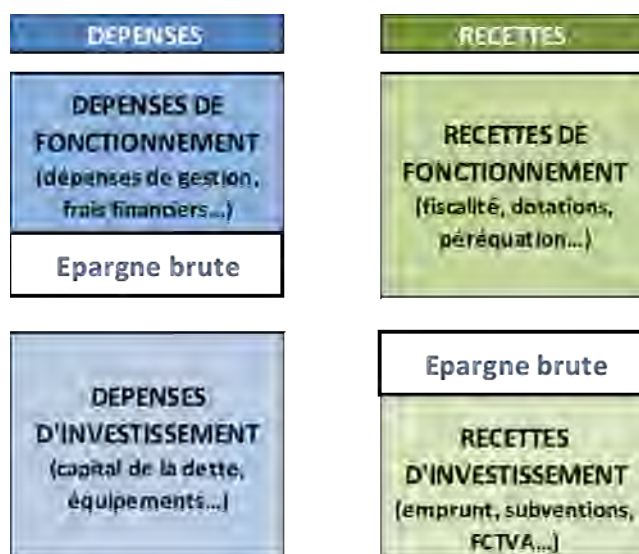
- Une progression de 5 M€ des dépenses relevant de l'aide sociale à l'enfance.

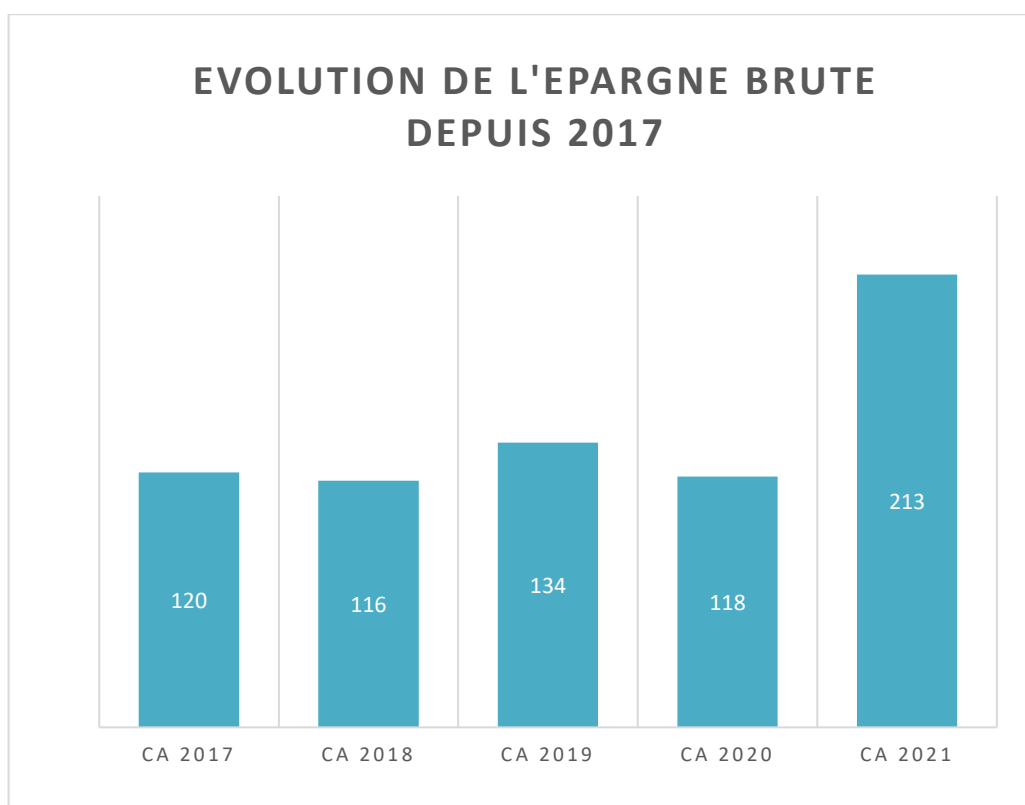
Hors le bloc social, sont à retenir :

- En fonction 1, une augmentation de 3 M€ pour le fonctionnement du SDIS (76 M€) ;
- La stabilité des dépenses de personnel en 2021 (240 M€) ;
- Une augmentation de 2 M€ enregistrée en fonction 6 (hausse des carburants).

D. LE ROLE CENTRAL DE L'ÉPARGNE BRUTE

L'épargne brute correspond à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Ce ratio est la clé de voûte de l'équilibre financier de la collectivité. Il reflète sa capacité à dégager des ressources suffisantes pour rembourser le capital de la dette, mais également à assurer l'autofinancement partiel de ses investissements. En 2021, le Département est parvenu à dégager une épargne brute de **213 M€**, respectant ainsi la stratégie budgétaire initiée dès 2015 et principalement adossée à la reconstitution de cette épargne, l'objectif affiché étant de tendre vers une épargne brute proche de 120 M€ au compte administratif afin de garantir un financement équilibré de la politique d'investissement.





En 2021, l'autofinancement ressort à 213 M€, en hausse de 95 M€ par rapport à 2020. Le taux d'épargne représente alors 12,5 % du total des recettes de fonctionnement.

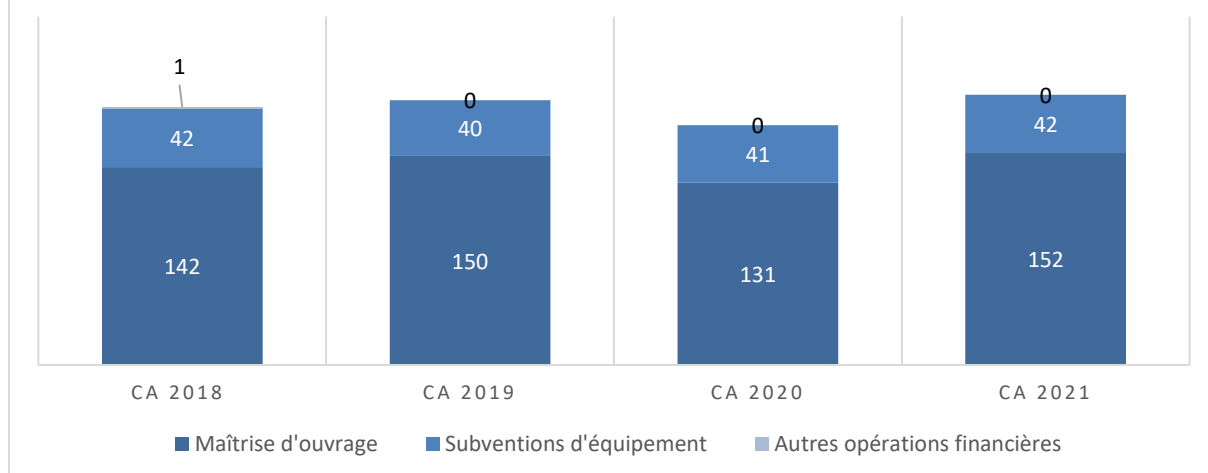
E. ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1. Les dépenses d'investissement

NATURE DES INVESTISSEMENTS	CA 2020	CA 2021	Variation
Investissement en maîtrise d'ouvrage	131 M€	152 M€	22 M€
Remboursement de la dette	81 M€	87 M€	6 M€
Remboursement avance DMTO		10 M€	10 M€
Subventions	40 M€	42 M€	2 M€
TOTAL	252 M€	291 M€	39 M€

L'intervention du Département en 2021 repose, comme traditionnellement, sur des opérations relevant de la maîtrise d'ouvrage départementale (152 M€) et sur l'attribution de subventions d'équipement (42 M€). Les dépenses de maîtrise d'ouvrage augmentent de 22 M€, ainsi que celles des subventions + 2 M€.

EVOLUTION DES DEPENSES OPÉRATIONNELLES EN M€ (HORS REMBOURSEMENT DE LA DETTE)



Hors remboursement du capital de la dette, la répartition des dépenses d'investissement par fonction M.52 est la suivante :

FONCTION	CA 2020	CA 2021	Variation
0 SERVICES GENERAUX	14 M€	17 M€	3 M€
1 SECURITE	2 M€	6 M€	4 M€
2 ENSEIGNEMENT	40 M€	49 M€	9 M€
3 CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	11 M€	15 M€	4 M€
4 PREVENTION MEDICO-SOCIALE	M€	1 M€	M€
5 ACTION SOCIALE	8 M€	9 M€	1 M€
6 RESEAUX ET INFRASTRUCTURES	81 M€	82 M€	1 M€
7 AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	14 M€	14 M€	M€
8 TRANSPORT	M€	M€	M€
9 DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2 M€	3 M€	M€
TOTAL	172 M€	194 M€	22 M€

- La fonction 1 a progressé de près de 4 M€ intégrant la fin des travaux de construction du nouveau centre d'incendie et de secours d'Arras.

- En ce qui concerne la fonction 2, les investissements dans les collèges sont en hausse de 9 M€, couvrant des dépenses de construction et de grosses réparations.

- S'agissant de la fonction 3, une hausse de 4 M€ est constatée, intégrant 2 M€ de travaux à la coupole d'Helfaut ainsi qu'une progression de 2 M€ du Fonds d'innovation territorial - Culture, jeunesse, sports et loisirs.

2. Les recettes d'investissement

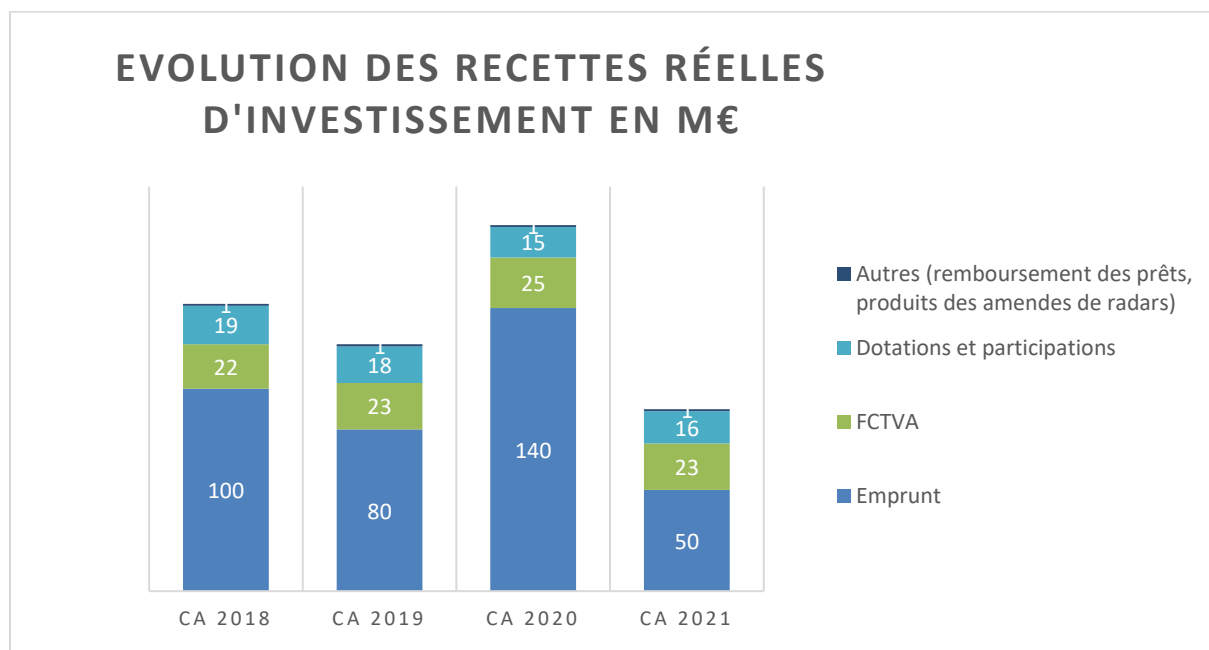
Les recettes d'investissement ont baissé de 91 M€ entre 2020 et 2021 pour atteindre 90 M€, sous l'effet de deux facteurs essentiels :

D'une part, le recours à l'emprunt pour un montant de 50 M€, en baisse de 90 M€ par rapport à l'exercice précédent. Il convient d'ailleurs de noter que le fonds de roulement disponible s'élève à 131 M€ fin 2021.

D'autre part, le Département a enregistré en 2021 :

- Une baisse de 2 M€ de la recette provenant du FCTVA, consécutive au niveau des investissements réalisés en 2020. Pour mémoire, ces ressources s'apprécient avec un décalage d'un an par rapport à la réalisation effective des investissements. Le produit perçu au titre du FCTVA ressort à 23 M€.

- Une augmentation de 1 M€ des dotations et participations qui atteignent 16 M€.



F. ETAT DE LA DETTE PROPRE ET DE LA DETTE GARANTIE

1. La dette départementale

Resté fidèle à une stratégie de gestion prudente de son encours, le Département du Pas-de-Calais continue de rechercher une optimisation de la charge des intérêts induits. La totalité de

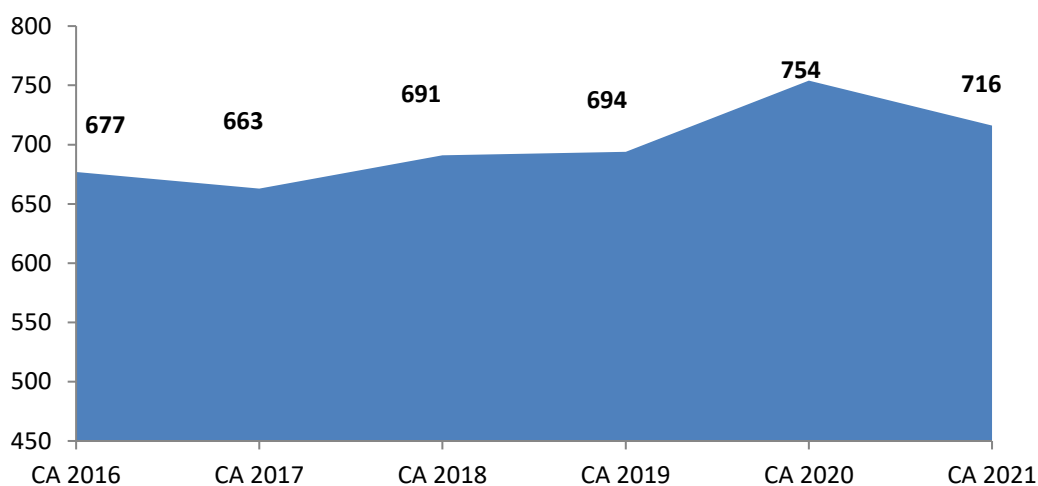
l'encours de la collectivité est catégorisée 1A selon la classification de la charte Gissler issue de la circulaire du 25 juin 2010, soit la moins risquée de toutes. Le Département ne dispose d'aucun emprunt structuré.

Dans le cadre d'une stratégie active d'optimisation des frais financiers, le Département dispose encore d'un encours de 41,6 M€ d'emprunts revolving.

Le programme de financement de l'exercice 2021 a conduit à la souscription de **50 M€** d'emprunts nouveaux, permettant ainsi d'assurer le financement du programme d'investissement, selon la répartition suivante : 20 M€ auprès de La Banque postale, 10 M€ auprès du Crédit Agricole, 10 M€ à la Société Générale et 10 M€ auprès d'Arkéa.

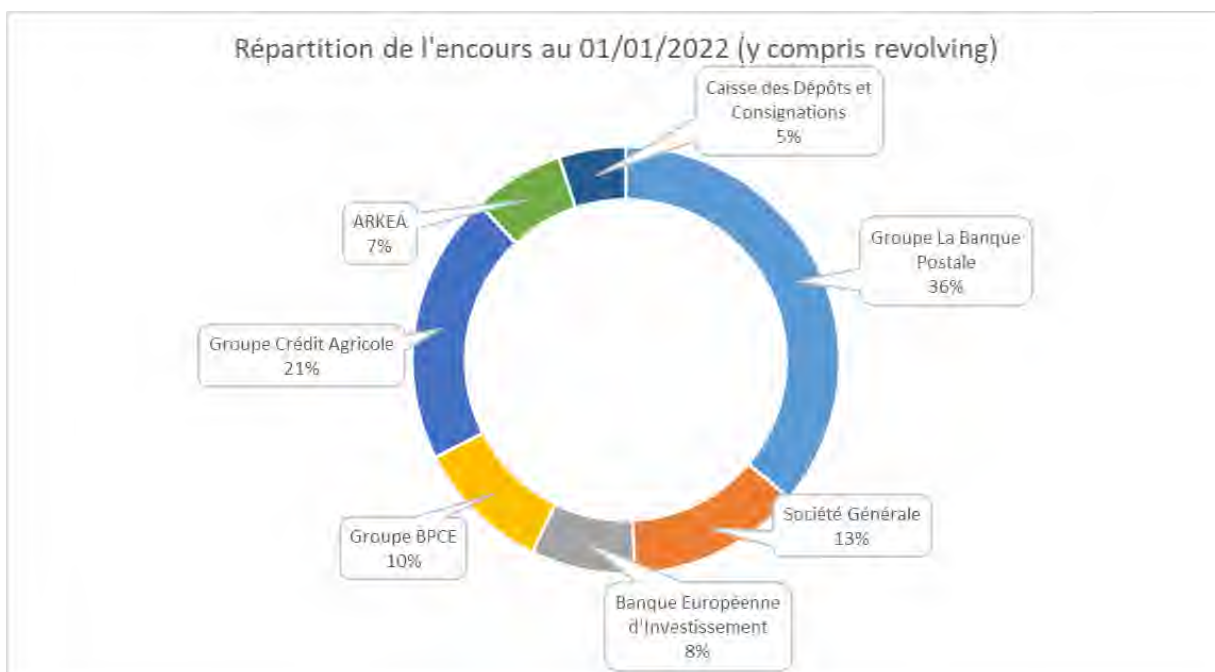
Au 31 décembre 2021, l'encours de dette de la collectivité enregistre une baisse de 38 M€ et ressort à 716 M€.

Evolution de l'encours de dette du Pas-de-Calais depuis 2016



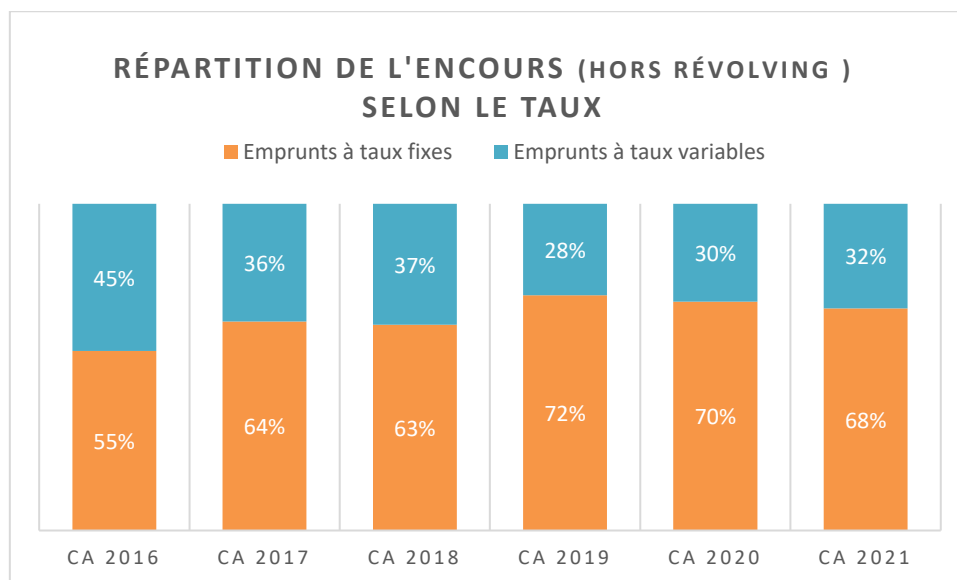
a. Répartition de l'encours

L'accompagnement financier se construit autour de sept acteurs principaux, traditionnels partenaires de la collectivité, selon le graphique ci-dessous.



Il convient également de noter que le Département maintient la part à taux fixe de son encours de dette. Ainsi, à fin 2021, la part de la dette à taux fixe ressort à 65 %. Après retraitement des crédits revolving, celle-ci atteint 68 %.

La dette du Département présente toujours une maturité courte, avec une durée de vie résiduelle moyenne de 10 ans et 3 mois à fin 2021.



b. Les frais financiers

Le Département a consacré en 2021 près de 8,5 M€ aux charges financières. Ces frais, composés essentiellement des intérêts de la dette, restent très bas avec un coût moyen (frais financiers/encours de la dette à fin 2021) de 1,19 %. Le Département du Pas-de-Calais affiche un niveau de frais financiers très inférieur à la moyenne des départements millionnaires en habitants, qui s'établissait à 1,73 % en 2020, dernière donnée nationale disponible.

Exercice	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Frais financiers	11 249 904,10 €	10 350 802,50 €	9 948 708,04 €	9 654 071,47 €	9 173 412,31 €	8 489 853,29 €
Coût moyen	1,66%	1,56%	1,43%	1,39%	1,40%	1,19%

c. Les ratios d'analyse de la dette

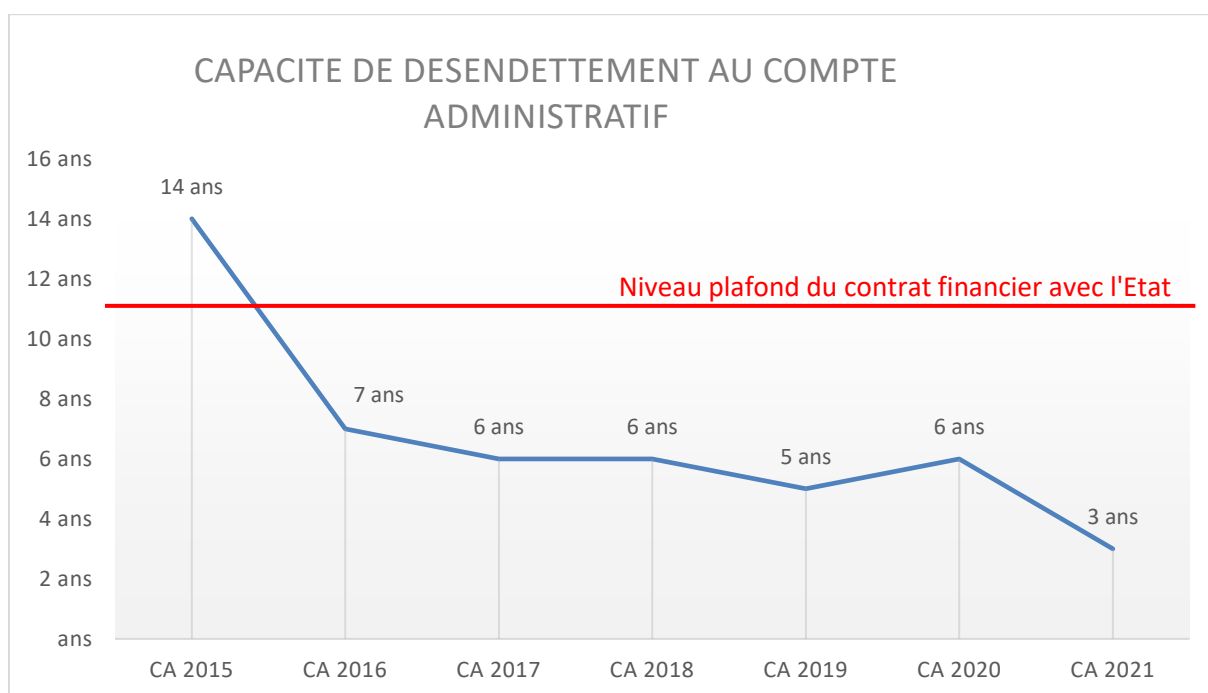
Le niveau d'endettement de la collectivité s'apprécie à travers trois ratios principaux :

- le ratio d'endettement ;
- la charge de la dette ;
- la capacité de désendettement.

Le ratio d'endettement établit le rapport entre l'encours de dette et les recettes réelles de fonctionnement de la collectivité. Il permet de s'assurer que l'endettement de la collectivité n'est pas disproportionné, et que la dette du Département n'est pas trop importante au regard de ses ressources propres. A fin 2021, ce ratio s'établit à 42 %.

La charge de la dette se mesure en rapportant l'annuité de la dette (capital et intérêts) aux recettes réelles de fonctionnement de la collectivité. Pour 2021, ce ratio est de 5,62 %. Il est à utiliser avec prudence car il ne prend pas en compte la durée effective de la dette des collectivités. Le Département du Pas-de-Calais se caractérise par une dette dont la durée de vie est courte, ce qui vient augmenter le remboursement en capital et dégrade ce ratio.

La capacité de désendettement est obtenue en rapportant l'encours de dette à l'épargne brute dégagée. Ce ratio révèle le nombre d'années d'épargne nécessaires au remboursement de la totalité du stock de dette. Plus ce ratio est faible, plus la collectivité dispose de marges d'endettement importantes. A fin 2021, ce ratio ressort à 3 années contre 14 en 2015.

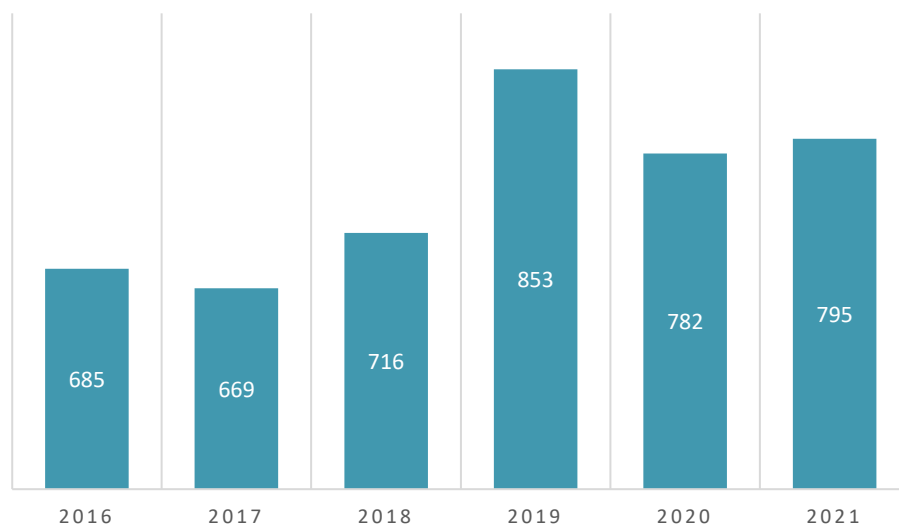


2. La dette garantie

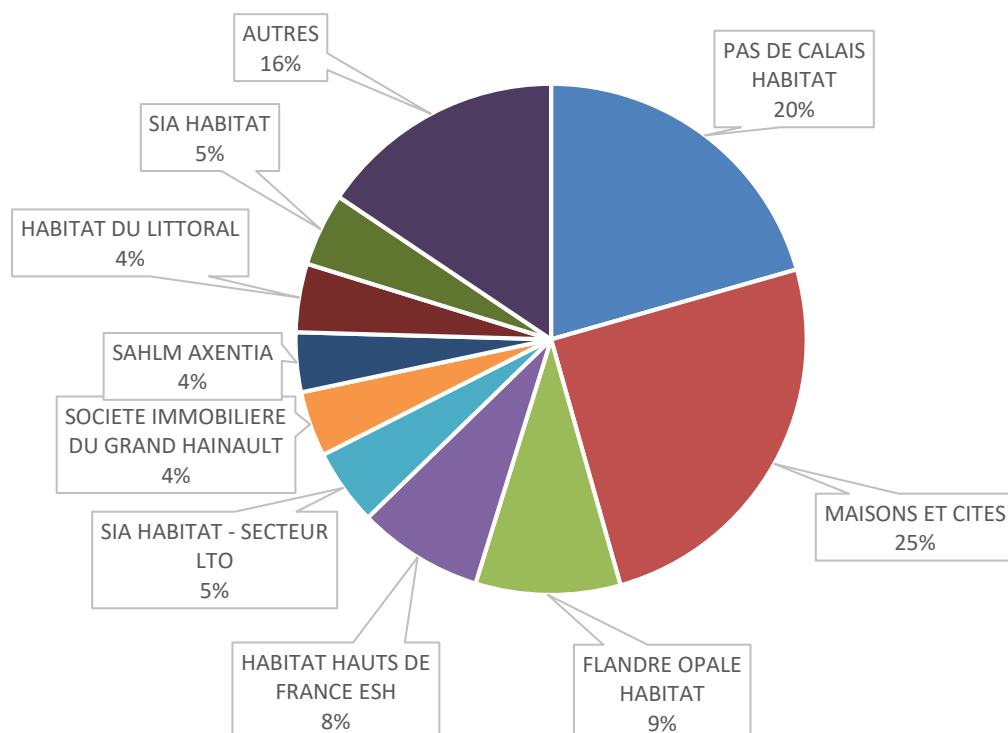
L'encours de dette garantie s'élève à 795 M€ au 31 décembre 2021, essentiellement orienté vers les bailleurs sociaux. L'encours garanti concerne à 84 % des opérations de logement social et à 16 % des opérations portées par des établissements sociaux et médico-sociaux (voir illustration graphique infra).

Ces engagements ne génèrent pas de charges financières directes pour l'institution, ils constituent toutefois un risque à suivre et à évaluer dans la mesure où la collectivité pourrait être amenée à se substituer à l'emprunteur en cas de défaut de ce dernier. Le Département du Pas-de-Calais n'a pas fait l'objet de mise en jeu de garantie depuis plus de 20 ans.

ENCOURS DE LA DETTE GARANTIE AU 31/12/2021 (EN M€)



En-cours de la dette garantie au 31/12/2021



ANNEXE 1 : TABLEAU DE SYNTHÈSE DES GRANDS AGREGATS BUDGETAIRES EN MILLIONS €

		CA 2018	Evolution	CA 2019	Evolution	CA 2020	Evolution	CA 2021	Evolution		
Section de fonctionnement	Recettes de fonctionnement	A	1 550	-1,40%	1 595	2,90%	1 636	2,57%	1 705	4,22%	
	Fiscalité directe (1)		348	2,65%	358	2,87%	366	2,23%	68	-81,42%	
	Fiscalité indirecte (2)		569	-0,35%	599	5,27%	625	4,34%	977	56,32%	
	Dotations de l'Etat (3)		395	1,28%	380	-3,80%	381	0,26%	389	2,10%	
	<i>DGF</i>		274	-0,36%	272	-0,73%	271	-0,37%	268	-1,11%	
	<i>dotations CNSA</i>		85	2,41%	78	-8,24%	78	0,00%	92	17,95%	
	<i>autres recettes</i>		36	12,50%	31	-13,89%	32	3,23%	29	-9,38%	
	Attributions de péréquation et compensations fiscales (4)		181	3,43%	201	11,05%	214	6,47%	215	0,47%	
	Autres recettes		57	-43,00%	57	0,00%	50	-12,28%	56	12,00%	
	Dépenses de gestion (hors frais financiers)	B	1 424	-1,2%	1 451	1,9%	1 509	4,0%	1 483	-1,7%	
Epargne de gestion											
	C = A - B	126	-3,1%	144	14,3%	127	-11,8%	222	74,8%		
Frais Financiers	D	10	0,00%	10	0,00%	9	-10,00%	9	0,00%		
Epargne brute											
	E = C - D	116	-3,3%	134	15,5%	118	-11,9%	213	80,5%		
Remboursement du capital de la dette Et avance DMTO (10 M€ en 2021)	F	72	5,88%	78	8,33%	80	2,56%	97	21,25%		
Epargne nette											
	G = E - F	44		56		38		116			
Section d'investissement	Recettes d'investissement (hors emprunt)	H	42	10,53%	42	0,00%	41	-2,38%	40	-2,44%	
	FCTVA		22	10,00%	23	4,55%	25	8,70%	22	-12,00%	
	Dotations (DSID, DDEC)		19	72,73%	18	-5,26%	15	-16,67%	17	13,33%	
	Autres recettes		1	-85,71%	1	0,00%	1	0,00%	1	0,00%	
	Dépenses d'investissement (hors remboursement du capital de la dette)	I	185	3,93%	190	2,70%	172	-9,47%	194	12,79%	
	Besoin de financement										
		J = I - H	143	2,14%	148	3,50%	131	-11,49%	154	17,56%	
	Emprunts mobilisés	K	100	81,82%	80	-20,00%	140	75,00%	50	-64,29%	
Solde de l'exercice											
	L = G - J + K	1		-12		47		12			

(1) TFPB (jusqu'en 2020), CVAE, IFR

(2) TICPE, TDCFE, TSCA, DMTO, taxes additionnelles aux DMTO, taxe d'aménagement et autres impôts locaux, TVA (à partir de 2021)

(3) DGF, DGD, FMDI, concours CNSA

(4) Fonds de péréquation de la CVAE et des DMTO, frais de gestion de la TFPB, FNGIR, DCRTD, dotation pour transfert de compensations d'exonérations de fiscalité locale, autres compensations fiscales

LEXIQUE D'ANALYSE FINANCIERE

Classification Gissler : destinée à favoriser une meilleure compréhension des produits proposés aux collectivités, elle permet de les classer selon une matrice à double entrée, dont le chiffre (de 1 à 5) traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt et la lettre (de A à E) exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts. Par extension, la circulaire du 25 juin 2010 définit une catégorie « Hors Charte » (F6) qui regroupe tous les produits déconseillés par la Charte et que les établissements signataires se sont engagés à ne plus commercialiser.

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : impôt économique créé en remplacement de la taxe professionnelle. Il s'applique à toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 €. Cependant, seules les entreprises qui réalisent plus de 500 000 € de chiffre d'affaires doivent s'acquitter de l'impôt. La CVAE est reversée aux collectivités au niveau national à partir d'un taux unique (1,5 % de la valeur ajoutée). Elle est territorialisée en fonction de deux paramètres : la valeur locative des locaux et le nombre de salariés exerçant leur activité. Elle est répartie à 50 % aux régions, 23,5 % aux départements et 26,5 % au bloc communal.

Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) : concours de l'Etat perçu en investissement destiné à financer le transfert de compétence d'équipement des collèges.

Dotation générale de décentralisation (DGD) : dotation annuelle égale à la différence entre les charges et les impôts transférés aux départements lors de la décentralisation. Elle est depuis 2004 intégrée, pour 95 % de son montant, à la DGF de chaque département.

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : principale dotation de fonctionnement de l'Etat aux collectivités. Pour les départements elle se compose de la dotation forfaitaire, de la dotation de compensation et de la dotation de péréquation urbaine accordée selon des critères de richesse et de charge.

Dotation globale d'équipement (DGE) : destinée à soutenir l'effort d'investissement des départements en matière d'équipement rural.

Droits de mutation à titre onéreux sur les transactions immobilières (DMTO) : taxe assise sur le volume des transactions immobilières. Depuis 2014, les conseils départementaux peuvent relever le taux des droits de mutation de 3,8 % à 4,5 %. Les départements perçoivent plus de 82 % des DMTO affectés aux collectivités locales, le reste revenant au secteur communal.

Épargne brute : différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement, il s'agit de la capacité d'autofinancement de la collectivité.

Épargne de gestion : différence entre les recettes réelles de fonctionnement hors produits financiers et les dépenses réelles de fonctionnement hors frais financiers.

Épargne nette : épargne brute après déduction des remboursements de dette.

Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) : prélèvement sur les recettes de l'Etat, qui assure une compensation à un taux forfaitaire de la charge de TVA que les collectivités territoriales supportent sur leurs dépenses réelles d'investissement et sur les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie.

Fonds de roulement : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie. Il s'agit de la différence entre les financements disponibles à plus d'un an (les dotations et réserves, les subventions, les emprunts) et les immobilisations (les investissements réalisés et en cours de réalisation).

Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) : ressources versées en compensation des pertes de recettes liées à la réforme de la taxe professionnelle

de 2010, afin de répondre au principe de neutralité financière.

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) : constitue le second impôt économique. Le département perçoit 50 % du montant sur les éoliennes terrestres, 50 % sur les centrales électriques et 33 % sur les stations radioélectriques.

Recettes réelles, dépenses réelles : montants effectivement encaissés, décaissés, par opposition aux recettes et dépenses d'ordre.

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) : perçue en 2004 au titre de la

compensation financière du transfert des allocations de RMI aux départements. Depuis 2009, elle finance le transfert des allocations de RSA majoré. La TICPE intervient par ailleurs en complément de la TSCA, dont le rendement au plan national est insuffisant, pour financer les transferts de compétences.

Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) : transférée en partie aux départements en 2005 pour compenser les transferts de compétences et financer le SDIS. Depuis 2011, la totalité de la taxe est transférée pour compenser la perte de recettes engendrée par la réforme de la fiscalité locale.

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Ressources et Accompagnement
Mission Pilotage et Suivi des Interventions

RAPPORT N°19

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 26 SEPTEMBRE 2022

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU DÉPARTEMENT - EXERCICE 2021

Le rapport d'activité, présenté annuellement par le président du Conseil départemental à l'assemblée délibérante, est prescrit par l'article L.3121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce dernier dispose que « chaque année, le Président rend compte au Conseil départemental, par un rapport spécial, de la situation du Département, de l'activité et du financement des différents services du Département et des organismes qui dépendent de celui-ci. Le rapport précise également l'état d'exécution des délibérations du Conseil départemental et la situation financière du Département ».

Le rapport d'activité annexé présente ainsi les missions et les actions principales mises en œuvre par les services départementaux durant l'année 2021. Ce rapport d'activité est accompagné du rapport financier correspondant à cet exercice.

Il convient de me donner acte de la présentation du rapport d'activité des services départementaux pour l'exercice 2021, ainsi que du rapport financier, et de l'organisation du débat prévu par l'article L.3121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY